

UNESCO
le Courrier

UNESCO le Courrier

Janvier 1999

Troisième âge: la **nouvelle vague**



Shanghai,
la fille prodigue

Sols au bord
de l'épuisement

La nouvelle palette
des musées



Sommaire

Janvier 1999

D'ICI ET D'AILLEURS

3 Shanghai, la fille prodigue

Gueorgui Pinkhassov, Chen Dunyan

ÉDITORIAL

9 Une nouvelle espérance

Federico Mayor

NOTRE PLANÈTE

10 Sols au bord de l'épuisement

Sophie Boukhari

APPRENDRE

14 Danemark: les briques du savoir

Jesper Heldgaard

DOSSIER

17 Troisième âge:
la nouvelle vague



© Tom Sobolik/Black Star Studio B, Paris

18 La révolution de la longévité

Robert Butler

21 Le sort de millions de retraités chinois en suspens

Huang Yan

22 Finlande: des retraités trop jeunes

Ethirajan Anbarasan

23 Les défis du vieillissement dans le tiers monde

Nana Apt

24 En Inde, les personnes âgées ne savent plus où aller

26 Liban: la charité mal ordonnée

Caroline Donati

27 Argentine: les grands oubliés

Jorge Göttling

28 Le sage et le fardeau

Bernadette Puijalon et Jacqueline Trincaz

30 «S'amuser encore et encore» aux États-Unis

Amy Otchet

31 Afrique: la relève

Codou Bop

32 «Ensemble pour la première fois»

Roy Malkin

34 La vieillesse n'est plus ce qu'elle était

36 Pour un nouveau stoïcisme

Enrique Lynch

ÉTHIQUES

37 L'insoutenable poids de la dette

Angela Travis

SIGNES DES TEMPS

40 La nouvelle palette des musées

René Rivard

CONNEXIONS

43 La presse à l'épreuve du Net

Jany Lesueur

45 Le casse-tête des droits d'auteur en ligne

Ethirajan Anbarasan

DIRES

46 Yordan Raditchkov: l'invraisemblable Bulgare



52^e année

Mensuel publié en 27 langues et en braille par l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture.

31, rue François Bonvin, 75732 PARIS Cedex 15, France

Télécopie: 01.45.68.57.45/01.45.68.57.47

Courrier électronique: courrier.unesco@unesco.org

Internet: http://www.unesco.org/courier

Directeur: René Lefort

Rédacteur en chef: John Kohut

Anglais: Roy Malkin

Espagnol: Araceli Ortiz de Urbina

Français: Martine Jacot

Secrétariat de direction/éditions en braille:

Annie Brachet (01.45.68.47.15)

Rédaction

Ethirajan Anbarasan

Sophie Boukhari

Lucia Iglesias Kuntz

Jany Lesueur

Amy Otchet

Jasmina Sopova

Traduction

Miguel Labarca

Unité artistique/fabrication: Georges Servat

Photogravure: Eric Froge

Illustration: Ariane Bailey (01.45.68.46.90)

Documentation: José Banaag (01.45.68.46.85)

Relations Editions hors Siège et presse:

Solange Belin (01.45.68.46.87)

Assistante administrative:

Thérèse Pinck (01.45.68.45.86)

Comité éditorial

René Lefort (animateur), Jérôme Bindé, Milagros del Corral, Alcino

Da Costa, Babacar Fall, Sue Williams

Editions hors siège

Russe: Irina Outkina (Moscou)

Allemand: Urs Aregger (Berne)

Arabe: Fawzi Abdel Zaher (Le Caire)

Italien: Gianluca Formichi (Florence)

Hindi: Shri Samay Singh (Delhi)

Tamoul: M. Mohammed Mustapha (Madras)

Persan: Jalil Shahi (Téhéran)

Portugais: Alzir Alves de Abreu (Rio de Janeiro)

Ourdou: Mirza Muhammad Mushir (Islamabad)

Catalan: Joan Carreras i Martí (Barcelone)

Malais: Sidin Ahmad Ishak (Kuala Lumpur)

Kiswahili: Leonard J. Shuma (Dar es-Salaam)

Slovène: Aleksandra Kornhauser (Ljubljana)

Chinois: Feng Mingxia (Beijing)

Bulgare: Luba Randjeva (Sofia)

Grec: Sophie Costopoulos (Athènes)

Cinghalais: Neville Piyadigama (Colombo)

Basque: Juxto Egaña (Donostia)

Thai: Duangtip Surintatip (Bangkok)

Vietnamien: Ho Tien Nghi (Hanoi)

Bengali: Kafil uddin Ahmad (Dhaka)

Ukrainien: Volodymyr Vasiluk (Kiev)

Galicien: Xavier Senin Fernández

(Saint-Jacques-de-Compostelle)

Serbe: Boris Ilijenko (Belgrade)

Diffusion et promotion

Télécopie: 01.45.68.57.45

Abonnements et renseignements:

Michel Ravassard (01.45.68.45.91)

Relations agents et prestataires:

Mohamed Salah El Din (01.45.68.49.19)

Gestion des stocks et expéditions:

Pham Van Dung (01.45.68.45.94)

Les articles et photos non copyright peuvent être reproduits à condition d'être accompagnés du nom

de l'auteur et de la mention «Reproduits du Courrier de l'Unesco», en précisant la date du numéro. Trois justificatifs

devront être envoyés à la direction

du Courrier. Les photos non copyright seront fournies aux

publications qui en feront la demande.

Les manuscrits non sollicités par la rédaction ne seront renvoyés

que s'ils sont accompagnés d'un coupon-réponse international.

Le Courrier de l'Unesco destiné à l'information n'est pas

un document officiel de l'organisation. Les articles

expriment l'opinion de leurs auteurs et pas

nécessairement celles de l'Unesco.

Les frontières qui figurent sur les cartes que nous publions

n'impliquent pas reconnaissance officielle

par l'Unesco ou les Nations unies.

IMPRIME EN FRANCE (Printed in France)

DEPOT LEGAL: C1 - JANVIER 1999

COMMISSION PARITAIRE N° 71842 -

Diffusé par les N.M.P.P.

The UNESCO Courier (USPS 016686) is published monthly in Paris

by Unesco. Printed in France. Periodicals postage paid at

Champlain NY and additional mailing offices.

Photocomposition et photogravure:

Le Courrier de l'Unesco.

Impression: Maulde & Renou

ISSN 0304-3118

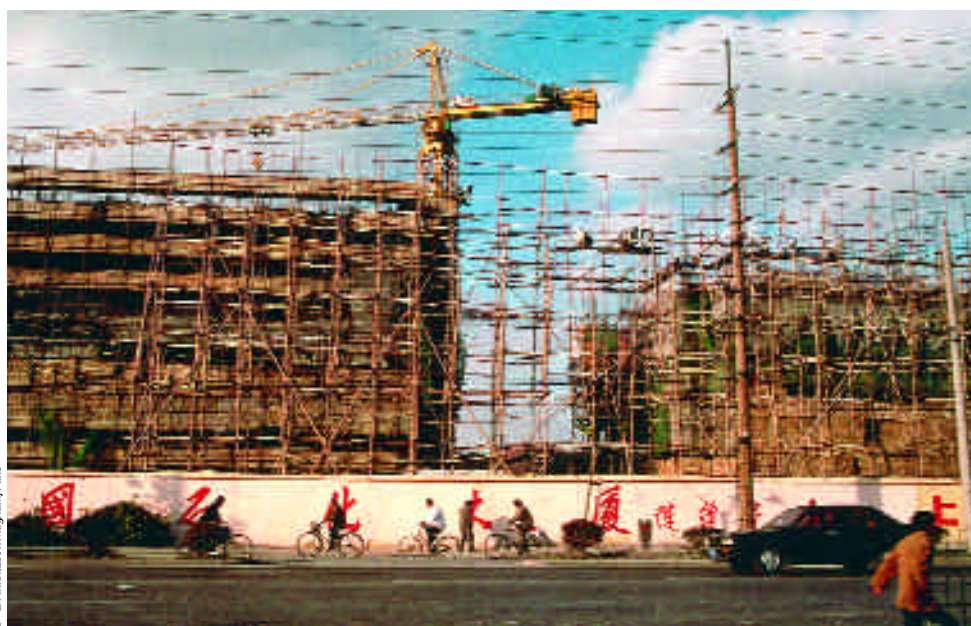
N°1-1999-001 99-578 F

Shanghai, la fille prodigue

Photos de
Gueorgui Pinkhassov



© G. Pinkhassov/Magnum, Paris



© G. Pinkhassov/Magnum, Paris

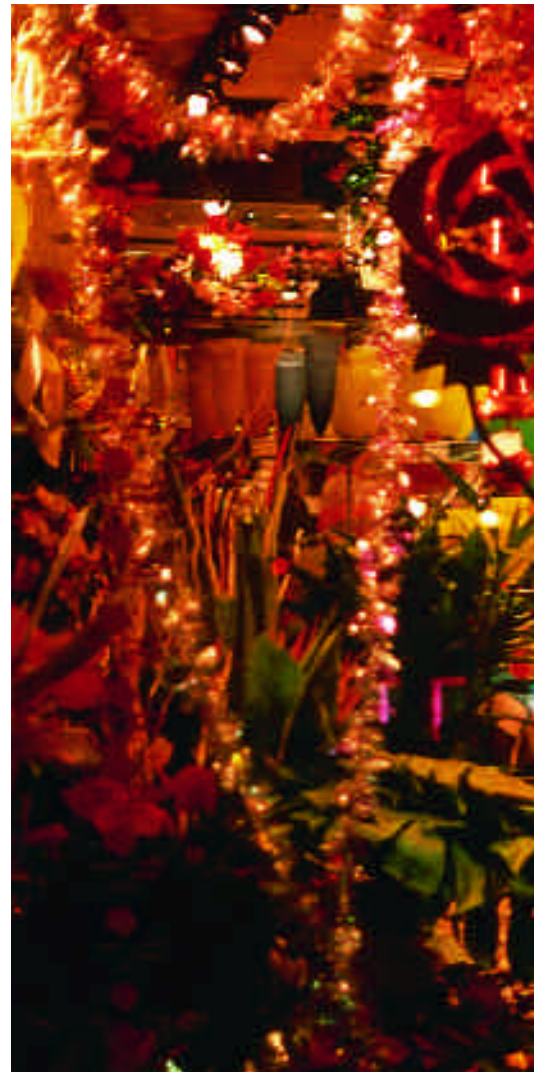
▲ La rue Nanjing, ou la frénésie retrouvée de l'ancienne plus grande métropole d'Asie.

◀ Immense chantier, la ville se hérissé d'immeubles modernes.



© G. Pinchassov/Magnum, Paris

◀ Sortie en discothèque.



© G. Pinchassov/Magnum, Paris

▲ Les jeunes filles de Shanghai épousent le mariage en blanc.

Promenade sur le célèbre Bund, construit par les puissances coloniales il y a un siècle, le long de la rivière Huangpu. ▶



▼ La fièvre acheteuse s'est emparée des habitants de la ville.



© G. Prichassov/Magnum, Paris



© G. Prichassov/Magnum, Paris

Elle fut la porte d'entrée des puissances coloniales en Chine. Puis vint la grande noirceur. Shanghai veut aujourd'hui grimper aussi haut que New York.

Chen Dunyan*

Dans les années 90, Shanghai a explosé comme un pétard chinois. Ce n'était pas la première fois: un boom s'était déjà produit 80 années plus tôt. Shanghai était un port de pêche divisé en zones d'influence britannique, française, américaine et japonaise. En dépit de ce partage, elle avait grossi jusqu'à devenir la plus grande métropole d'Asie.

Dans les années 70, la ville a perdu de son lustre. Après la tombée de la nuit, elle était aussi noire que les couloirs et les toilettes de beaucoup de ses maisons, faiblement éclairés. Les ampoules de 30 watts étaient alors en vogue parce qu'elles économisaient de l'énergie. Sur les berges du fleuve, les couples d'amoureux étaient nombreux. Ils n'avaient pas de chambre, ni de cafés, ni de parcs où aller. Ils ne pouvaient se rencontrer qu'au bord du fleuve.

Aujourd'hui, Shanghai, en «fille prodigue», travaille frénétiquement à rattraper le temps perdu: elle nourrit l'ambition de surpasser Hong Kong dans son développement et de rivaliser avec New York et les autres grandes métropoles du monde.

Dans la vieille ville, on peut voir de tous côtés sur les maisons le même grand écriteau: «*En voie de démolition*». Des quartiers entiers ont été abattus. Quand un mur reste debout, on peut dire en y observant les traces et les taches: «*Là, il y avait la table, et* ▶

*Ecrivain chinois, Shanghai



© G. Pridhassov/Magnum, Paris

ici un lit bas où sûrement quelqu'un s'asseyait pour lire, ses cheveux gras contre le mur.» Les vieux bâtiments de la période coloniale sont rasés les uns après les autres, de nuit, par dynamitage. On les remplacera par des gratte-ciel aux murs de verre. Dans le centre, on construit simultanément une autoroute surélevée et un métro. Toute la ville résonne du martèlement nocturne des engins de travaux publics. Le temps reste-t-il sec un jour ou deux? Les arbres des rues se couvrent aussitôt de poussière.

Pour certains, Shanghai n'est qu'un gigantesque chantier; pour d'autres, il est comme sorti d'un bombardement aveugle. Celui qui s'est absenté quelques mois de son quartier va forcément se perdre à son retour. Beaucoup d'anciens habitants de la ville ont vécu cette expérience. Au lieu d'accuser les chauffeurs de taxi de faire des détours pour voler le client, on devrait comprendre qu'eux aussi cherchent constamment leur chemin. Le plan de Shanghai doit être remis à jour tous les trois mois.

D'immenses supermarchés allemands ont ouvert leurs portes. Et aussi de grands magasins japonais, des boutiques de luxe de la cinquième avenue new-yorkaise, des cafés-glacières Häagen-Dazs. De nouveaux produits sont parvenus jusqu'ici: l'essence Shell, les parfums français, le chocolat suisse, les appareils électriques Philips. Il y a aussi des pubs irlandais, des cafés style Kobe, des vendeurs de vins de Bordeaux, des cafés Hard Rock et même ces restaurants Tex-Mex à la dernière mode en Europe. Après de longues années d'appauvrissement, les habitants de Shanghai, emportés par une fièvre acheteuse, se ruent en tous sens dans les magasins, les agences immobilières, les banques et tout autre lieu où l'argent se gagne et se dépense.

Dans les rues, les piétons disputent le passage aux véhicules: de piteux taxis que sont les motocyclettes 125 cm³ reconverties, des autocars à air conditionné, des essais de cyclo-poussettes à moteur qui transportent les élèves du primaire en laissant une traînée de fumée noire derrière eux, des charrettes à bras branlantes pleines de gravats et des Cadillac importées par des hommes d'affaires étrangers.

Dans les rues étroites des années 20, les gens et les voitures vont et viennent en toute hâte. C'est Shanghai aujourd'hui.



© G. Pridhassov/Magnum, Paris



◀ Dans le quartier de Pudong, nouveau cœur commercial et financier de la ville.

Pause-déjeuner dans le parc Huangpu. ▼



© G. Prichassov/Magnum, Paris



◀ Les vieilles maisons sont détruites. Leurs habitants plient bagage.



© G. Prichassov/Magnum, Paris

▲ A pied, à vélo ou en voiture, sur le pont Waibadu.



© G. Pirkhessov/Magnum, Paris

▲ Dans le crépuscule de la vieille ville.

Une renaissance emblématique

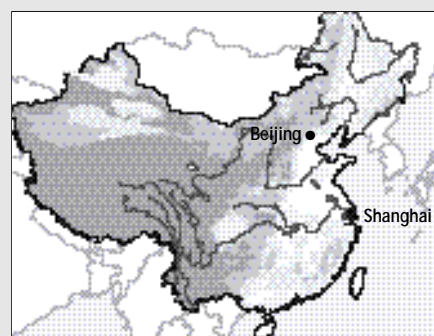
Shanghai est le symbole de la libéralisation de l'économie chinoise et de son ouverture sur le monde international des affaires: les réformes y sont plus rapides et radicales que dans toute autre ville de ce pays, les capitaux internationaux et les technologies de pointe y affluent plus massivement.

A l'embouchure du fleuve Yang-Tsé, Shanghai est la ville la plus peuplée de Chine: 13 millions d'habitants pour l'ensemble de l'agglomération. Celle-ci comprend la ville elle-même (375 km²) ainsi qu'une dizaine de cités-satellites réparties dans un quadrilatère de 120 km du nord au sud et 100 km d'est en ouest.

Elle comptait un demi-million d'habitants dès le début du XIX^e siècle et servit ensuite de principale porte d'entrée aux puissances coloniales pour pénétrer l'empire de Chine. Frappée d'un certain ostracisme après l'avènement du régime communiste (1948), elle a commencé à renaître au début des années

90, quand elle fut déclarée «Zone économique spéciale». Dirigée par une municipalité qui ne relève que du gouvernement central, Shanghai a connu un taux de croissance économique annuel de 14% de 1992 à 1996 inclus, diminuant légèrement à 12,7% en 1997. L'investissement étranger direct a tourné autour de 10 milliards de dollars par an pendant la même période. Le salaire moyen a été multiplié par trois depuis 1990. Le revenu annuel par habitant vient de dépasser les 3 000 dollars, alors qu'il est de 860 dollars pour l'ensemble de la Chine (1997). Ses fleurons sont l'industrie lourde (aciéries, centrales électriques, raffineries, construction navale), la machine-outil, l'informatique, le textile, les activités portuaires, mais surtout la finance: sa bourse, Pudong, est le Wall Street de la Chine.

Cependant, les contrecoups de la crise asiatique commencent à se faire sentir: la croissance annuelle est passée sous la barre des 10% et les investissements directs



étrangers ont diminué de près de moitié en 1997. Les restructurations des entreprises publiques (fusions et fermetures) favorisent la montée du chômage, évalué à 7% à 8% officiellement, et au double officieusement. Enfin, la pollution de l'air et de l'eau, de même que l'insuffisance du traitement des déchets, deviennent alarmants. ■

Une nouvelle espérance



Federico Mayor

L'Année internationale de la culture de la paix, décidée par l'Assemblée générale de l'ONU à l'initiative de l'UNESCO, débutera dans un an exactement. La participation de toutes et de tous doit s'organiser dès maintenant.

Dans un an, nous entrerons dans l'an 2000: quelle date symbolique pour changer de cap! Rendre possible, grâce à l'effort quotidien de tous, une nouvelle société de paix fondée sur les idéaux démocratiques énoncés dans l'Acte constitutif de l'UNESCO: la liberté, la justice, l'égalité et la solidarité.

Il n'y a pas de paix durable sans développement durable. Il n'y a pas de développement sans éducation tout au long de la vie. Il n'y a pas de développement sans démocratie, sans un meilleur partage, sans l'élimination des énormes disparités qui séparent les pays les plus avancés des moins développés. Dans chaque pays, il y a des citoyens qui ont tout et d'autres qui n'ont presque rien.

Le siècle qui se termine a vu de grandes découvertes (les antibiotiques, les télécommunications, etc.), mais la raison de la force a prévalu et le prix en a été la vie de millions d'êtres humains – beaucoup d'entre eux dans la fleur de la jeunesse. La violence et la contrainte ont lamentablement échoué.

Nous ne pouvons continuer d'être indifférents au gaspillage de ressources en armement, pour les utiliser contre des ennemis virtuels ou potentiels. Nous ne pouvons pas tolérer qu'en raison d'intérêts économiques, des milliers d'enfants soient victimes d'exploitation par le travail et d'abus sexuels. Nous ne pouvons continuer, dans l'irresponsabilité totale, à polluer les eaux, à contaminer l'air et à détruire les forêts de la planète. Nous ne pouvons accepter la domination d'une culture, ni permettre que se perde la diversité de notre patrimoine physique et spirituel, que nous devons léguer aux générations futures.

Disons tous: ça suffit! Arrachons à la turbulente histoire de ce siècle une nouvelle espérance, faisons en sorte que la rébellion non violente, l'indocilité créatrice, l'insoumission de ceux qui ne se résignent pas à admettre l'inadmissible, rendent possible la transition vers le dialogue et la tolérance, vers la considération sereine des différences qui nous séparent, pour inventer des solutions imaginatives.

Les prix Nobel de la paix, avec l'UNESCO et l'Organisation des Nations unies, ont lancé un appel international pour transformer la culture de la guerre et de la violence en culture de la paix et de la réconciliation. Cette évolution demande la participation de tous, au sein de la famille, de la communauté, du pays ou de la région, et offre aux jeunes et aux générations futures des valeurs qui leur permettent de façonner un monde plus juste, plus solidaire, plus libre et plus prospère.

Unissons-nous, enfants, jeunes gens, femmes et hommes de tous les âges, à ce manifeste, créant ainsi un grand mouvement mondial pour une culture de la paix et de la non violence. Que notre clameur parvienne enfin aux décideurs, aux parlements, aux maires. Que, grâce aux moyens de communication, nous parvenions à éveiller cette conscience, à créer cet engagement: travailler, donner et se donner pour réduire les distances, pour soigner les blessures.

Osons ce défi, façonnons ensemble ce nouvel avenir en préparant dès maintenant l'an 2000, Année internationale de la culture de la paix. ■

**Disons tous: ça suffit!
Arrachons à la turbulente
histoire de ce siècle une
nouvelle espérance, faisons
en sorte que la rébellion
non violente, l'indocilité
créatrice, l'insoumission
de ceux qui ne se résignent
pas à admettre
l'inadmissible, rendent
possible la transition vers le
dialogue et la tolérance,
vers la considération
sereine des différences
qui nous séparent, pour
inventer des solutions
imaginatives**

Sols au bord de

Qui se soucie du sol? Ce grand malade est pourtant très précieux: non seulement il nous nourrit, mais il assure aussi maintes fonctions vitales pour les écosystèmes et l'équilibre climatique de la planète.

«On boit l'eau, on respire l'air mais on ne mange pas le sol. Il ne nous nourrit qu'indirectement.» C'est sans doute ce qui en fait le grand oublié de l'environnement, estime le pédologue¹ autrichien Winfried Blum, secrétaire général de l'Union internationale des sciences du sol (UISS). Comme la plupart de ses collègues, il pense qu'il est temps d'arrêter le massacre. «Il faut alerter l'opinion. Nous sommes en train de détruire notre base de vie.»

En l'absence de données régulièrement mises à jour, le rythme et l'intensité de la dégradation des sols sont sujets à controverse. Pour une même région, signale l'Institut français de recherche pour le développement, les estimations peuvent varier du simple au double.

Un diagnostic quasi unanime

En Afrique par exemple, le phénomène est particulièrement surestimé car il est associé à la désertification. Or, dans les territoires situés au sud du Sahara, les sols ne sont pas forcément abîmés. La désertification peut être la conséquence d'une série d'années de sécheresse, explique Alain Ruellan, ancien président de l'UISS. «Le sol n'attend parfois que la pluie et les agriculteurs pour renaître à la vie.»

Reste que le diagnostic des scientifiques est quasi unanime: la dégradation des sols sous l'effet des activités humaines ne cesse de s'accroître dans le monde. Les sols sont des milieux vivants et fragiles, qui abritent d'intenses échanges biologiques et physico-chimiques. Ils se dégradent quand l'érosion entraîne plus de terre et de matière vers les rivières ou les mers que ce que la nature produit. Les sols s'épuisent aussi lorsque leurs propriétés n'ont pas la possibilité de se régénérer naturellement ou grâce à des apports externes, de fumier par exemple.

Sur le plan mondial, une superficie équivalant à celle du Royaume-Uni, soit plus de 200 000 km², s'érode chaque année, rappelle W. Blum. «Mais l'érosion n'est pas le problème principal», ajoute A. Ruellan. Il souligne la gravité des phénomènes de tassement des sols, qui modifient leur activité biologique et la circulation de l'eau. De manière plus générale, le bilan de la dégradation des sols dressé par l'International Soil Reference and Information Centre (ISRIC), basé aux Pays-Bas, n'est guère rassurant. Le phénomène touche actuellement plus de 20 millions de km². Au moins 12 millions, soit une superficie supérieure à celle de la Chine, se sont dégradés sous l'effet d'activités humaines depuis 50 ans, estime la FAO. Le surpâturage en aurait endommagé 6,8 millions (dont 2,4 en Afrique et deux en Asie) et la déforestation près de six millions. Ces deux phénomènes entraînent un appauvrissement du sol en le privant notamment de la matière organique que lui apportait le couvert végétal et en supprimant les obstacles à l'érosion. Par ailleurs, la mauvaise gestion agricole a malmené 5,5 millions de km² et la collecte de bois de feu 1,4 million. Quant aux villes et à l'industrie, elles se sont étendues au détriment de plusieurs centaines de milliers de km² de bons sols. Aux Etats-Unis, 30 000 km² de terres agricoles ont été perdues entre 1967 et 1975 du fait de l'urbanisation, de la construction de routes et de l'exploitation minière.

Brésil: les ravages des cultures d'exportation

L'avenir s'annonce encore plus sombre. Au rythme actuel de la dégradation, prévient la FAO, 2,5 millions de km² de terres cultivables pourraient devenir improductifs d'ici 2050. Selon l'ISRIC, l'érosion par l'eau est de loin le principal facteur de dégradation des sols. Elle concerne environ 11 millions de km². Puis viennent l'éro-



Les méfaits de l'érosion au Burkina Faso.

sion par le vent (5,5 millions de km²) et l'effet des produits chimiques (2,4 millions de km²). Les sols affectés par la pollution ne couvriraient que 220 000 km², dont près de 90% en Europe.

Depuis plusieurs décennies, le monde en développement a emboîté le pas des pays industrialisés en intensifiant ses pratiques agricoles. Le cas du Brésil est éloquent. L'histoire de la dégradation des sols a commencé il y a quatre siècles, avec l'arrivée des Européens et les premières vagues de déforestation, explique le pédologue José Pereira de Queiroz Neto. Elle s'est accélérée au XIX^e siècle avec l'extension des plantations de café et de canne à sucre. A partir des années 70, le passage aux cultures d'exportation a provoqué de véritables ravages. En cinq ans, entre 1975 et 1980, le Brésil s'est notamment hissé au rang de troisième producteur mondial de soja, derrière les

1. Spécialiste des sciences du sol

l'épuisement



«Le sol est un patrimoine qu'il faut protéger, entretenir, comme l'eau, la forêt, l'air. Son rôle environnemental devrait être mieux apprécié»

Etats-Unis et la Chine. Il est du même coup devenu l'un des pays où l'on applique les plus grosses quantités de produits agrottoxiques à l'hectare. «On est passé de la petite propriété pratiquant une agriculture de subsistance à la grande propriété hautement mécanisée – les achats de machines agricoles ont crû de 2 000% entre 1975 et 1995. Cette évolution a bouleversé la structure et l'activité biologique du sol et multiplié l'érosion des terres par quatre ou cinq», estime le chercheur brésilien. Aujourd'hui, le seul Etat de São Paulo perd, selon lui, 200 à 250 millions de tonnes de terres par an, un chiffre qu'il faudrait multiplier par 30 pour obtenir une estimation à l'échelle nationale.

Des puits de gaz à effet de serre

Jusqu'ici, les sols ont été essentiellement considérés comme un support pour d'autres activités, explique le Français Marc Latham, directeur du Centre national d'études agronomiques des régions chaudes. A tort. Car la ressource est limitée. «Le sol est un patrimoine qu'il faut protéger, entretenir, comme l'eau, la forêt, l'air. Son rôle environnemental devrait être mieux apprécié.» Et il n'est pas mince. L'épiderme de la Terre est un formidable et fragile réacteur biologique qui alimente le garde-manger des plantes. Il sert aussi d'habitat à la plupart des espèces animales terrestres et garantit la qualité de l'eau, qui est filtrée lorsqu'elle le traverse. Il participe enfin aux grands équilibres climatiques.

Les sols ont récemment fait irruption dans le débat scientifique sur le réchauffement de la planète. «Ils sont à la fois une source et un puits de gaz à effet de serre», ►

Qu'est-ce qu'un sol?

Le sol est l'épiderme, la couche superficielle de la Terre, épaisse de quelques millimètres à plusieurs dizaines de mètres. Il recouvre les deux tiers des terres émergées mais seules 22% de ces dernières sont cultivables (soit seulement 5,5% de la surface totale de la planète).

Le sol se constitue à partir d'une roche-mère, qui s'altère et se transforme sous les effets conjugués de la vie animale et végétale, de l'eau et de l'air. «Au départ, raconte le naturaliste français Yves Coineau, il n'y a que de la roche; puis un lichen s'installe dessus, des animaux viennent le manger et des poussières continuent de s'accumuler. Alors, une graminée peut apparaître, qui va attaquer un peu la surface de la roche avec ses racines. Elle va fabriquer de la matiè-

re organique, qui se décomposera sur place et se mélangera aux débris de la roche. Petit à petit, une petite plaque de terre va se constituer. C'est un processus très lent.» Pour atteindre un centimètre d'épaisseur, un sol peut mettre entre 50 ans et 1 000 à 2 000 ans, suivant sa localisation. C'est donc une ressource difficilement renouvelable.

Le sol est le plus méconnu des grands milieux de la planète. «99,9% des gens, qu'ils soient enseignants ou décideurs, ne savent pas définir un sol», déplore l'ancien président de l'Union internationale des sciences du sol, Alain Ruellan. D'abord parce qu'il n'est pas visible. Il faut faire un effort pour le regarder, se baisser, creuser des trous. Et surtout, «le sol, source de vie, est identifié à la mort, puisqu'on y enterre les cadavres.» ■

Un «trou» record dans la couche d'ozone

Le trou qui se forme chaque année dans la couche d'ozone de l'Antarctique pendant le printemps austral a atteint une dimension record durant la seconde quinzaine de septembre 1998. D'après les images-satellites prises par la météo américaine, ce trou s'est étendu sur 25 millions de km², l'équivalent de deux fois et demie la superficie de l'Europe (de l'Atlantique à l'Oural). Le précédent record datait de septembre 1993, avec 22 millions de km².

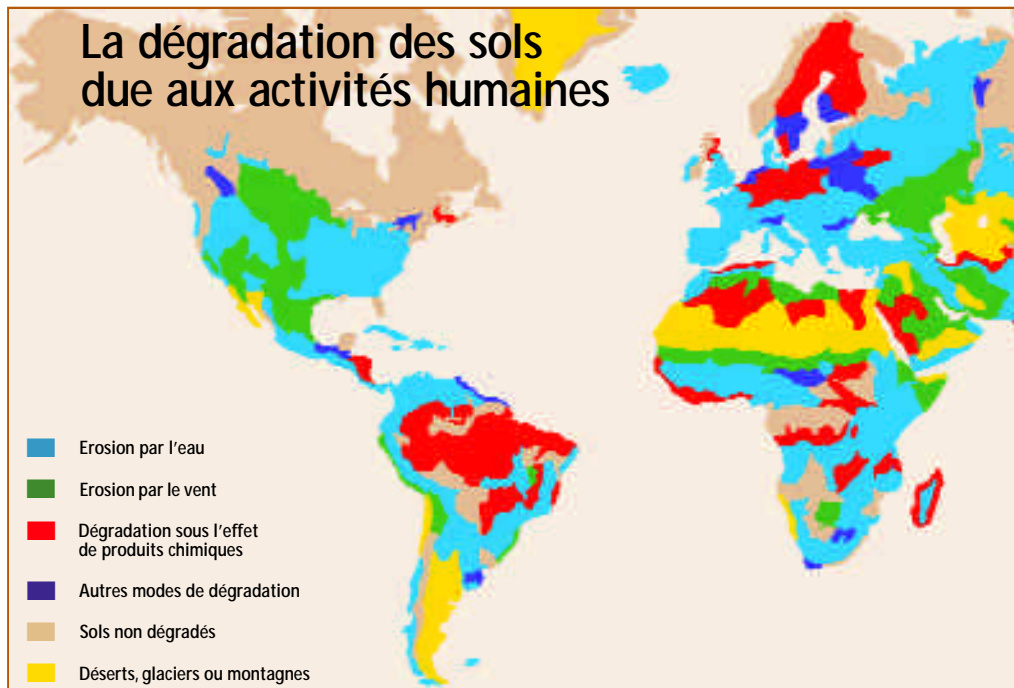
La couche d'ozone protège la terre des rayons ultraviolets du Soleil. Son trou, qui a atteint en septembre la pointe sud de l'Argentine et du Chili, expose les êtres humains à des risques accrus de coups de soleil, de cancers de la peau et de cataractes notamment.

La situation aurait été bien plus grave si 165 Etats ne s'étaient pas engagés, en 1987 à Montréal, à cesser progressivement la production et l'utilisation des chlorofluorocarbones (CFC). Ces gaz, contenus dans les réfrigérateurs et les bombes aérosols notamment, détruisent la couche d'ozone au pôle sud et, dans une moindre mesure, au pôle nord. Le protocole de Montréal est entré en vigueur en 1995 pour les pays industrialisés, les autres Etats devant s'y conformer en 2005. Ces derniers sont invités à devancer leur engagement: les CFC mettent au moins 60 ans avant de disparaître complètement.

Selon plusieurs spécialistes, l'élargissement récent du trou au-dessus de l'Antarctique serait dû au froid exceptionnel (jusqu'à moins 90 degrés) qui a sévit pendant l'hiver austral dans la stratosphère. Les très basses températures favorisent en effet la formation de nuages polaires qui détruisent aussi la couche d'ozone.

D'après trois chercheurs de l'Institut Goddard de la NASA, ce refroidissement serait en partie dû aux... gaz à effet de serre. Ceux-ci contribuent au réchauffement du climat dans les basses couches de l'atmosphère mais, dans la stratosphère (entre 12 et 27 km du sol), ils favorisent au contraire les baisses de températures, affirment ces chercheurs. Les quelque 150 ballons qui seront lancés au-dessus de l'Antarctique à partir d'octobre 2000, dans le cadre du programme international Stratéole, devraient aider à mieux comprendre les facteurs intervenant dans la très complexe «chimie du trou». ■

La dégradation des sols due aux activités humaines



explique W. Blum. Les sols rejettent de grandes quantités de gaz carbonique. Quand l'activité humaine provoque l'érosion ou la perte de sols, ils ne sont plus assez profonds ni riches pour stocker le carbone. Le CO₂ est relâché dans l'atmosphère ou transporté directement vers la mer. Le sol est par ailleurs responsable du tiers des émissions totales de méthane, en particulier dans les rizières des pays tropicaux. Il produirait aussi 70% des rejets de

protoxyde d'azote, dans les zones de culture intensive où les rendements sont dopés à grands coups d'engrais azotés.

Les sols sont également un fabuleux réservoir de gaz à effet de serre. Ils contiennent surtout deux fois et demie plus de carbone, retenu dans leur matière organique (humus et biomasse), que toute la végétation de la planète, affirme W. Blum. La teneur des sols en carbone peut considérablement varier selon leur nature. Un sol

La faim et la terre

La dégradation des terres menace-t-elle notre alimentation? A première vue, non. A l'échelle de la planète, seule la moitié des terres cultivables est encore exploitée. Mais cette réalité n'est que faussement rassurante. Rien ne sert en effet de disposer de bons sols s'il est impossible de les mettre en valeur. Or, l'eau et la population font souvent défaut là où les sols sont riches.

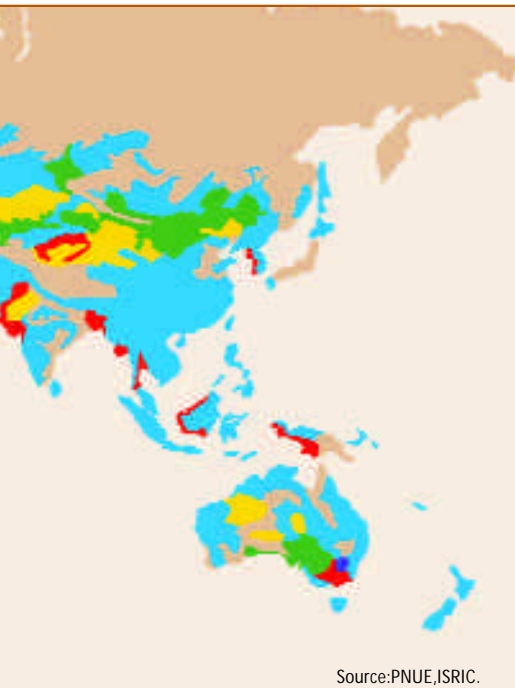
Au Moyen-Orient, en Asie du Sud et de l'Est, là où la pression démographique est forte, il n'y a plus de nouvelles terres à conquérir et les risques de dégradation ne font qu'augmenter. En revanche, en Amazonie, en Sibérie, dans certaines parties d'Afrique comme le Zaïre, il y a quantité de terres vierges mais quasiment personne pour les exploiter. Pour combler le décalage entre l'offre et la demande, certains Etats ont tenté de déplacer leurs populations. Ces opérations se sont généralement soldées par des échecs cuisants. «Des agriculteurs se sont ainsi retrouvés à mendier dans les villes», constate le pédologue algérien Rabah Lahmar. Dans

son récent ouvrage, *Des sols et des hommes*¹, il raconte la désastreuse expérience tentée par les autorités indonésiennes, qui ont envoyé certaines populations de Java défricher et exploiter l'île de Bornéo.

Que faire de terres fertiles sans eau? On mesure l'ampleur du problème quand on sait que les surfaces irriguées n'augmentent plus que de 1% par an, tandis qu'elles croissaient de 10% dans les années 60 et 70.

Le cocktail croissance démographique/dégradation des sols pourrait donc devenir explosif et entraîner une multiplication des conflits sur les terres utiles. Alors que les besoins en nourriture ne vont cesser d'augmenter, la disponibilité en terres arables par habitant dans les pays en développement devrait diminuer de près de moitié d'ici 2010, prévient la FAO. Elle passera de 0,85 à 0,4 hectare par tête. La question agricole ne fait donc qu'apporter de l'eau au moulin des experts les plus alarmistes. ■

1. Editions Charles Léopold Mayer, Paris, 1998.



Source:PNUE,ISRIC.



- ISRIC. Tél.: 31 317 47 17 11
Internet:www.isric.nl
- Union internationale des sciences du sol.
Internet:www.cirad.fr/iss/aisse.html
- FAO. Tél.:39 06 570 51
Internet: www.fao.org

désertique, qui contient 0,1% à 0,2% de matière organique, en piège beaucoup moins qu'un sol forestier (2% à 8% de matière organique) ou qu'une tourbière (jusqu'à 90%).

La question, encore sans réponse, est de savoir si les sols absorbent plus de gaz à effet de serre qu'ils n'en produisent. Autrement dit, peuvent-ils fixer et stocker l'excédent de gaz carbonique produit que les activités humaines, qui contribue au réchauffement de la planète? «*Cela dépend beaucoup des conditions locales*, répond W. Blum. *Les plus favorables sont les sols profonds sous forêt dans les zones tempérées d'Europe ou dans certaines régions tropicales.*» On pourrait également recréer des puits de carbone, en reboisant le plus de surface possible, en priorité dans les zones dégradées devenues inexploitable pour l'agriculture.

Les conséquences du réchauffement de la planète sur les sols sont également très difficiles à cerner. Aux abords du Sahara, estiment les scientifiques, le désert va sans doute gagner. Mais au même moment, de vastes territoires vont dégeler dans les régions périarctiques suite à la fonte des glaces. Dans quelques dizaines d'années, on devrait ainsi pouvoir cultiver du blé dans le Nord du Canada et en Sibérie. ■

Sophie Boukhari

Vers une convention internationale

«*En raison de la longue période nécessaire au processus de formation des sols, il est essentiel de ne pas continuer à perdre un temps précieux avant de procéder à une réorientation concrète vers une gestion durable des sols. Il est pour cela impératif d'élargir la convention sur la désertification et de la faire déboucher sur une convention générale sur les sols.*» Le petit texte introductif à la proposition de convention sur l'utilisation durable des sols annonce clairement la couleur. La convention sur la désertification, adoptée dans la foulée du Sommet de la Terre (Rio de Janeiro, juin 1992) et entrée en vigueur en décembre 1996, n'est pas à la hauteur des enjeux. Cette «convention pour l'Afrique», comme on l'avait un temps surnommée, ne concerne en effet que les zones arides ou semi-arides. Ce n'est qu'une étape. «*La désertification est un problème localisé alors que la dégradation des sols touche toute la planète*», résume Alain Ruellan, ancien président de l'Union internationale des sciences du sol (UISS).

Les scientifiques se sont donc mobilisés. Un premier texte a été publié en juillet

1998 par les fondateurs du Projet Tutzing «*Ecologie du temps*». L'idée de rédiger une nouvelle convention était dans l'air depuis la conférence de Rio, explique Martin Held, qui dirige ce groupe de réflexion multidisciplinaire basé à l'Académie évangélique de Tutzing, dans la banlieue sud de Munich (Allemagne). «*Puis des grands spécialistes de l'environnement, comme l'Américain David Pimentel, de l'Université Cornell de New York, et Hartmut Grassl, directeur du Programme mondial de recherche sur le climat, nous ont demandé de rédiger un projet de convention*».

Lors d'une rencontre qui s'est tenue à Tutzing du 22 au 25 novembre 1998, l'UISS a été chargée de lancer une vaste consultation internationale sur le texte, notamment auprès de tous les utilisateurs du sol: agriculteurs, urbanistes, ONG, etc. Le processus en vue de son adoption par les Nations unies ne fait donc que commencer. S'il devait durer aussi longtemps que celui qui a mené à la convention sur la désertification, le nouveau traité pourrait sortir de terre aux alentours de... 2015. ■

Pollution: un gros effort demandé aux entreprises

Pour la deuxième année consécutive, un sondage mondial a été réalisé sur les questions environnementales. Coordonné par Environics International, un institut privé basé à Toronto (Canada), il a notamment porté sur les attentes du public à l'égard de l'engagement «vert» des entreprises et des gouvernements. Début 1998, 34 475 personnes ont été interrogées dans 30 pays¹ représentant 68% de la population des cinq continents.

Dans 19 des 30 pays concernés, la majorité des sondés considère qu'entreprises et industries «ne font pas un gros effort pour assurer un environnement propre». Les plus forts taux de mécontents se retrouvent en Grèce, (88% des sondés), en Argentine (76%), en Turquie (73%) et en Russie (72%), et les taux les plus faibles en Allemagne et en Indonésie (39%), en Chine (36%) ainsi qu'en Afrique du Sud (35%).

Face à cette situation, les pouvoirs publics sont invités à réagir. Dans tous les pays, sauf la Finlande, le Nigeria et l'Indonésie, plus de 50% des personnes interrogées souhaitent l'adoption de lois et de réglementations plus coercitives. Et dans deux pays sur trois (Grèce, Argentine et Colombie en tête), plus de 70% des sondés estiment que le cadre existant «ne va pas assez loin ou est vraiment très insuffisant».

Doit-on privilégier d'autres alternatives pour obliger les entreprises et les industries à moins polluer ou à dépolluer? L'idée de réduire les taxes ou d'augmenter les incitatifs financiers pour avantager les entreprises «propres» est retenue comme une bonne solution aux Etats-Unis, au Canada, en Allemagne et en France. Les Japonais, les Colombiens et les Finlandais penchent plutôt pour la publication des taux de pollution atteints par les entreprises, de manière à ce que s'exerce la pression de l'opinion publique.

L'enquête précédente, qui touchait 24 pays, avait fait ressortir que le niveau de sensibilisation à l'environnement y était très élevé (70% à 90% des personnes se disant très ou assez concernées), y compris dans les pays en développement. ■

1. Afrique du Sud, Allemagne, Argentine, Australie, Brésil, Canada, Chili, Chine, Colombie, Corée du Sud, Espagne, Etats-Unis, Finlande, France, Royaume-Uni, Grèce, Hongrie, Inde, Indonésie, Italie, Japon, Kazakhstan, Mexique, Nigeria, Nouvelle-Zélande, Pologne, Russie, Turquie, Uruguay et Venezuela.

Les briques du

Dans un monde où la compétition est reine, le Danemark est à l'avant-garde de la formation continue, comme le prouve l'entreprise Lego. Certains salariés l'apprécient. Mais d'autres renâclent. Car elle vise aussi, selon eux, à mettre «la totalité de leur personne» au service de l'employeur.

«En Europe, les Danois sont à l'avant-garde en matière de formation continue pour les travailleurs de l'industrie», proclame tout de go Christian Braad, consultant à la section éducation de la Confédération des industries danoises.

Dans un sondage sur la main-d'œuvre organisé en 1996 par Eurostat (le bureau des statistiques de l'Union européenne), on a posé à plus de huit millions d'Européens de plus de 30 ans la question de savoir s'ils avaient suivi une quelconque formation au cours des quatre semaines précédentes. Le Danemark est arrivé en tête avec environ 12% de réponses positives, soit plus de trois fois la moyenne européenne.

«Et nous ne nous reposons pas sur nos lauriers», poursuit C. Braad. L'éducation est devenue un secteur prioritaire pour les petites et les grandes entreprises. Auparavant, les formations s'adressaient surtout à des cadres et à des ouvriers spécialisés. Aujourd'hui, les stages sont principalement destinés aux ouvriers non qualifiés. Les entreprises doivent s'adapter au contexte de la mondialisation. Il en va de même pour la main-d'œuvre.»

Et C. Braad d'ajouter que le système danois de centres de formation continue, souple, indépendant mais subventionné par



Les Danois ont trois fois plus de chances de bénéficier de la formation continue que l'Européen moyen.

sociétés très diverses, précise C. Braad, mais en même temps fournir une formation et une éducation générales, qui ne sont pas liées à tel emploi ou telle entreprise. A court terme, ajoute-t-il, les entreprises peuvent déplorer que leurs employés acquièrent des connaissances qui ne leur sont pas directement utiles au poste qu'ils occupent. A moyen terme, ces connaissances favorisent la mobilité de la main-d'œuvre, ce qui est important pour l'industrie danoise en général.»

les pouvoirs d'un contremaître à un groupe autogéré. D'autre part, les entreprises veulent que le contrôle de la qualité relève de la responsabilité des travailleurs eux-mêmes plutôt que de celle d'agents extérieurs.

Cours d'intérêt général

Le gouvernement danois a d'emblée subventionné les stages de formation des ouvriers. Aujourd'hui, il paie environ 70% du salaire d'un employé qui suit un stage, le reste étant à la charge de son employeur. Dans certains cas, l'État va même jusqu'à tout financer.

Le système est très répandu, mais quelques grandes compagnies se distinguent en développant de nouvelles formes de cours. L'une d'entre elles est le groupe Lego, une entreprise de fabrication de jouets qui emploie près de 10 000 personnes à travers le monde. Lego – sigle formé à partir des mots danois *Leg Godt* («joue bien») – doit son succès aux briques de plastique que les enfants peuvent assembler pour former toutes sortes de construction. Lego en a moulé plus de 189 milliards depuis l'ouverture de sa première usine

L'éducation est devenue un secteur prioritaire pour les petites et les grandes entreprises. Celles-ci doivent s'adapter à la mondialisation. La main-d'œuvre aussi

le gouvernement, est un outil indispensable pour y parvenir. Créés dans les années 60, ces centres ont d'abord organisé des stages courts pour permettre aux travailleurs de se former aux nouvelles technologies. Ils ont ensuite proposé d'autres types d'enseignement aux adultes, sur des thèmes d'intérêt général sans lien direct avec des compétences professionnelles spécifiques. «Ce système peut répondre aux besoins particuliers de

Deux raisons sont avancées pour expliquer pourquoi les grandes sociétés danoises utilisent de plus en plus ces formations d'intérêt général, qui visent à former les personnes dans toutes leurs dimensions, et pourquoi les salariés sont poussés à les suivre. D'une part, ces sociétés ont besoin d'une main-d'œuvre éduquée, ouverte, et plus autonome dans la prise de décisions; car la tendance est de déléguer, de confier

savoir

dans la ville de Billund. Près de 4 300 personnes y travaillent encore.

Lego a un service de formation continue depuis 1987. L'accent est mis sur les cours d'intérêt général dispensés aux ouvriers non qualifiés, tels que «se préparer à apprendre» ou «améliorer ses compétences de base en lecture et en écriture». Des cours d'anglais, de gestion, et des formations sur les technologies de l'information sont offerts. Les ouvriers sont encouragés à se former dans ces matières, que ce soit pendant ou en dehors de leurs heures de travail. Environ 1 500 personnes ont suivi ces cours depuis 1995 et les dirigeants de Lego assurent que le travail et la productivité en ont été améliorés. «Dans ce monde en rapide évolution, ce qu'on faisait hier ne suffira pas demain, estime Kurt Aulbjerg, chef du service des ressources humaines de Lego. *Les cours traditionnels ne sont plus suffisants. Notre approche de l'éducation se doit d'être plus large.*» Car l'entreprise ne veut pas que ses salariés ne lui apportent que leurs bras: elle veut la totalité de leur personne.

Quelques employés – surtout des ouvriers non qualifiés qui travaillent chez Lego depuis plusieurs années – doutent de



L'entreprise Lego dispose d'un service de formation permanente depuis 1987.

l'utilité de ces cours d'intérêt général. Poul Erik Petersen, contremaître, est responsable de 150 ouvriers spécialisés dans le travail des métaux. Il a suivi plusieurs stages, dont l'un comprenant des «cours sur la personnalité». «Personne ne s'interroge sur la pertinence de ce genre de formation, déplore-t-il.

On vous interroge sur ce que vous faites en dehors de vos heures de travail. Et puis on vous demande: "Avez-vous des talents ou avez-vous vécu des expériences qui peuvent vous rendre plus performants au travail?"» P. Petersen cite cependant le cas d'une jeune secrétaire qui devait obtenir la signature de son supérieur hiérarchique pour chaque dépense qu'elle devait engager. Au cours d'un stage, elle mentionna qu'elle était trésorière d'une grande association sportive, où elle gérait un budget annuel d'environ 40 000 dollars. On lui confia finalement plus de responsabilité à son travail, ce qu'elle trouva gratifiant. Et son chef fut déchargé des tâches simples qu'elle se mit à assumer.

Même les ouvriers les moins qualifiés doivent être capables de prendre des responsabilités.



Difficile de redevenir étudiant

P. Petersen souhaite que chaque employé puisse moduler et planifier son propre projet éducatif. «Avec autant de gens venant d'horizons très différents, on ne peut imposer le même stage à tous, dit-il. L'impact sur la motivation des gens serait négatif. Nous devons réaliser que ceux qui travaillent depuis qu'ils ont quitté l'école et qui ont été habitués à recevoir des ordres, ne sont peut-être pas préparés au changement et à la prise de responsabilités. Pour eux, il est difficile de redevenir étudiants. D'un autre côté, tous les employés doivent se préparer à ces changements. Sinon, nous serons dépassés par d'autres pays.»

Benny Petersen, un contremaître responsable de 70 ouvriers non qualifiés, acquiesce. «*La vie – et la vie au travail en particulier – est devenue un processus d'éducation permanente*», confirme-t-il. Il a rejoint le groupe Lego il y a 20 ans et il ne se souvient même plus de tous les stages qu'il a suivis. Mais il a beaucoup apprécié la formation d'une semaine intitulée «*Se préparer à apprendre*». «*Elle peut paraître inutile à beaucoup de mes collègues, et c'était l'avis de nombre de ceux avec qui j'en ai discuté. Mais à mes yeux, des thèmes d'intérêt général qui traitent de psychologie sont aussi utiles et importants que des stages plus professionnels.*»

Un atout: le réseau existant des organismes éducatifs

Le groupe Lego utilise très souvent les ressources des organismes éducatifs locaux, et encourage ses ouvriers à suivre les cours généraux ou ciblés qu'ils proposent. «*Nous avons beaucoup de chance que le Danemark dispose de ce système extrêmement développé de centres de formation et d'institutions éducatives, offrant des stages adaptés aux besoins*, se réjouit Kurt Aulbjerg, responsable des ressources humaines chez Lego. *Les représentants des collectivités locales et régionales*

siègent au conseil d'administration de ces organismes; les syndicats ouvriers et le patronat y sont aussi représentés. Cela favorise le dialogue entre toutes ces parties et permet aux institutions de répondre très rapidement aux nouveaux besoins. Si le groupe Lego envisage d'utiliser de nouveaux moyens de production dans une région, nous discutons avec les écoles locales et nous concevons ensemble des stages conformes à nos attentes.

«*L'employeur et l'employé y trouvent leurs comptes*, estime Poul Erik Petersen. *Et ces formations peuvent aussi contribuer à la sécurité de l'emploi. Le groupe Lego comme la plupart des autres grandes compagnies, ont des périodes de pointe chaque année, mais aussi des périodes de sous-emploi. Pendant ces dernières, des employés sont mutés ou licenciés. En planifiant bien, on pourrait utiliser ces périodes pour des stages, ce qui bénéficierait à l'entreprise comme à ses salariés.*»

Kurt Aulbjerg souligne que la promotion de la formation continue chez Lego n'est pas liée au montant de l'aide gouvernementale reçue. «*Notre politique éducative se fonde sur nos besoins et sur nos priorités. Et il nous est arrivé de refuser des aides auxquelles nous avions droit.*» ■

Jesper Heldgaard, à Billund (Danemark)

Formation continue: impérative mais insuffisante

Autrefois un luxe, la formation des adultes, notamment en entreprise, est désormais un impératif.

Dans une économie «du savoir», les «ressources humaines» sont le moteur de la compétitivité. Or les lacunes d'une grande partie de la main-d'œuvre sont à cet égard flagrantes. Par exemple, le département américain de l'Education estime que près de la moitié des travailleurs de ce pays appartiennent, de ce point de vue, à une catégorie «à risque»: ils doivent d'abord apprendre le b a ba avant de pouvoir suivre une formation professionnelle *stricto sensu* aux métiers qui s'imposeront dans les 20 prochaines années.

Mais – première difficulté – l'exigence de rentabilité, prime à court terme. En conséquence, et paradoxalement, la formation en entreprise va d'abord aux plus qualifiés, stables – les titulaires d'emplois précaires en sont pratiquement exclus – et, du coup, plutôt aux hommes. Selon une étude de l'Institut de l'UNESCO pour l'éducation, émerge ainsi une «*société d'éducation dual*», où «*le fossé des qualifications*» s'élargit.

Par ailleurs, l'offre reste notablement

insuffisante et demeure trop souvent inaccessible. Toujours selon la même étude, menée dans six pays industrialisés, le pourcentage des adultes ayant suivi une formation d'au moins six heures pendant l'année précédente variait entre 14% et 43%. Elle avait été payée de leurs propres deniers dans une proportion comprise entre le tiers et la moitié des cas. Pourtant, dans l'ensemble des pays industrialisés, les grandes entreprises y consacrent entre 1% et 5% de la masse salariale des emplois stables.

L'aide de la puissance publique reste en général marginale: globalement, elle n'atteint pas les 20% des budgets de formation des adultes, selon la même étude. Et, deuxième obstacle majeur, l'intégration entre ce système de formation et les systèmes traditionnels d'éducation est notablement insuffisante, empêchant ainsi une convergence des efforts éducatifs, qui serait un gage d'efficacité.

Enfin, dans les pays en développement, ce type de formation ne peut évidemment atteindre l'immense secteur informel. Mais il est en train de rattraper son retard, notamment dans les grandes entreprises. ■

Quand l'école faillit à sa mission

Les taux d'inscription à l'école primaire ne cessent d'augmenter, y compris dans les pays en développement. Le nombre d'élèves y est passé de 305 millions (77% des effectifs totaux) en 1970, à près de 561 millions (86%) en 1995. A l'exception de l'Afrique subsaharienne, où le nombre d'enfants non scolarisés a augmenté de 12 millions entre 1985 et 1995, la progression de la scolarisation a dépassé la croissance de la population dans la plupart de ces pays.

Les progrès quantitatifs sont donc incontestables. Mais se pose la question de la qualité de l'enseignement et des conditions de scolarisation. Si 99% des enfants ont poursuivi leur scolarité jusqu'à la cinquième année du primaire dans les pays industrialisés en 1994-95, à peine un peu plus de la moitié ont pu en faire autant dans les pays les moins avancés. Actuellement, dans l'ensemble des régions en développement, seuls trois élèves sur quatre terminent le primaire et maîtrisent au moins la lecture.

Que deviennent les autres? Selon une étude menée en Chine, près de la moitié des enfants des zones rurales ayant abandonné le primaire travaillent dans des fermes et 7,5% ont des emplois à temps partiel, ce qui est le cas de 27% des enfants dans la même situation mais vivant en milieu urbain. A la ville comme à la campagne, plus d'un tiers restent chez eux. Par ailleurs, environ 250 millions d'enfants de 5 à 14 ans des pays en développement sont obligés de gagner leur pain. La moitié conjuguent travail, école et activités non rémunérées. Trois enfants travailleurs sur cinq habitent en Asie et un sur trois en Afrique. Le travail est à la fois la cause et la conséquence de l'abandon scolaire, qui reste l'un des plus grands problèmes de l'éducation de base.

Le nouveau rapport de l'UNESCO Occasions perdues: quand l'école faillit à sa mission examine la problématique de la déperdition scolaire, présentant de nombreux exemples de mesures novatrices contre ce fléau. ■

Pour de plus amples informations, s'adresser à:

Forum consultatif international sur l'éducation pour tous, UNESCO,
7, Place de Fontenoy, 75352 Paris 07 SP,
France. Téléphone: 33 1 45 68 08 35.
Télécopie: 33 1 45 68 56 29.
E-mail: efa@unesco.org.
Web: <http://www.education.unesco.org/efa>

Troisième âge: la nouvelle vague



© A. Webb/Magnum, Paris

« Une société pour tous les âges »: c'est le mot d'ordre de l'Année internationale des personnes âgées.

En lançant le 1^{er} janvier 1999, l'Assemblée générale de l'ONU veut attirer l'attention sur l'ampleur de la « révolution de la longévité » et sur l'immensité de ses enjeux. Le « papi boom » – en fait surtout le « mamie boom » puisque les femmes vivent en moyenne nettement plus longtemps que les hommes – est devenu un phénomène quasi universel. Dans le monde, le nombre absolu de personnes âgées de 65 ans et plus aura été multiplié par quatre environ entre 1955 et 2025, et leur proportion par rapport à la population totale va doubler (5,3% en 1965, 10% en 2025).

Dans les pays développés, où les anciens représenteront un habitant sur cinq en 2025, les politiques traditionnelles du troisième âge s'essouffent: l'avancée de l'âge de la retraite et les systèmes publics de financement des pensions – deux grandes conquêtes sociales – sont largement remis en cause. Le problème est plus aigu encore dans le pays en développement, où les trois quarts des personnes âgées vivront dans 25 ans. L'Etat défaille, les solidarités familiales se délitent, l'entraide privée reste marginale. Pourtant, aucun mouvement ne s'y dessine pour désamorcer cette bombe démographique.

Le risque majeur est que s'érige une sorte d'apartheid entre les personnes âgées et les actifs pour lesquels elles deviendraient, en outre, un fardeau économique. Mais le troisième âge ne pourra être confiné dans un assistanat inévitablement précaire. Il doit pouvoir être à même de donner de sa disponibilité, de son expérience, de tous ses talents et sentiments en contrepartie de la solidarité qu'il est en droit de mériter. C'est grâce à cette réciprocité que les sociétés pourront garder ou retrouver leur unité malgré leur vieillissement général. ■

La révolution de



Dans les pays développés, vivre jusqu'à 120 ans ne sera bientôt plus un prodige. La montée des «seniors» n'a pas fini de bouleverser nos vies et nos sociétés.

Au cours des 100 dernières années, une révolution aussi silencieuse qu'inouïe s'est produite: celle de la longévité. Les habitants du monde industrialisé ont gagné en moyenne 25 années de vie, grâce à la réduction de la mortalité infantile et à la maîtrise des maladies liées à la vieillesse. L'espérance de vie a autant gagné en un siècle qu'au cours des 5 000 années précédentes. Dans de nombreux pays, la tranche d'âge des plus de 85 ans est celle qui augmente le plus vite.

Au XXI^e siècle, la hausse sera peut-être encore plus spectaculaire: la prévention, l'élimination de maladies ainsi que le contrôle du processus de vieillissement pourraient propulser l'espérance de vie moyenne au niveau mondial de 66 ans à 110 ou 120 ans. Les scientifiques considèrent que ce grand âge correspond à la «durée de vie naturelle» de l'homme, un nombre important d'individus ayant vécu jusque-là. Certains savants parlent de repousser la limite encore plus loin, en maîtrisant les gènes qui déterminent la longévité. Mais l'allongement de nos existences a un prix: l'équilibre démographique penche toujours plus vers les per-

sonnes âgées, ce qui met à rude épreuve l'ordre culturel, politique et économique des sociétés.

Voici quelques-unes des questions les plus fondamentales auxquelles nous sommes désormais confrontés. A une époque où l'Etat-providence est remis en cause, qui assurera le soutien financier des plus âgés? L'Etat ou l'individu? Le vieillissement des sociétés conduira-t-il à la stagnation économique? Les personnes âgées vont-elles constituer une mino-

En prolongeant notre séjour sur Terre, pourrions-nous maintenir une certaine qualité de vie?

rité politiquement puissante? Si oui, quelles seront ses exigences? En prolongeant notre séjour sur cette planète, pourrions-nous maintenir une certaine qualité de vie, ou sommes-nous condamnés à vieillir dans la maladie et l'incertitude financière? Culturellement, l'intérêt actuel pour les jeunes se déplacera-t-il en partie sur les vieux? Beaucoup de ces défis concernent particulièrement les femmes, puis-

*International Longevity Center (New York)

la longévité

Robert Butler*

qu'elles vivent plus longtemps que les hommes dans les pays industrialisés.

L'accroissement de la longévité a provoqué dans nos vies des changements fondamentaux, dont nous sommes à peine conscients. Aux Etats-Unis par exemple, un enfant de 10 ans n'avait en 1920 que 40% de chances d'avoir deux de ses grands-parents en vie. Aujourd'hui, ce taux est de 80%. Nous avons en tête l'image romantique d'une «famille d'autrefois» où les liens, dit-on, étaient plus étroits. En réalité, jamais la proportion de familles multigénérationnelles n'a été aussi importante.

A bien des égards, la vie s'améliore pour les plus âgés. Dans les années 50, l'âge moyen d'admission dans les maisons de retraite était de 65 ans. Actuellement, il frise les 81 ans. Les personnes âgées des pays industrialisés jouissent également d'un choix plus large de modes de vie: assistance en institution, aide à domicile, prise en charge par la famille ou le voisinage, par exemple. Les taux de mortalité sont en baisse, grâce aux progrès dans la lutte contre les maladies cardiaques et les infarctus notamment.

Le marché cible des «têtes blanches»

L'une des questions fondamentales est le soutien financier aux personnes âgées. Le Japon, en dépit de ses actuelles difficultés économiques, maintient un système où l'Etat prend en charge les citoyens âgés, en institution ou à domicile. Les Etats-Unis ont opté pour un système géré dans une logique de profit, qui privilégie les soins de base, la médecine préventive et le suivi des patients. Mais la dynamique du vieillissement est telle que ce système est déjà dépassé. Quant à l'ex-Union soviétique, elle a considérablement réduit les soins médicaux tout en sabrant dans les retraites.

Jusqu'à présent, nous avons surtout considéré les personnes âgées comme un fardeau financier. Mais ce point de vue ne tient pas compte de réalités qui suggèrent plutôt le contraire. Aujourd'hui, aux Etats-Unis, les fonds de pension se montent à 2 700 milliards de dollars. Cet argent contribue à financer des investissements, de l'entretien d'un réseau routier à la création de petites entreprises de logiciel informatique. Globalement, les fonds de pension représentent le quart de la formation brute de capital fixe aux Etats-Unis.

Les personnes âgées constituent par ailleurs une catégorie importante de consommateurs, aux besoins très spécifiques. C'est ainsi qu'au Japon, toute une série d'industries dites «des têtes blanches» s'est développée pour satisfaire les désirs des plus de 50 ans (logements, voyages, loisirs, etc.). Il en va de même aux Etats-Unis, où les entreprises ciblent de plus en plus le marché des «seniors» ou de «l'âge mûr». Et les compagnies pharmaceutiques, pour accroître leurs

profits, se concentrent de plus en plus sur les besoins de cette catégorie: dans les pays industrialisés, les plus de 65 ans pèsent en gros 15% de la population, mais consomment environ 30% des médicaments.

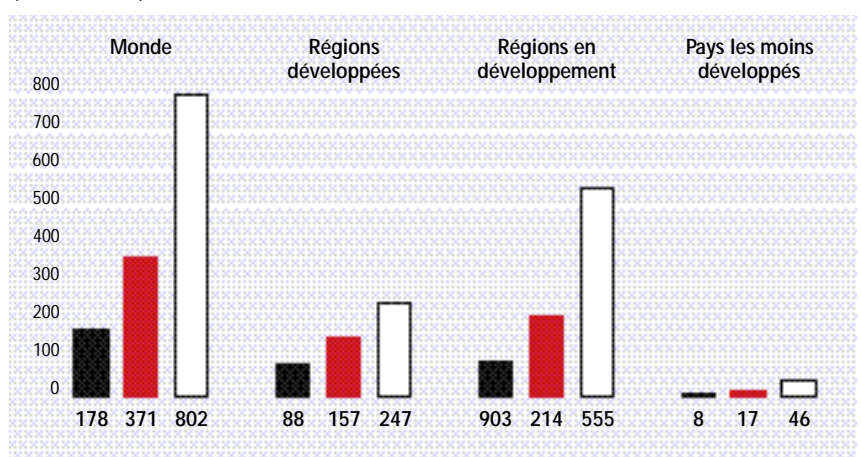
Politiquement, les personnes âgées vont devenir un groupe social plus puissant: les partis, dans les pays démocratiques au moins, devront adapter leurs programmes en conséquence. Les *baby boomers* (nés entre 1946 et 1964) commenceront à prendre leur retraite en 2008. Dans la décennie 2020-2030, ils constitueront 20% de la population américaine et jusqu'à 30% de l'électorat. Il est évident que les responsables politiques devront accorder toute leur attention à leurs besoins.

Pour répondre au défi du vieillissement démographique, les seules réformes des services destinés aux personnes âgées ne suffisent plus: il faut repenser entièrement la façon dont nous envisageons leurs besoins. Pour y parvenir, nous devons remettre en cause certains de nos postulats ▶

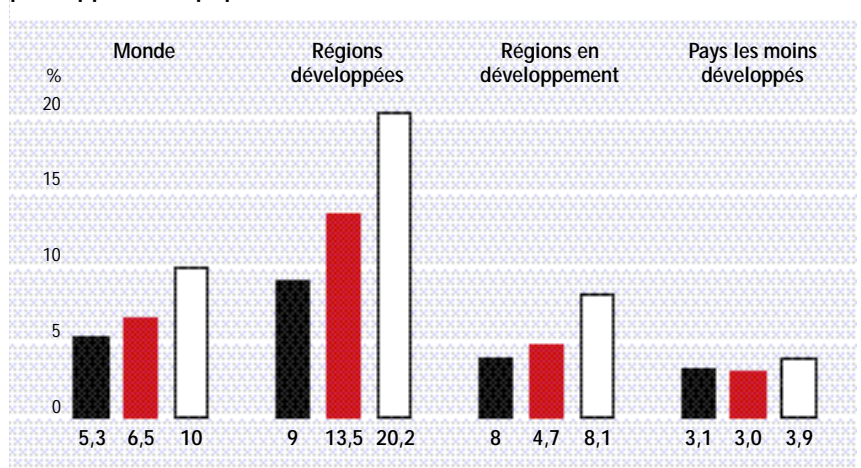
*Yahvé dit:
«Que mon esprit ne
soit pas indéfiniment
responsable de
l'homme, puisqu'il est
chair; sa vie ne sera
que de 120 ans.»*

Génèse 6-3

Évolution du nombre total de personnes âgées de 65 ans et plus (en millions)



Évolution du pourcentage de personnes âgées de 65 ans et plus par rapport à la population totale



Sources: World Population Prospects - The 1996 Revision, New York, Nations unies, 1998, et The Sex and Age Distribution of the World's Populations - The 1996 Revision, New York, Nations unies, 1997.

fondamentaux sur les caractéristiques de la vieillesse. Nous le faisons déjà: à partir des années 50, la société industrialisée a commencé à la percevoir comme une période de la vie dont les limites biologiques peuvent sans cesse être repoussées.

Cette évolution a plusieurs causes. D'abord, l'image que les personnes âgées ont d'elles-mêmes a changé. Elles se sentent aujourd'hui pleines de vie et d'énergie, elles ne veulent pas que leur vie s'arrête à l'heure de la retraite. Deuxièmement, les gérontologues comprennent mieux les ressorts du vieillissement. Ils évaluent donc mieux les possibilités et les effets réels des interventions, tant préventives que thérapeutiques.

Travailler plus longtemps?

Le poids démographique croissant des personnes âgées nous oblige à reconsidérer nombre de nos anciennes idées. Puisqu'on vit plus longtemps, ne faudrait-il pas travailler plus longtemps aussi? A cette question, je serais tenté de répondre par l'affirmative. Aux Etats-Unis, si nous ne changeons pas d'attitude, nous pourrions avoir, vers l'an 2020, quelque 60 millions de retraités oisifs. Nous ne pouvons nous offrir le luxe d'un tel nombre d'inactifs. L'adoption, en 1988, de la loi contre la discrimination par l'âge a constitué un pas en avant: on n'est plus obligé de prendre sa retraite à un âge déterminé. Le marché du travail a déjà absorbé des millions de femmes et de membres de minorités; on ne voit pas pourquoi il ne pourrait pas fournir des emplois aux personnes âgées.

Bien d'autres défis nous attendent. Dans l'ensemble, les pays en voie de développement n'ont pas encore bénéficié de l'augmentation de la longévité et de la baisse des taux de natalité constatées dans les pays industrialisés: 60% des plus de 60 ans de la planète vivent aujourd'hui dans les pays en voie de développement; ils seront probablement 80% vers 2025. La révolution du grand âge aura donc un profond impact social, économique et politique dans le monde entier. ■



© V. Winkler/Rapha, Paris

+ ...

● «Longévité et qualité de vie: une révolution mondiale» était le thème du troisième congrès du Conseil international pour un progrès global de la santé (UNESCO, 18-20 mai 1998). Les actes paraîtront dans la collection «Les Empêcheurs de penser en rond».

+ ...

● Régine Boutrais, Conseil international pour un progrès global de la santé, tél.: 33 1 45 59 37 00 fax: 33 1 45 59 38 85 E-mail: cipgs@club-internet

Deux régions sinistrées

Si l'allongement de la longévité est un phénomène mondial, au moins deux régions y font exception, selon les World Population Prospects (Perspectives sur la population mondiale) des Nations unies (1998).

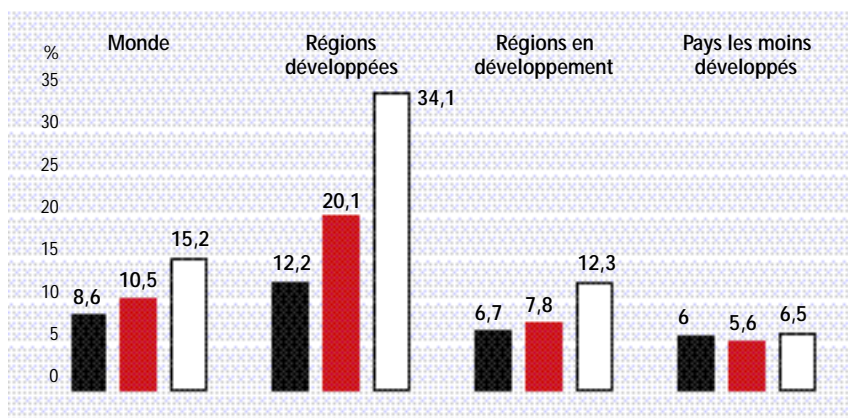
En Afrique subsaharienne, la pandémie de sida explose. Les pays les plus touchés sont principalement situés en Afrique australe: Afrique du Sud, Botswana, Malawi, Mozambique, Namibie, Zambie, Zimbabwe, auxquels s'ajoutent le Kenya et le Rwanda. Le taux de prévalence du virus VIH y dépasse les 10% de la population. Du coup, l'espérance de vie à la naissance va y décliner, passant de 53,4 ans pour 1985-1990 à 47,6 ans pour 1995-2000 et à 47,1 ans pour 2010-2015. Sans la pandémie, ces chiffres auraient été respectivement de 54,2 ans, 58 ans et 63,4 ans. Le sida sera donc responsable d'une réduction de l'espérance de vie de 16,3 ans en 25 ans.

Un phénomène identique, mais de bien moindre ampleur, touche trois pays d'Asie (Cambodge, Inde et Thaïlande) où, en moyenne, l'allongement de l'espérance de vie sera diminué de 1,6 an par la pandémie pendant la même période, et deux pays d'Amérique latine (Brésil et Haïti) où ce chiffre sera de 1,4 an.

Dans l'ancien bloc de l'Est, la longévité progresse plus lentement que dans le reste du monde. Ce mouvement s'était amorcé dans les dernières années du communisme et s'accélère désormais pour des raisons principalement économiques (la chute vertigineuse des pensions) et sociales (le relâchement des liens familiaux). Ainsi, l'espérance de vie à la naissance, qui avait progressé en Russie de 67,6 ans en 1980 à 69,2 ans en 1985, est tombée à 66,5 ans en 1990 et 64,4 ans en 1995. On observe la même tendance par exemple en Ukraine: 70,4 ans (1985) et 68,8 ans (1995), au Belarus: 71,3 ans (1985) et 69,6 ans (1995), en Bulgarie: 71,6 ans et 71,2 ans (1995). Ce chiffre reste stable en Roumanie (69,5 ans). ■

Évolution du pourcentage de personnes âgées par rapport aux 15-64 ans*

1950 ■ 1995 ■ 2025 □



* Les personnes âgées ont 65 ans et plus; en général, les 15-64 ans sont considérés comme économiquement actifs; la proportion des premiers par rapport aux seconds donne un ordre de grandeur du poids économique que les inactifs font peser sur les actifs.

Source: World Population Monitoring 1996, New York, Nations unies, 1988, et The Sex and Age Distribution of the World's Populations - The 1996 Revision, New York, Nations unies, 1997.

Le sort de millions de retraités chinois en suspens

L'ancien système étatique a été démantelé avant qu'un nouveau régime de retraite n'ait pris le relais. Et les plus de 60 ans seront bientôt 275 millions.



© Christophe Kuhn, Paris

Où les enfants uniques d'aujourd'hui trouveront-ils les moyens de soutenir les personnes âgées de demain?

Liu Cunwa était autrefois fermier dans le village de Sujiakou (province du Shanxi), au nord de la Chine. Aujourd'hui, à plus de 70 ans, il n'est plus capable de travailler et doit mendier pour survivre. Comme il n'a pas d'enfant, il est contraint de s'en remettre exclusivement à la charité des gens de son village.

Des millions de Chinois âgés se retrouvent, comme lui, sans protection sociale. L'ancien système étatique, qui prenait en charge tous les Chinois du berceau jusqu'au cercueil, est en plein démantèlement. Un nouveau régime de retraite, inspiré des modèles occidentaux, n'est pas encore sur pied.

Le gouvernement chinois doit faire vite: la Chine est le pays en voie de développement où le vieillissement de la population est le plus marqué. Selon les estimations, au cours de ces 30 prochaines années, les plus de 60 ans seront près de 275 millions – plus que l'ensemble de la population actuelle des Etats-Unis. Un habitant sur cinq sera

à la retraite ou en passe de l'être. Et la politique d'un seul enfant par famille visant à juguler une croissance démographique galopante ne fera qu'alourdir la charge financière de la population active qui, elle, ne cesse de diminuer.

Les campagnes défavorisées

Autrefois, les personnes âgées pouvaient compter sur le soutien de leurs enfants et petits-enfants. Après 1949, les vieux paysans comme Liu Cunwa étaient pris en charge par la révolution communiste: nourriture, vêtements, soins médicaux, logement et frais d'enterrement étaient assurés grâce au système des fermes collectives. Depuis la fin des années 70 et la libéralisation des marchés, les paysans chinois sont redevenus des exploitants agricoles indépendants. La privatisation de l'agriculture a permis l'essor de nombreuses régions rurales, mais elle a aussi marginalisé les vieillards. Le ▶

A mes yeux, être vieux c'est toujours avoir 15 ans de plus que moi.

Bernard Baruch (1879-1965),
Etats-Unis

gouvernement tarde à introduire un régime de retraite dans les campagnes alors que dans les villes, de réels efforts ont été entrepris en ce sens, même s'ils restent insuffisants.

Avant la réforme de l'économie, les entreprises publiques étaient elles-mêmes chargées de verser les retraites à leurs anciens employés. Aujourd'hui, le gouvernement central a réduit ses subventions et ces mêmes entreprises sont contraintes d'équilibrer leurs comptes, ce qu'elles peinent à faire lorsqu'elles doivent verser des pensions. Conscient de ce problème, le gouvernement s'efforce de trouver de nouvelles solutions. La réforme du régime des retraites constitue l'une de ses priorités. Il était temps: les retraités ont organisé dernièrement des manifestations dans plusieurs grandes villes afin que les entreprises continuent de verser leurs pensions.

A terme, l'objectif est d'instituer un régime de retraite national à partir des contributions des travailleurs, des employeurs et des compagnies d'assurance, l'Etat se contentant de jouer un rôle complémentaire.

En attendant, des municipalités tentent d'innover pour parer au plus pressé. Une caisse de retraite a ainsi été créée à Foshan, dans la province du Guangdong: les salariés y versent 4% de leurs salaires et les employeurs y déposent l'équivalent de 10% de la masse salariale.

«C'est un premier pas», commente Zhou Xiaochuan, président de la *Construction Bank of China*. Il souhaite une accélération des réformes. «Sinon, dit-il, le système des retraites chinois connaîtra de graves difficultés entre 2010 et 2020.» ■

Huang Yan, à Beijing

Finlande: des retraités trop jeunes

Les «baby-boomers» partent massivement en pré-retraite et les jeunes ne sont pas assez nombreux pour les remplacer.

La population finlandaise est en voie de vieillissement rapide. C'est le problème démographique de ce pays scandinave. En outre, une proportion importante des travailleurs actifs en fin de carrière optent pour une retraite anticipée. C'est une des caractéristiques sociologiques de ce pays riche. La conjonction de ces deux facteurs place la Finlande devant une perspective inédite si ces tendances perdurent: une pénurie de main-d'œuvre.

La population finlandaise vieillit plus rapidement que celle des autres pays de l'Union européenne et le nombre de jeunes entrant sur le marché du travail ne compense pas les départs à la retraite. L'âge moyen de la population finlandaise est en hausse pour deux grandes raisons. D'une part, l'espérance de vie s'est allongée. D'autre part, la Finlande a eu le plus haut taux de natalité de tous les pays occidentaux lors du baby-boom de l'après-guerre.

Les personnes âgées représentent aujourd'hui 15% des quelque cinq millions de Finlandais. L'âge de la retraite est officiellement fixé à 65 ans mais 80% des personnes concernées arrêtent de travailler avant d'atteindre 60 ans. Carin Lindqvist-Virtanen, du ministère des Affaires sociales à Helsinki, estime que si la tendance actuelle se poursuit, «une pénurie de main-d'œuvre est à prévoir. D'autre part, les régimes de retraite seront déficitaires».

La proportion d'actifs chez les hommes finlandais de la tranche des 55-59 ans est parmi la plus faible des pays de l'OCDE (Organisation de coopé-

ration et de développement économiques). Il est vrai que le gouvernement d'Helsinki a vivement encouragé les travailleurs à prendre une retraite anticipée lors de la récession économique du début des années 90. Des pensions et des allocations de chômage généreuses ont alors été proposées aux travailleurs de 55 ans notamment.

Les sociologues finlandais ont souvent mentionné la discrimination par l'âge comme étant l'un des facteurs incitant les employés à prendre une retraite anticipée. «Au travail, les personnes vieillissantes sont souvent considérées comme improductives, elles passent pour des fardeaux, des personnes handicapées ou des malades», constate un rapport du Comité national sur le vieillissement.

Pour réhabiliter les travailleurs aux cheveux grisonnants, le gouvernement finlandais a lancé en 1998 un programme quinquennal sur les lieux de travail. Il s'agit principalement de promouvoir un changement d'attitude, de manière à ce que cesse la discrimination par l'âge, explique Annikki Korhonen, conseiller principal au Centre national de recherche et de développement pour la sécurité sociale et la santé.

Le gouvernement a par ailleurs envisagé la possibilité de porter l'âge de la retraite à 67 ans, pour pallier la pénurie prévisible de main-d'œuvre. Certains avancent cependant qu'il n'y a pas lieu d'aller jusque-là, tant qu'on n'encourage pas davantage de gens à travailler jusqu'à 65 ans. ■

Ethirajan Anbarasan

Les défis du vieillissement dans le tiers monde

Par Nana Apt*

Le nombre de personnes âgées va s'accroître, au moment même où les structures des grandes familles traditionnelles vacillent.

* Centre de recherches en politique sociale, Université du Ghana

Ils n'attendaient rien. Ils étaient tranquillement assis dans le jardin, dans les fauteuils de paille imprégnés d'humidité (...) Ils regardaient la mer, les nuages, les collines, les tanneries fermées, abandonnées depuis des années, à demi en ruine comme des temples antiques. (...) Puis un bateau siffla au loin. Les trois vieillards se regardèrent et hochèrent la tête car ils savaient qu'il n'avait pas sifflé pour eux. Eux, ils étaient déjà partis.

Yannis Ritsos (1909-), Grèce

Dans les pays industrialisés, la proportion de personnes âgées par rapport à la population totale est plus importante que dans les pays en voie de développement. Dans ces derniers cependant, le nombre de personnes âgées, en chiffres absolus, augmente plus rapidement que dans les pays développés. Dans son rapport annuel de 1998, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) le confirme: «C'est dans les pays du tiers monde que l'accroissement du nombre de personnes âgées sera le plus fort. Mais ces pays pourront difficilement répondre aux besoins des anciens, en matière de services médicaux et sociaux notamment.»

Dans leur majorité, les pays en développement à faible revenu ne se sont pas encore préoccupés du vieillissement de leur population, pour des raisons bien compréhensibles. En Afrique noire, par exemple, ils doivent affronter des problèmes beaucoup plus immédiats: la croissance démographique accélérée, la très forte mortalité des nourrissons et des enfants, l'exode rural massif, etc.

Urbanisation galopante

Par rapport à son niveau de 1980, la population âgée du tiers monde devrait s'accroître de près de 90% en l'an 2000, et de plus de 300% en 2025¹. Avec des différences considérables entre régions. Pour l'Afrique, on estime que la pyramide des âges ne changera guère avant 2025, mais l'augmentation aura été très forte en Extrême-Orient, notamment en Chine, la société qui vieillit le plus vite: à cette date, sa structure démographique sera bien plus proche de celle des pays développés.

Les dernières décennies ont été marquées par un phénomène d'urbanisation, presque partout dans le monde. Dans les pays développés, l'écrasante majorité des personnes âgées vit en ville et en proche banlieue. Les populations urbaines des pays en déve-

loppement semblent vieillir aussi, mais avec des écarts très nets entre continents et pays. En Afrique, les plus âgés vivront plus souvent en milieu rural qu'ailleurs. En Asie, les anciens ont eu fortement tendance à s'urbaniser, mais ils restent majoritairement ruraux. En Amérique latine, ils devraient, en l'an 2000, être plus urbains que ruraux.

Une cohabitation de moins en moins évidente

Les réalités économiques et sociales auront nécessairement un impact négatif sur la situation des personnes âgées. Le processus d'urbanisation et d'industrialisation en cours dans les pays en développement ébranle peu à peu les structures familiales traditionnelles, qui réservent certaines fonctions aux anciens et leur reconnaissent un rôle central dans la société, même quand ils sont très vieux. Ces familles élargies assuraient jusqu'ici la subsistance des anciens. Les personnes âgées seront de plus en plus nombreuses dans le tiers monde au moment même où s'effiloche la cohésion des familles comprenant plusieurs générations, au sein desquelles les vieux étaient pris en charge. Les valeurs culturelles traditionnelles resteront-elles assez fortes pour que les familles élargies maintiennent leurs liens de solidarité vis-à-vis des plus vieux, alors que la prise en charge des personnes âgées est un fardeau toujours plus lourd? C'est toute la question.

De plus en plus de personnes âgées vont essentiellement dépendre, pour subsister, des services informels rendus par leurs parents. Or, voilà qu'on commence à les négliger et à les abandonner, dans beaucoup de pays d'Afrique par exemple, où seul un nombre assez restreint de travailleurs – employés dans l'économie «officielle» – ont droit à la sécurité sociale.

Avec les bas salaires, l'insécurité de l'emploi, les jeunes Africains des villes ont du mal à assumer leurs vieux parents, et ce n'est pas plus simple dans les campagnes. Dans une enquête sur la vieillesse vue par la jeunesse ghanéenne, 81% des personnes interrogées ont estimé qu'il n'était plus possible, ►

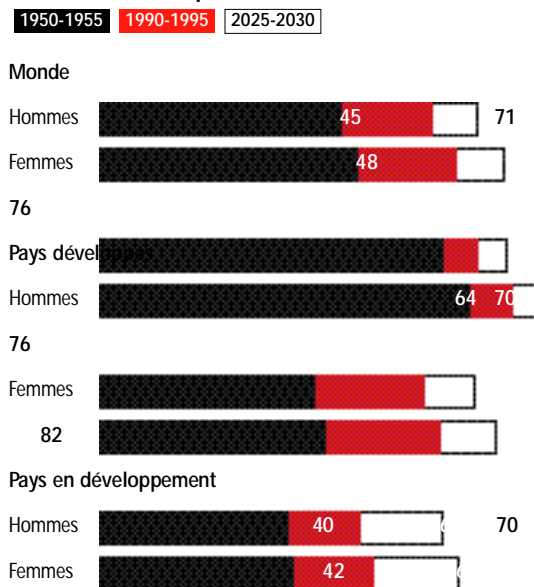
1. Selon l'étude de M.A. El-Badry, «Ageing in developing countries: one more population problem?», in *Economic and Social Implications of Ageing*, New York, Nations unies, 1988.

pour les jeunes couples et leurs enfants, de cohabiter avec des parents âgés².

Ce sondage reflète les changements intervenus en Afrique dans le concept même de famille en milieu urbain. Les liens affectifs au sein de la nouvelle famille urbanisée ne sont évidemment pas les mêmes que dans la famille étendue traditionnelle. On aurait tort, cependant, de n'y voir que l'influence des valeurs et comportements «modernes». Des facteurs structurels jouent aussi – et des questions d'infrastructure. Les conditions de logement en ville, par exemple, y sont pour beaucoup. Dans le Ghana rural, il est facile de loger toutes les catégories sociales. Ce n'est pas le terrain qui manque, et il suffit de construire des habitations supplémentaires avec les matériaux locaux. En ville, il faut payer un loyer, et le propriétaire limite souvent le nombre de personnes autorisées à habiter dans un logement. Autant de pressions sur les familles, en particulier les grandes.

2. N.A. Apt, *Ghanaian Youth on Ageing*, 1991.

Évolution de l'espérance de vie à la naissance



Source: World Population Prospects - The 1996 Revision, New York, Nations unies, 1998.

Les plus fortes et les plus faibles espérances de vie en 1997*

*Les cinq pays où l'espérance de vie à la naissance, pour les deux sexes, est la plus élevée:

Japon	80
Canada	79
France	79
Suède	79
Suisse	79

*Les cinq pays où l'espérance de vie à la naissance, pour les deux sexes, est la plus faible:

Sierra Leone	38
Malawi	41
Ouganda	41
Rwanda	42
Zambie	43

Source: Rapport sur la santé dans le monde 1998, Bureau international du travail, Genève.

En Inde, les personnes âgées ne savent plus où aller

Les rares maisons de retraite sont surpeuplées et la solidarité familiale s'émousse.

Les Indiens vieillissants ont toutes les raisons de se faire davantage de cheveux blancs: d'un côté, le système traditionnel des familles élargies, qui prenaient en charge les anciens, est en voie d'effondrement; d'un autre côté, les maisons de retraite sont très peu nombreuses et souvent onéreuses.

Deuxième pays le plus peuplé du monde, l'Inde compte un nombre de personnes âgées supérieur à la totalité des Français. En 1991, 56 millions d'Indiens avaient plus de 60 ans, soit 6,5 % de la population totale, alors estimée à 844 millions. Mais seuls 10% d'entre eux bénéficient d'une retraite ou d'une protection sociale. Pour tous les autres, il n'y a ni sécurité sociale, ni assurance, ni garantie de soutien financier. Et le nombre de personnes de plus de 60 ans appelées à se retrouver dans cette situation de détresse ne cesse d'augmenter: il devrait doubler entre 1991 et 2016.

Traditionnellement, la vie de l'Indien moyen était centrée autour de la famille. Les familles élargies regroupant plusieurs générations étaient la norme et les anciens vivaient chez leur fils ou chez d'autres proches. L'exode rural massif a provoqué la désintégration de ces grandes cellules familiales.

Aller dans une maison de retraite est, aujourd'hui encore, socialement mal vu: cela suggère que

l'on a été abandonné par ses propres enfants. Pourtant, de plus en plus de personnes âgées sont contraintes d'envisager cette solution. Elles recherchent alors une maison de retraite et s'aperçoivent qu'elles sont déjà surpeuplées.

Selon le Centre pour le bien-être des personnes âgées (CEWA), une ONG, l'Inde comptait en 1995 environ 500 maisons de retraite subventionnées par le gouvernement, dont une cinquantaine réservées aux femmes. Lorsqu'on ajoute les 200 établissements privés existants, on arrive à un nombre total de 30 000 pensionnaires, soit une infime partie des quelque 56 millions de plus de 60 ans.

«Les listes d'attente sont longues et nombre de personnes âgées aux revenus modestes ou très faibles ne trouveront jamais de place dans les maisons de retraite publiques, qui sont leur seule option, explique T. Krishnan Nair, secrétaire du CEWA. Au cours des 10 dernières années, les maisons privées n'ont accueilli que des gens des classes moyennes aisées et riches, en raison des prix exorbitants qu'elles pratiquent».

De nombreuses maisons de retraite subventionnées n'offrent même pas les services de base, tels que de l'eau propre et une nourriture décente. En Inde, personne n'inspecte ces établissements et la réglementation est pratiquement inexistante. ■

Le vieillissement est l'événement le plus inattendu dans la vie d'un homme.

Léon Trotski (1879-1940),
Russie

Pourcentages de personnes âgées économiquement actives en 1996*

* Les cinq pays où la proportion des personnes âgées de 65 ans et plus, encore économiquement actives, est particulièrement faible:

Luxembourg	1,6
Espagne	1,8
Finlande	1,8
France	2,2
Autriche	2,9

* Les cinq pays où la proportion des personnes âgées de 65 ans et plus, encore économiquement actives, est particulièrement forte:

Bangladesh	52,2
Gambie (1993)	48,5
Soudan	47,1
Tonga	43,0
Philippines	42,2

Source: Yearbook of Labour Statistics, Bureau international du travail, Genève, 1997.

▶ Avec l'allongement de l'espérance de vie, les structures familiales pourront comprendre quatre ou cinq générations, au lieu des trois qui jusque-là étaient la norme. Autrement dit, la génération active sera appelée à prendre en charge ses parents, grands-parents et arrière-grands-parents. Or, on élabore toujours la politique sociale à partir du modèle à trois générations. Si, pour subvenir aux besoins des personnes âgées, le monde des pays en voie de développement compte essentiellement sur les liens familiaux et veut qu'ils restent forts à l'heure où la famille se contracte, l'effort public doit se concentrer sur le soutien aux familles à quatre ou cinq générations, pas seulement trois. De toute évidence, une politique sociale fondée sur la famille exigera des mesures complémentaires fortes, de l'Etat et des collectivités locales.

Risques d'exclusion des très vieux

Dans le monde en développement, le nombre croissant de personnes très âgées va modifier les rapports entre générations. Les arrière-grands-parents ne jouiront probablement pas de l'autonomie financière et résidentielle de leurs homologues du monde industriel. Ces personnes très âgées ne pourront pas se charger de tâches cruciales – s'occuper des enfants, préparer les repas, garder la maison –, qui sont essentielles pour l'équilibre des foyers à trois générations. Ces tâches vont en grande

partie être assumées par les «vieux plus jeunes» mais pas par les vieillards. Ceux-ci risquent donc d'être exclus. En Malaisie, dans les îles Fidji et aux Philippines, les vieillards cohabitent déjà moins fréquemment avec les enfants que les «vieux plus jeunes».

Comme l'équilibre démographique modifie l'équilibre politique entre jeunes et vieux, il faut s'attendre à un changement d'image des personnes âgées. Dans le monde industriel, il a déjà commencé; il sera probablement plus lent dans les pays en développement. Si des lobbies prennent fait et cause pour les personnes âgées dans le monde industriel, cela donnera peut-être plus de poids à leurs intérêts dans les régions en développement.

L'émergence d'un monde à quatre ou cinq générations va nécessairement transformer les rapports avec les personnes âgées. Si les inégalités existantes ne sont pas réduites, elle va aussi accentuer les disparités entre hommes et femmes. Il faut donc prendre des mesures pour asseoir, sur de nouvelles bases, des valeurs comme le respect des personnes âgées. Les nouvelles technologies de l'information peuvent y contribuer, en mettant en contact des personnes âgées de toute la planète. Celles du tiers monde pourront alors bénéficier de l'aide directe des anciens du monde développé. Les idées des uns aideront les autres à trouver les réponses adaptées au vieillissement de la population, partout au monde. ■

Aider les anciens à se prendre en main

HelpAge International met ses ressources au service de quantité de projets, dans les pays du tiers monde surtout.

HelpAge International (HAI) est l'un des plus grands réseaux internationaux d'organisations créées par et pour les personnes âgées. Il regroupe 57 associations dont la plupart se trouvent dans les pays les moins développés d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine, où les conflits, les catastrophes ou les transitions politiques ont créé des situations particulièrement graves.

HAI, qui reçoit annuellement des dons d'environ 14 millions de dollars, aide les personnes âgées les plus vulnérables, essentiellement en renforçant la capacité des organisations locales à répondre à leurs besoins dans divers domaines: soins de santé, sécurité financière et alimentaire, éducation et formation, secours d'urgence, défense des droits, etc. L'un de ses principaux objectifs est de promouvoir la participation des personnes âgées à la conception et à la gestion de projets.

Dans un village cambodgien, des vieux ont créé des «banques de riz» grâce au soutien de HAI. Ils peuvent y emprunter du riz pour se nourrir ou pour semer; ils le remboursent avec des intérêts – en riz – après la récolte. Une partie du profit réalisé est distribuée gratuitement aux vieux les plus nécessiteux du village.

En Afrique du Sud, HAI développe, avec la société Muthande pour les anciens, un projet d'alphabetisation de trois ans. Il est mis en œuvre dans six quartiers de Durban, une ville située sur la côte est du pays. Une équipe de seniors ayant reçu une formation donne des cours de zoulou, d'anglais et de calcul. Le programme est conçu pour aider les élèves à résoudre des problèmes de la vie quotidienne: remplir des formulaires pour la retraite, payer des factures, ou même se servir d'un patron de couture. ■



● <http://www.helpage.org>

Liban: la charité mal ordonnée

Les solidarités familiales s'érodent et l'Etat fait défaut. La prise en charge des personnes seules et âgées ne repose que sur l'action caritative.

« Comme la solidarité familiale est toujours à l'œuvre au Liban, la plupart des personnes âgées vivent encore dans leur famille », constate Abla Sebai, membre du Comité national pour les vieillards, mis en place voilà un an. De fait, 83,1% des personnes âgées de 60 ans et plus continuent de vivre parmi leurs proches. Mais dans ce pays qui pourrait préfigurer ce qui se passera dans le monde arabe, les liens entre les générations se distendent. A tel point que les vieillards isolés et profondément démunis sont de plus en plus nombreux.

En regardant ses photos de jeunesse, Tante Marie sent les larmes lui monter aux yeux. De sa famille, il ne lui reste qu'une nièce, exilée, et un neveu qui ne vient la voir qu'en passant, une fois tous les 15 jours. A 75 ans, elle vit seule à Achrafieh, un quartier de Beyrouth-Est. Sa maison se réduit à une pièce contenant tout juste son lit et deux canapés. Tante Marie, qui se déplace avec peine, n'a pas de couverture-maladie, tout comme 61% de la population libanaise. La Caisse de sécurité nationale la suspend dès qu'on prend sa retraite. Et « moins de 10% de la population active actuelle touchera une pension acceptable », explique Abla Sebai.

« Dans ce quartier, 67 vieux vivent seuls et démunis. Dans les rues de la capitale, certains se livrent à la mendicité », constate Joseph Tautal, membre fondateur de Rifak al-Darb, une association fondée en 1994 pour venir en aide aux personnes âgées démunies d'Achrafieh. « La prise de conscience de ce problème est encore faible, surtout parmi les jeunes. Mais un mouvement s'affirme au sein de congrégations et d'associa-

tions humanitaires car il n'existe aucun système pour les personnes seules et âgées », ajoute-t-il.

Avec 7% de personnes de 65 ans et plus, le Liban a la plus forte proportion de vieillards du monde arabe, où elle est estimée à 4%. Les projections sont éloquentes: en 2021, 8% des libanais auront plus de 65 ans et 12,8% en 2025. « La population libanaise comprend actuellement une grande part de jeunes », précise la démographe Hala Naufal. « Mais il y a une nette tendance au vieillissement, que les autres pays arabes ne manqueront pas de suivre. »

Des malades sur liste d'attente

Pourtant, il n'y existe encore aucune politique pour le troisième âge, a fortiori pour les personnes seules. Les études préalables ne sont même pas réalisées. Tout repose aujourd'hui sur l'action caritative. Aux prises avec de graves problèmes de moyens et donc d'espace, les 37 ONG qui officient en lieu et place de l'Etat s'occupent en priorité des personnes âgées qui nécessitent des soins.

Le foyer Saint-Georges, rattaché à l'Eglise grecque-orthodoxe, en accueille depuis 1874. « Sur 133 lits, 60 sont hors d'état. L'Etat ne verse pas ses subventions et 68% des vieux sans famille ne payent rien », constate le Père Dimitrios Houry, directeur du foyer. D'ici deux ans, il espère porter sa capacité à 220 lits. Pour l'heure, il refuse de nouvelles admissions non payantes, même pour les malades. Et, malgré tout, la liste d'attente est longue.

Idem à Dar al-Ajaza al-Islami, un hôpital privé rattaché à la communauté musulmane. « Avec 3 000 lits pour une population de plus de 65 ans estimée à 225 000 personnes, il y a un réel problème », explique le gériatre de l'hôpital. « Ma spécialité est peu répandue: seuls sept gériatres sont inscrits à l'ordre des médecins, dont quatre depuis 1995, alors que la demande augmente ». En trois ans, seules quatre nouvelles institutions ont été créées.

Plus grave, la crise économique et l'individualisme, nés de la guerre, ont précipité les changements de mode de vie et entament la solidarité familiale. « De plus en plus, les familles n'ont plus l'espace, ni le temps, ni les moyens de s'occuper de leurs parents », souligne Mme Wehbé, la directrice du Foyer Wehbé pour les vieillards malades. La situation des ménages s'est détériorée: 34% de la population vit en dessous du seuil de pauvreté. Et Abla Sebai, du Comité national pour les vieillards, de conclure: « Ce sont les femmes qui s'occupent des vieillards à la maison. Mais elles travaillent de plus en plus souvent. Dans 15 ans, ce problème sera crucial. »

Caroline Donati, à Beyrouth

Déjeuner familial dans les rues de Beyrouth.



© M. McEvoy/PanosPictures, Londres

Argentine: les grands oubliés

Les retraités ont été les premières victimes des politiques d'ajustement économique. Ils ont manifesté, puis se sont résignés dans l'indifférence générale.



© C. Camon/Sygma, Paris

L'Argentine est un pays où les vieux sont pauvres. En proie à de graves difficultés matérielles, ils sont relégués dans le coin des objets perdus de la société, ceux qu'on finit par oublier. Les personnes âgées représentent 12% de la population mais l'Etat leur réserve un sort qui les exclut et les marginalise. Sur les quelque 4,5 millions de personnes de plus de 60 ans, seules 2,8 millions bénéficient d'une quelconque pension de vieillesse. Plus de 1,5 million de personnes âgées n'ont pas la moindre couverture sociale et vivent dans une grande pauvreté.

Pour expliquer cette situation, deux paramètres paraissent indissociables. D'un côté, les programmes gouvernementaux d'ajustement économique ont d'abord rogné sur les retraités. Ainsi, en 1992, le gouvernement du président Carlos Menem, dans le cadre des accords conclus avec la Banque mondiale, a réduit à 150 dollars par mois les pensions de la majorité des retraités de l'époque. D'un autre côté, une grande partie de la société argentine ne porte qu'un regard poli – voire indifférent – sur le sort des personnes âgées, victimes de leur impuissance et de leur résignation.

Aujourd'hui, le quart du total des retraités perçoit à peine 150 dollars par mois, une somme dérisoire qui ne leur permet même pas d'acheter les

médicaments dont ils ont besoin. La moitié des retraités officiellement recensés (soit 1,5 million de bénéficiaires) reçoit moins de 350 dollars par mois. En haut de l'échelle, moins de 3% d'entre eux perçoivent plus de 1 000 dollars.

L'exemple du Programme de soins médicaux et de services sociaux (PAMI), un des rares services publics proposés, illustre la dégradation des prestations offertes aux retraités. Durant les premières années, le PAMI, organisme parapublic créé en 1971 à une petite échelle, a été géré efficacement. Son statut lui permet d'administrer ses propres ressources, à savoir les prélèvements sur les revenus de certains travailleurs actifs ou retraités ainsi que les cotisations patronales obligatoires de leurs employeurs. Comme le nombre de cotisants était au départ largement supérieur à celui des bénéficiaires, le PAMI a enregistré des excédents et s'est étendu progressivement à l'ensemble du pays.

Corruption et pots-de-vin

À la fin des années 70, le PAMI a ouvert de nouveaux centres de soins, jusqu'à en totaliser 55. Aujourd'hui, il dispose d'un budget de 2,4 milliards de dollars pour la prise en charge de quatre millions d'affiliés (principalement des retraités) et, faute d'infrastructures suffisantes, il fait appel à des prestataires de services. Au cours des 10 dernières années, la qualité des services offerts s'est considérablement dégradée. Le PAMI a eu à sa tête huit contrôleurs ou présidents différents, soupçonnés d'avoir favorisé le développement de réseaux parallèles de soins médicaux. Corruption et pots-de-vin sont devenus monnaie courante. Le PAMI s'est trouvé plus d'une fois au bord de la cessation de paiement. Actuellement, les personnes âgées subissent l'interruption brutale de services indispensables à leur survie (les visites des médecins de famille par exemple) ou le report d'opérations chirurgicales programmées, faute d'argent pour les payer.

Depuis le début des années 90, les personnes âgées défilent chaque mercredi devant le Congrès de Buenos Aires. Au plus fort de la mobilisation, elles ont été plus de 10 000. Mais au fil du temps, ces manifestations sont devenues une simple curiosité folklorique. La mort en 1996 de leur tête de file, Norma Pla, championne des actions percutantes, a beaucoup contribué à ce désintérêt. À force d'entendre le gouvernement opposer un «non» ferme à toute revendication pécuniaire, les troupes se sont découragées.

Pourtant, sans un sou en poche, les retraités sont encore porteurs d'un trésor convoité: ils représentent 20% de l'électorat. Paradoxalement, aucun mouvement d'envergure nationale ne relaie les revendications des «vieux».

Jorge Göttling, à Buenos Aires

Ce n'est pas parce qu'on a un pied dans la tombe qu'il faut se laisser marcher sur l'autre.

François Mauriac
(1885-1970), France

Le sage et le fardeau

Bernadette Puijalon
et Jacqueline Trincaz*

L'image de la vieillesse peut changer du tout au tout selon les sociétés: détenteur du savoir et du pouvoir en Afrique, le vieux est perçu comme socialement inutile en Occident.

La vieillesse est tout autant une construction historique et culturelle qu'un fait naturel, obéissant à une infinité de variables personnelles. Elle se construit certes sur une réalité qui comprend des éléments d'ordre biologique, démographique, ou économique et politique. Mais elle se construit aussi sur la représentation plus ou moins positive, inscrite dans l'imaginaire, que secrète chaque société en fonction de ses valeurs et du modèle d'homme idéal qu'elle se fixe.

Certaines cultures ont positivé la vieillesse en faisant de la croissance de l'être humain un processus permanent, où l'individu qui vieillit cumule qualités et expériences. Un exemple peut en être donné par les sociétés rurales de l'Afrique traditionnelle, où la différenciation s'opère selon le critère d'âge qui instaure une supériorité des aînés sur les cadets. Les vieux y sont numériquement peu nombreux mais jouent un rôle considérable.

Dans ces systèmes où triomphe l'oralité, le savoir est l'apanage des plus anciens. Il ne s'agit pas tant

Posséder le secret du mythe, récit sacré des origines, équivaut à connaître le sens profond des choses et la Loi des Pères

d'un savoir technique, vite assimilable par tous, que du «savoir mythique» qu'aucun jeune ne saurait ravir. Posséder le secret du mythe, récit sacré des origines, équivaut à connaître le sens profond des choses et la Loi des Pères, c'est-à-dire le principe qui régit et régule l'ordre social. Dans le même mouvement, le mythe crée le rite, répétition du geste primordial, faisant des vieux les officiants du culte domestique, capables de prononcer les paroles sacrées, de déclencher les puissances vitales, bénéfiques ou maléfiqes, de bénir ou de maudire.

Cette suprématie face au savoir confère aux vieux un rôle éducatif fondamental. Car, outre la



*Cérémonie d'entrée dans l'âge adulte au Kenya.

connaissance du mythe, ils se doivent de transmettre aux plus jeunes l'histoire du groupe et les règles sociales dont ils sont les détenteurs. Cette transmission se fait par paliers successifs, notamment lors de cérémonies d'initiation, moment forts dans l'éducation. Ils permettent aux vieux de conserver le plus longtemps possible une partie du savoir secret afin d'assurer leur hégémonie culturelle, religieuse et politique. Le pouvoir gérontocratique naît de cette progression. «Le procédé s'avère simple, souligne l'anthropologue français Louis Vincent Thomas. Il consiste à confisquer le savoir fondamental, puis le servir aux classes montantes, selon des intervalles bien calculés et un dosage précis, par le moyen d'une langue riche en symboles et en résonances hautement affectives».

Des bienfaits à l'infini

Le vieillissement devient ainsi un processus d'acquisition, et la représentation du vieux apparaît hautement positive. Il est le sage, le modèle à atteindre, celui qui a su résister à la mort en s'inspirant des valeurs du groupe. La mort d'ailleurs, il ne la craint pas: elle lui permettra de rejoindre les ancêtres pour continuer à être utile à la communauté en répandant ses bienfaits à l'infini sur sa descendance. Envisager la vie comme une progression permanente qui se poursuit au-delà de la mort amène à concevoir la vieillesse comme l'ultime étape d'une ascension vers la plénitude du savoir et du pouvoir.

Ce que les sociétés occidentales nomment pertes, handicaps, voire déchéance, sont alors les

*Anthropologues. Université Paris XII.

preuves d'une métamorphose vers un stade supérieur. Le vieux divague? Il parle avec les ancêtres. Il devient sourd, aveugle? Il écoute et voit les esprits. Il se tasse, se meut difficilement? Il devient lui-même esprit... Personne accomplie, proche de Dieu et des ancêtres, il se vit lui-même comme un élu. Dans une telle société, on aime à se vieillir, à se dire vieux, très vieux. Le terme est pleinement valorisé. Lui ajouter «sage» serait un pléonasme.

La quête de l'éternelle jeunesse

En revanche, les sociétés occidentales envisagent la vie humaine en périodes successives où, après les phases de croissance, de maturité, d'apogée, viennent le déclin, la chute avant la fin inéluctable et irréversible. Confrontées à l'allongement sans précédent de l'espérance de vie et à l'augmentation constante du nombre de personnes âgées, ces sociétés en viennent à énoncer deux mots d'ordre: prévention individuelle et solidarité de tous envers les vieux les plus démunis.

Prévention individuelle: puisque la vieillesse n'est ni souhaitable, ni enviable, il faut tenter de retarder la chute afin de parvenir à une vie de plus en plus longue dans un état d'immuable jeunesse. Nul n'a plus le droit de gaspiller son «capital jeunesse» mais a au contraire le devoir de lutter pour prévenir les méfaits de l'âge grâce à une bonne hygiène et au recours aux multiples moyens de la science: pilules, crèmes, chirurgie... Si la prévention de la santé vise à favoriser la bonne santé, la prévention de la vieillesse vise à empêcher son avènement. Elle n'a

Ce temps de la vie devient dans nos sociétés celui où les images négatives dominent

pas pour but de développer les capacités vitales de la personne mais de nier cet âge de la vie parce qu'il est vu comme dégradant.

Cette lutte relève de la responsabilité individuelle et débouche sur la culpabilisation des perdants: ceux qui, à l'occasion d'une maladie, d'un deuil, d'un accident, échouent à «rester jeune dans leur corps et dans leur tête». Pour eux, tout bascule; ils entrent dans le grand âge, l'«âge de la dépendance». Le critère retenu pour ce passage n'est pas social ou culturel mais biologique: il permet de faire le bilan des potentialités physiques d'un individu indépendamment de son âge chronologique. Ce temps de la vie devient dans nos sociétés celui où les images négatives dominent, temps de la solitude, de l'incapacité et de l'inutilité sociale.

Le mot d'ordre est alors la prise en charge: quand la vieillesse est synonyme de pertes et de manques à combler, il faut y répondre par des actions spécifiques. A partir d'outils d'évaluation, les gestionnaires de l'action sociale pour la vieillesse décident des aides attribuées et des moyens à mettre en œuvre: consultations gériatriques, institutions médicalisées, etc. Cette logique

se déroule imperturbablement et pose la question du coût de cette dépendance, ce qui renforce l'image écrasante des vieux comme fardeau économique. Jamais peut-être une société n'aura tant fait pour ses vieux, économiquement et socialement protégés. Mais le regard porté sur eux reste profondément négatif.

La ségrégation des âges

Les historiens l'ont montré: la représentation sociale qu'une société a d'un âge de la vie n'est en rien significative du traitement qu'elle lui réserve. Paradoxalement, les sociétés occidentales, où les vieux sont de plus en plus nombreux, opèrent une ségrégation des âges sans équivalent dans l'histoire: jeunes et vieux ont des activités différenciées sur des territoires séparés et à des moments distincts. L'harmonie des âges qui s'entrelacent dans un espace commun est brisée.

En Afrique, le bouleversement du contexte traditionnel (avec notamment, l'urbanisation, la scolarisation et le développement de la civilisation de l'écrit, les brassages de populations, l'implantation de nouvelles religions, etc.), de même que l'apparition de nouvelles valeurs plus individualisantes, sont venus mettre un frein – sinon un terme – au système communautaire et à la gérontocratie. Savoir et pouvoir ont changé de mains. N'est-on pas en train d'assister «au crépuscule des vieux»?

Toutefois, aucune société ne demeure figée. Et même quand la pyramide des âges est bouleversée, que le sommet tend à devenir plus important que la base comme en Occident – ou dans certains pays d'Asie qui ont pratiqué une politique démographique volontariste –, la solidarité peut encore jouer. A la condition de repenser les rapports humains en rétablissant une réciprocité entre les générations, où chacun, tour à tour, donne et reçoit. ■

Le pire avec la vieillesse, c'est qu'on reste jeune.

Jean Cocteau
(1889-1963), France

Près du marché central à Moscou.



© A. Svaris/Still Pictures, Londres

«S'amuser encore et encore» aux États-Unis

Les retraités américains aisés affluent dans des «villages» dont les jeunes sont exclus. Nouveaux «ghettos» ou paradis?

Les «hi-ho» fusent. En rang d'oignons, des blondes décolorées d'un certain âge se déhanchent au son d'une musique *country* aux accents nasillards. Il est 10h du matin à West Chester, en banlieue de Philadelphie (côte est des États-Unis). Ces femmes profitent à fond de leur retraite dans la communauté privée où elle ont choisi de vivre, «Les quatre saisons de Hershey'Mill».

A première vue, on se croirait dans un quartier ordinaire de la classe moyenne américaine. Mais en ce mardi matin, la plupart des autres banlieues sont désertes parce que les enfants sont à l'école et les adultes au travail. Celle-là est très active: des joueurs de golf s'en vont vers leurs 18 trous, des joggers transpirent et des couples se dirigent vers un restaurant pour une conférence sur l'histoire de l'art.

Dans ce «village» où les escaliers sont rares, tout est conçu pour des personnes âgées, jusqu'aux deux boutons «anti-panique» – l'un dans le salon, l'autre dans la chambre – pour alerter les gardiens en cas d'urgence médicale ou de vol.

«C'est ça l'Amérique!», s'exclame en riant Michael Skyes, constructeur à Hershey's Mill. «On vend à la fois une maison et un style de vie. Nos clients sont des "baby boomers" de l'après-guerre. Ils estiment qu'ils ont

assez travaillé pour mériter une vie sans souci». Outre le tennis et la piscine, quantité d'activités sont organisées, du cours de yiddish au bingo. Pendant ce temps, les équipes d'entretien s'occupent des massifs de fleurs et les gardiens patrouillent. Les murs de béton dressés autour de ce «village» donnent à ses habitants un sentiment de sécurité et de prestige.

Ici, pas d'adolescents avec leur musique à fond. La loi fédérale qui s'applique à tous les «villages de vieux» énonce que 80% des maisons doivent être occupées par au moins une personne de plus de 55 ans. Les 20% restants sont accessibles aux plus de 43 ans, mais aucun résident ne doit avoir moins de 18 ans.

«Vivre à mon âge, c'est s'amuser, encore et encore», dit Tom Carroll, âgé de 62 ans. *Fini les enfants à aider et les listes de choses à acheter! Ici, les trois quarts des gens sont retraités. Mais ça ne veut pas dire qu'on est inactif.* Tom conduit le visiteur vers l'atelier du village, où il dévoile fièrement la maison de poupée qu'il bricole pour ses petits-enfants. «Nous en avons 10, et huit d'entre eux vivent dans un rayon de 30 km. On ne peut rêver mieux.»

L'emplacement des pots de fleurs

Beaucoup de gens préfèrent s'installer non loin de leurs enfants plutôt que dans des maisons de retraite au soleil de la Floride. Au total, près de 10% des Américains de plus de 55 ans vivent dans ces «villages» qui se multiplient.

Bill Hoffman, lui, a décidé de ne pas s'installer à Hershey's Mill: «Ça peut être déprimant de n'être entouré que de vieux». Chuck Hennessy, de son côté, vient de contracter un crédit pour y acheter une maison. «Là où j'habite en ce moment, dit-il, j'ai des voisins de toutes les couleurs, des couples ou des célibataires. J'aime ce mélange mais, à part une fête par-ci par-là, on ne se rencontre guère.» A Hershey'Mill, son nouveau voisinage sera blanc, à une écrasante majorité. «Mon mari et moi avons emménagé ici parce que nous savons que, si l'un d'entre nous meurt, l'autre sera intégré dans une communauté de gens de notre âge, avec des activités à sa portée», déclare quant à elle Lucille Jorgenon.

L'envers de la médaille, ce sont les nombreuses règles à respecter: rideaux blancs aux fenêtres ou aires de jeux spéciales pour les enfants par exemple. «Le problème se pose quand nos petits-enfants nous rendent visite, admet Mary Turney. J'ai le droit de faire du roller mais pas mon petit-fils de six ans». Son mari Bob ajoute: «Beaucoup de gens ont du mal à se plier aux règles de groupe, mais ils y arrivent. Il y a aussi ceux qui adorent chipoter sur des détails, comme l'emplacement des pots de fleurs. Ceux-là n'ont rien d'autre à faire»... ■

Amy Otchet, à West Chester, États-Unis.



© S. Katz/Black Star Studio B. Paris

On met longtemps à
devenir jeune.

Picasso (1881-1973), Espagne

Afrique: la relève

Les bouleversements dans les sociétés africaines au cours des 50 dernières années ont sapé les fondements du pouvoir traditionnel des anciens.



© N. Cooper/Paros Pictures, Paris

En Afrique, la gérontocratie est moribonde. Dominé par les aînés, l'ordre politique, social et économique traditionnel semble condamné à disparaître.

L'autorité des anciens s'exerce dans le cadre d'une société rurale et clanique, où l'on acquiert le savoir technique, social et religieux au cours d'un long processus. Traditionnellement, la terre, principal moyen de production, était administrée par l'aîné de la famille. Il en assurait la répartition, en distribuait les revenus et décidait de la manière dont les produits non consommés étaient utilisés. De cette gestion des surplus agricoles dérivait son principal pouvoir: c'est lui qui recevait et donnait les filles à marier, car il était le seul à pouvoir leur fournir une dot. Ses cadets dépendaient donc de lui pour prendre épouse. Or le mariage représentait une étape décisive vers l'aïnesse et la promotion sociale. L'aîné pouvait également utiliser ses richesses pour augmenter le nombre de ses épouses et renforcer ses liens sociaux.

Le pouvoir de l'aîné avait aussi une base politique et religieuse. Il présidait au destin du village en participant au conseil des anciens et administrait les cultes rendus aux ancêtres. Au sein des associations secrètes, il veillait au respect de l'ordre social et sanctionnait quiconque transgressait les interdits. L'an-

cién était le maître, même s'il consultait ses cadets, en particulier sur les affaires familiales. Il était entouré d'un profond respect. Les jeunes et les femmes adoptaient une attitude soumise à son égard.

Quand l'individu prend le pas sur le clan

Dans les sociétés africaines, pour la plupart patrilinéaires et virilocales (où la femme et les enfants vivent dans la famille du mari), les femmes conservaient jusqu'à leur mort un statut social inférieur. Elles acquéraient de l'influence avec la ménopause, qui rapprochait leur condition de celle de l'homme, mais n'obtenaient jamais le droit de représenter la famille ou d'en prendre la responsabilité. Même âgées, elles étaient absentes des lieux de décision officiels et ne disposaient d'aucun pouvoir économique et social. Au mieux, elles déployaient leur autorité dans la sphère privée, en particulier sur leurs belles-filles.

L'histoire récente a été marquée par une série d'événements et d'évolutions qui ont permis aux jeunes d'évincer leurs aînés. La colonisation, l'avènement des religions révélées, la mise en place puis la généralisation de l'économie de marché et du salariat ont privilégié l'individu par rapport au clan et ►

mis à mal les structures traditionnelles. Mais les facteurs décisifs de l'émancipation des jeunes ont été la scolarisation et l'urbanisation.

Dans les années 40 et 50, la faible minorité qui a accédé à l'école des Blancs a joué un rôle clé dans la transformation des sociétés africaines et dans l'éviction des anciens des instances du pouvoir. L'éducation occidentale a disqualifié le savoir des anciens. Désormais, «ceux qui savent» sont les scolarisés, donc les jeunes. Leurs études, qu'ils vont poursuivre à la ville, leur permettent par ailleurs d'échapper à la tutelle des vieux du village.

Pendant la période coloniale, les écoles primaires, les missions et les écoles normales ont donc contribué à former un groupe de jeunes africains qualifiés d'«évolués»: instituteurs, commis de l'administration, agents sanitaires, etc. Alors que certains se détournent de leurs frères de race et des valeurs africaines, d'autres prennent conscience de l'oppression coloniale et se rapprochent de la classe ouvrière en formation dans les villes. Ils sont à l'avant-garde des combats politiques et syndicaux et de la lutte pour l'indépendance. Ainsi, dans leur grande majorité, les premiers chefs d'Etat africains sont jeunes. Mais en accaparant le pouvoir jusqu'à un âge avancé, certains d'entre eux ont renforcé l'idée que la gérontocratie africaine n'avait pas dit son dernier mot.

Sensibles aux valeurs occidentales

L'évolution générale de la société continue néanmoins d'en saper les fondements. L'urbanisation a porté un autre coup à ce mode d'organisation politique de nature essentiellement rurale. Dès les années 40, les activités économiques commencent à se déplacer vers les villes. Les jeunes constituent le groupe le plus mobile, capable de s'adapter à la vie urbaine, aux nouvelles technologies et aux formes modernes de travail. Ils sont également plus sensibles à la diffusion des valeurs occidentales, véhiculées par le système scolaire, l'administration et les médias. Les jeunes citadins restent certes très liés à leur village d'origine. Mais en vivant loin de leur communauté, ils adoptent graduellement de nouveaux styles de vie et accèdent à l'autonomie. Une société plus individualiste prend corps, où les rapports de domination et d'allégeance entre les jeunes et les vieilles générations ont de moins en moins leur place. Tout jeune homme qui en a les moyens peut désormais se marier. Même les zones rurales, qui intensifient leurs échanges avec les villes, sont touchées par ces évolutions.

Mais il faut ajouter deux bémols. D'une part, l'inégalité entre les sexes demeure et les femmes, y compris dans les villes, restent assujetties au bon vouloir des hommes de leur famille. D'autre part, la persistance de taux de scolarisation et d'urbanisation peu élevés, le chômage et la pauvreté maintiennent la grande majorité des jeunes africains dans une situation de dépendance vis-à-vis du groupe. La question de savoir s'ils vont pouvoir prendre la relève de leurs parents se pose aujourd'hui dans des termes dramatiques ■

Codou Bop, à Dakar

«Ensemble, pour la première fois»

Un mari accompagne le lent naufrage de sa femme dans la maladie d'Alzheimer. Et les liens de ce couple hors du commun se resserrent.

JB est retraité. Il vit paisiblement en Angleterre, dans une ville de province. Début 1997, les médecins lui annoncent qu'IM, son épouse âgée de 77 ans, souffre de la maladie d'Alzheimer, un trouble cérébral dégénératif qui affecte la mémoire, la pensée, le comportement et les émotions.

Le premier incident alarmant s'était produit deux ans plus tôt. IM était partie rendre visite à des amis à Londres, chez qui elle n'était jamais arrivée. Ayant complètement oublié où elle devait aller, elle avait préféré rentrer chez elle. Peu de temps auparavant, les mots lui avaient manqué pour répondre aux questions qu'on lui posait, lors d'un débat à l'université.

Informé de ces défaillances, le médecin du couple avait alors demandé à IM le nom du Premier ministre. Elle n'en avait pas la moindre idée... Elle avait ajouté que cette question n'avait finalement pas grande importance. Le médecin avait prescrit un examen du cerveau au scanner et une batterie de tests sur la mémoire et le langage. Le verdict était tombé: premier stade de la maladie d'Alzheimer.

Un inexorable déclin mental

Cette affection est la forme la plus répandue de la démence sénile. Elle touche une personne sur 20 parmi les plus de 65 ans. Tous les groupes sociaux sont concernés, sans distinction de sexe, d'appartenance ethnique ou géographique. D'après les dernières estimations, environ 18 millions de personnes dans le monde seront atteintes de démence sénile en l'an 2000 et les deux tiers d'entre elles souffriront de la maladie d'Alzheimer.

Les traitements de cette affection n'en sont qu'à leurs balbutiements et rien ne semble pouvoir ralentir, jusqu'à présent, l'inexorable déclin mental des patients.

Le premier stade de la maladie paraît relativement bénin. Après tout, la plupart des personnes âgées perdent de leur vivacité intellectuelle, égarent des objets et oublient des noms propres. La dégringolade commence cependant par là. «C'est un brouillard qui tombe insidieusement, dit JB. Au début, il est à peine perceptible; à la fin, tout ce qui entoure le malade disparaît. Il n'est alors plus possible de croire que le monde continue d'exister derrière ce brouillard.»

L'évolution de la maladie rend le patient de plus en plus dépendant: il faut l'aider dans tous les gestes

Parfois son visage surgit devant elle dans un miroir avec une terrifiante incongruité. Elle sait que si elle est patiente, il baissera les yeux, gravement, poliment, ainsi qu'un enfant sage, qu'il se détournera d'elle comme gêné par les secrets de cet horrible jeu de cache-cache. Si elle oublie, pourtant, et se retourne encore, il sera toujours là à guetter, furtif, en larmes.

C. K. Williams (1936-),
Etats-Unis



«Maintenant, I.M.a peur des arbres.»

© P. Nicholls/Times Newspaper Limited, Londres

de la vie quotidienne. Cette prise en charge est généralement assurée par les proches, parfois pendant des années. «*Les malades ne sont pas toujours gentils*», note JB. S'occuper d'eux nécessite la patience de Job, la sagesse de Salomon et l'abnégation d'un saint, confirment tous les témoignages.

Début 1998, JB a écrit un livre sur sa femme et leur vie commune. L'ouvrage, dans sa seconde par-

Je suis content qu'elle échappe à la lucidité du désespoir. Elle manifeste une sorte de confiance animale en la personne avec qui elle se trouve

tie, est une série de tableaux décrivant la lente dégradation des facultés mentales d'IM. Publié en feuilleton dans la presse britannique, il a touché une corde sensible chez de nombreux lecteurs. Le cas d'IM a aussi ému compte tenu de ce que fut cette grande dame avant d'entamer «*sa navigation dans les ténèbres*», selon sa propre expression. Elle se nomme Iris Murdoch. C'est l'une des romancières de langue anglaise les plus douées de ce siècle. Elle est appréciée dans le monde entier: ses œuvres ont été traduites en 23 langues. Son mari est John Bayley, un éminent critique littéraire et ancien professeur à Oxford¹.

Iris Murdoch s'est consacrée à la littérature et à la philosophie pendant plus de 50 ans. A travers ses 27 romans publiés entre 1954 et 1995, elle a créé un univers peuplé de personnages intelligents et

profondément humains, dont la sensibilité est mise à l'épreuve dans des situations souvent macabres, comiques et mélodramatiques. Elle est aussi l'auteur d'une étude critique sur Sartre (1953) et d'un traité, *La métaphysique comme guide vers la morale* (1992). Elle a conçu ses ouvrages mentalement durant des mois avant de les écrire d'un trait. Aujourd'hui, elle ne se souvient même plus de leurs titres. Pis, elle tient des propos incohérents et ne sait plus où elle est.

John Bayley plonge le lecteur dans le monde de la patiente. L'habiller le matin et la déshabiller le soir est toute une gymnastique, qui «*devient la plupart du temps un épisode gai, voire comique*». Vers 10 heures du matin, c'est le rendez-vous avec les *Teletubbies*, un dessin animé télévisé pour enfants qu'Iris regarde «*avec une quasi-jubilation*». Le sport aussi semble l'intéresser, bien qu'elle n'en connaisse pas les règles. Quand elle se lance dans de longs discours inintelligibles, son mari se surprend à soutenir un semblant de conversation, en prononçant lui-même des phrases absurdes. Lorsqu'ils se promènent, elle ramasse distraitement des pierres et des brindilles qu'elle ramène à la maison. Elle ne prononce qu'une seule phrase cohérente, répétée à satiété: «*Quand partons-nous?*».

Un univers profondément humain

J. Bayley se console vaguement en pensant qu'elle n'est pas consciente de la perte de ses facultés: «*Je suis content qu'elle échappe à la lucidité du désespoir. Elle manifeste une sorte de confiance animale en la personne avec qui elle se trouve.*» Il ne s'apitoie nullement sur lui-même; son amour pour Iris Murdoch rayonne à chaque phrase. Il vient à bout de ses journées en se tenant constamment occupé. Il a également recours aux plaisanteries – les plus stupides s'avérant les meilleures –, pour tenter d'obtenir d'elle un sourire qui «*lui redonne son visage d'antan, et l'illumine d'un rayonnement supplémentaire, presque surnaturel.*» Il lui arrive aussi d'exploser quand sa femme se livre à des actes particulièrement insensés.

«*C'est comme si on était enchaîné à un cadavre*», lui a un jour confié l'épouse d'un collègue d'Iris, atteint de la même maladie. Ce n'est pas ce qu'il ressent. Il se refuse à admettre que la personnalité d'Iris Murdoch s'est dissoute et que sa femme est comme toutes les autres victimes de cette maladie. Il conçoit qu'il finira par avoir besoin d'une aide extérieure, mais il «*recule devant la nécessité d'une prise en charge médicalisée... et devant les offres d'assistance d'amis bien intentionnés.*» «*Remettons ça au plus tard possible*», dit-il.

Curieusement, la maladie a resserré leurs liens. Pendant des années, absorbés par leur travail conjugal, ils avaient vécu dans une sorte de solitude conjugale. «*Nous sommes ensemble pour la première fois... Chaque jour qui passe augmente notre proximité physique; et le cri de souris d'Iris, celui qui exprime sa solitude dans la pièce à côté et son désir de me rejoindre, me semble de moins en moins désespéré, plus simple à comprendre, plus naturel. Elle ne navigue plus dans les ténèbres: le voyage est terminé. Sous la sombre escorte de la maladie d'Alzheimer, elle est arrivée quelque part. Moi aussi.*»

Roy Malkin

1. *Iris* de John Bayley, publié en 1998 aux Editions Gerald Duckworth & Co. à Londres. Cet ouvrage sera prochainement traduit en français, en allemand et en suédois.

La vieillesse n'est



© Bernard Desamps/Agence Vu, Paris

Les retraités acceptent de plus en plus mal l'exclusion sociale qu'on leur impose prématurément, lorsqu'ils quittent le monde du travail. Avides de reconnaissance, de plaisir et de réalisation personnelle, les personnes âgées multiplient les initiatives qui manifestent leur ouverture sur le monde, leur curiosité et leur autonomie, depuis les universités du troisième âge jusqu'aux associations de cyberseniors. Mais elles sont encore plus sensibles aux actions de solidarité et d'échanges entre générations.

Une vieille complicité

«*Quand j'exerçais ma profession, j'aimais avoir des apprentis, j'avais l'habitude de transmettre mon métier aux jeunes*», déclare l'ébéniste Henri Guerinot, pour qui la retraite n'est qu'une nouvelle forme d'activité. A 83 ans, aussi enthousiaste que dans sa jeunesse, il continue d'initier à son art les enfants de neuf à 14 ans. Sa passion s'est avérée contagieuse. Il y a une dizaine d'années, à Troyes (France), il a été le premier retraité à se lancer dans cette initiative de l'association «L'Outil en main», dont l'objectif est de favoriser la rencontre entre les enfants et les hommes de métier à la retraite. Ces derniers restent ainsi dans la vie active et continuent de se sentir utiles. Aujourd'hui, plus d'une centaine de ses congénères suivent son exemple, enseignent aux enfants, en dehors des heures de classe, la menuiserie, les métiers du verre, la taille de la pierre, la maçonnerie, la plomberie, etc. L'expérience, la patience et la sagesse des premiers se conjuguent avec la curiosité, le talent ou la maladresse des seconds. Ensemble, ils retrouvent ainsi

la tendre complicité qui unit les grands-pères et leurs petits-fils.

Renforcer la solidarité entre les générations est également le but du mouvement de la Flamboyance. Ses membres - tous des retraités - organisent chaque année, à travers la France, «Le printemps des générations», une série de manifestations culturelles et sportives. Les recettes aident les plus démunis à démarrer dans la vie active. Les sommes recueillies (allant de 5 000 à 50 000 francs, en fonction de l'endroit) sont modestes, mais elles font des miracles: une jeune fille de 17 ans a pu terminer sa formation d'aide ménagère, interrompue pour des raisons financières, une autre a eu droit à un ordinateur pour faire du secrétariat à domicile, un jeune homme a pu payer son permis de conduire afin de devenir coursier. L'année dernière, une quinzaine d'emplois ont été ainsi créés pour des jeunes qui n'avaient aucun soutien. Ce n'est pas beaucoup, mais c'est énorme. Les mamies et les papis adoptifs ont de quoi être fiers. ■

+ ...

● **L'Outil en main:**

23 rue Pierre-Gauthier,
10000 Troyes.
Tél.:33-3 25 73 35 88.

● **Mouvement de la Flamboyance:**

4 Bd du Temple, 75011 Paris.
Tél.:33-1 42 52 20 21

plus ce qu'elle était

Éternels étudiants

La soixantaine venue, beaucoup de personnes prennent leur retraite mais leur soif d'apprendre ne se tarit pas pour autant. Pour ces éternels étudiants, plus de 1 700 universités du troisième âge existent de par le monde, selon l'AIUTA (association internationale des universités du troisième âge), leur fédération, dont le siège est à Paris.

Ces universités ont des structures et des modes de fonctionnement très différents d'un pays à l'autre, mais toutes poursuivent le même objectif: aider les personnes âgées à rester de véritables acteurs culturels et sociaux. Elles ne délivrent pas de diplômes et n'exigent pas de leurs étudiants un titre particulier pour s'inscrire.

Créée en 1985, l'université «pour étudiants volontaires» de Shimizu (Japon) a actuellement 2 500 inscrits. Il n'y a aucune limite d'âge, ni pour les étudiants, ni pour les professeurs, qui

sont également volontaires. Les cours sont surtout fréquentés par des femmes, quatre fois plus nombreuses que les hommes. Les étudiants ont le plus souvent entre 60 et 70 ans. Certains sont plus âgés et n'hésitent pas à s'inscrire à des cours de danse, de théâtre ou de travaux manuels.

Cette université, qui a reçu un prix du gouvernement japonais «pour son activité remarquable dans l'éducation des adultes», veut donner la possibilité aux personnes âgées de suivre des études, afin de leur permettre d'avoir une vie plus saine, plus riche et plus heureuse. De l'avis du docteur Tak Kwan-Kong, gériatre et rédacteur en chef du *Journal de la société gériatrique de Hong Kong*, «ce type d'institutions doit être encouragé à une époque où l'on donne une image négative de nos aînés. L'exercice intellectuel est aussi sain pour l'esprit que l'exercice physique pour le corps. Et pratiquer le tout est souvent, pour les personnes âgées, le meilleur des remèdes.» ■

Quand il m'arrive d'arrêter mon regard dans les profondeurs de mon clair miroir, oui, c'est hélas! un vieillard inconnu qu'il me semble rencontrer.

Kakinomoto No Hitomaro
(681-729), Japon

Cyberpapys

En septembre 1998, Jason Grinnell a gagné un concours organisé par la société SeniorsSearch pour identifier le cybernaute «le plus vieux du monde». A 96 ans, il navigue comme un «pro» sur le Web, qu'il pratique depuis sept ans: «J'ai vécu la naissance de l'automobile, de l'avion, du téléphone, de la radio et de la télévision. L'informatique et Internet nous ont ouvert un nouveau monde, à ma femme et à moi. Si Dieu le veut, nous continuerons de l'explorer», confie Jason.

Ce médecin retraité du Texas n'est pas, et de loin, le seul vieillard qui se serve d'un ordinateur pour envoyer ou recevoir des messages par courrier électronique, faire des achats en ligne ou consulter des sites sur des recettes de cuisine ou des croisières de rêve. Le slogan de SeniorsSearch, «l'unique moteur de recherche exclusivement réservé aux plus de 50 ans», exprime clairement les objectifs poursuivis. Quiconque dépasse cet âge peut explorer gratuitement les rubriques proposées, sur des antiquités, des collections de galeries d'art et de musées, des livres ou des casinos.

SeniorNet est une autre organisation à but lucratif créée en Californie il y a 12 ans pour aider les personnes âgées à se familiariser avec les nouvelles technologies. Avec ses 27 000 membres,

SeniorNet reçoit un demi-million de visites par mois, pour la plupart des cyberpapys américains ou canadiens, dont la moyenne d'âge est de 68 ans. Son budget annuel s'élève à 1,5 million de dollars. Un tiers provient des cotisations de ses membres et les deux tiers de dons de fondations ou d'entreprises privés. Ces dernières n'hésitent pas à financer ce genre d'initiatives «puisque en échange elles bénéficient d'une bonne publicité et d'exonérations d'impôts», explique Ann Wrixon, directrice de SeniorNet.

D'autres sites choisissent de promouvoir les relations entre les générations. C'est le cas du français Cyberpapy au sein duquel les plus âgés aident les plus jeunes à faire leurs devoirs scolaires. Créé et financé par la fondation de l'électroménager Boulanger, ce site est une immense boîte aux lettres électronique divisée en sept rubriques (lettres, histoire et géographie, langues, philosophie, rédaction, mathématiques et sciences). Les élèves soumettent leurs questions ou leurs problèmes. Les plus âgés, qui se connectent sans préciser leur âge ni leur profession, répondent généralement dans un délai de 24 heures. Une équipe de professionnels contrôle constamment les questions et les réponses. ■



- <http://www.seniorssearch.com>
- <http://www.seniornet.org>
- <http://www.cyberpapy.com>

Pour un nouveau stoïcisme

Enrique Lynch*



© D. Bostom/Ineair, Arnhem

Chez les anciens Grecs, la vieillesse était le triomphe définitif de l'esprit sur la chair. Dans un monde vouant un culte aux jeunes et aux machines, il nous faut réapprendre à vieillir.

*Université autonome de Barcelone (Espagne)

Jusqu'à quel degré de bonté et d'humour faut-il aller pour supporter l'horreur de la vieillesse? Le jardin dehors et les fleurs dans la chambre sont beaux mais le printemps est, comme nous disons à Vienne, une «farce». Finalement, j'ai appris à savoir ce que c'était d'avoir froid.

Sigmund Freud (1856-1939), Autriche

Pour Platon, le philosophe est un sage qui consacre sa vie à apprendre à mourir. Et la philosophie est un apprentissage long et ardu qui nous prépare à affronter la vieillesse, moment culminant de nos vies.

Cet apprentissage n'a rien à voir avec la mélancolie. Il signifie, au contraire, que c'est seulement à la fin de la vie que l'on est véritablement armé pour en tirer le meilleur parti et pour aborder l'imminence de la mort, avec la fermeté et la détermination nécessaires, sans un soupçon de découragement. Dans l'esprit des anciens, la vieillesse offrait deux compensations: un respect social bien mérité et l'assurance d'un passage paisible du monde des vivants au royaume des morts.

La culture antique proposait par ailleurs deux modèles d'existence: celui des héros, qui jouissent d'une vie brève et vertigineuse comme le destin d'Achille, et celui des vénérables vieillards qui apprennent à vivre dans le silence et l'ombre, comme le prônait l'idéal stoïcien. D'une certaine manière, ces deux conceptions de l'individu ne pouvaient exister l'une sans l'autre et elles ne prenaient de sens que par le contraste de l'une par rapport à l'autre.

Notre tradition culturelle a rendu pendant des siècles un culte quasi religieux à ces deux archétypes, le héros et le vieillard. Le premier place l'héroïsme dans le courage qui permet d'affronter les risques et les vicissitudes de la vie, forgeant le caractère. Le

deuxième incarne l'image accomplie de l'expérience et de la sérénité qui, selon Sénèque, ne nous est donnée qu'avec la vieillesse, c'est-à-dire lorsque le désir charnel nous abandonne et que l'esprit, enfin dégagé de la sensualité, peut prendre de la hauteur et triompher. Pour les anciens somme toute, il n'y avait que deux façons honorables de mourir: soit très jeune, soit très vieux.

Nous ne vivons plus au temps des anciens Grecs, ni au temps de la Renaissance, ni dans la vieille société bourgeoise dont l'idéal oscillait également entre le grand homme et la culture du patriarcat. Nous vivons dans une société qui a su transcender les anciennes valeurs traditionnelles mais qui a une dangereuse propension à donner à chaque problème de la vie une solution exclusivement technique. Nous n'écartons pas la valeur de l'expérience ou celle de la tradition qui étaient jadis le patrimoine naturel des plus âgés. Mais nous savons maintenant qu'aucun savant, quelle que soit la puissance de sa mémoire ou de son intelligence, ne peut disposer d'autant de mémoire qu'un ordinateur. C'est ce qu'a pu constater un champion d'échecs tel que Gari Kasparov, qui passe encore pour jeune.

Notre idéal collectif est lié à la machine et nous savons bien ce que l'on fait des machines lorsqu'elles se font vieilles: on les retire de la circulation, on les démonte pour les recycler ou on les envoie tout simplement à la casse pour les détruire. C'est exactement ce que nous faisons avec nos vieux. Bien que la science ait réussi à repousser comme jamais auparavant les limites de la vie, bien qu'elle ait su équilibrer les régimes alimentaires et peu à peu percer tous les secrets de nos corps, il ne semble pas qu'elle ait su trouver une solution satisfaisante pour supporter l'idée de vieillir.

L'industrie du cosmétique

La religion de la modernité voue un culte exclusif à des dieux juvéniles. Notre monde s'est progressivement peuplé de jeunes, adulés, superficiels et dépendants, dont les caprices n'ont pas de limites, et de vieux de plus en plus nombreux. Ceux-ci, comme l'a observé le sociologue français Jean Baudrillard, finissent inévitablement par constituer une espèce de tiers monde de l'existence, regorgeant d'êtres sans avenir. Restes d'un passé qui n'intéresse plus personne, ils sont fatalement condamnés à un présent banal qui ne sert qu'à nourrir la puissante industrie des cosmétiques, le tourisme de masse, et à faire marcher les caisses de retraites ou les systèmes d'assurance-vieillesse.

La condition du vieillard, quels que soient les progrès techniques pour pallier ses déficiences, ne ressemble en rien à cette panacée que prônaient les anciens stoïciens. Devenir vieux, c'est être menacé de maux jadis inconnus, comme la maladie d'Alzheimer. C'est aussi le spectre d'une solitude souvent difficile à affronter. Seul un nouveau stoïcisme, une règle de vie qui, comme jadis, nous apprendrait à vieillir et à mourir, pourrait éviter que l'allongement de l'espérance de vie ne nous réserve de nouvelles expériences douloureuses. ■

L'insoutenable poids de la dette

Angela Travis*

Les créanciers internationaux ont fait quelques gestes en faveur des pays les plus endettés. Mais ils doivent aller plus loin, pour des raisons autant morales que financières.



Manifestation en faveur de l'annulation de la dette des pays pauvres à Birmingham (R.-U.) en mai 1998.

© R. Lee-Harris/Spa Press, Paris

Le passage de Mitch en novembre a été dévastateur: il aurait fait au moins 11 000 morts et près de trois millions de sans-abri. Selon l'ONU, il a anéanti en trois jours 20 années d'efforts de développement dans la région. Tandis que gouvernements et organisations internationales mobilisaient les fonds pour les secours, un autre débat s'est ouvert: le Nicaragua et le Honduras, les deux pays très pauvres et lourdement endettés que l'ouragan avait touchés, devaient-ils continuer à payer deux millions de dollars par jour en remboursements de dettes – de quoi fournir un logement temporaire à 800 000 personnes?

La secrétaire d'Etat britannique au Développement international, Clare Short, a d'abord jugé la question «déplacée»: la priorité était d'éviter le choléra et de «sortir les gens de la boue». Quelques jours plus tard, le chancelier de l'Échiquier Gordon Brown appelait tous les créanciers à consentir un moratoire de deux ans sur le paiement du service de la dette. Un tel revirement s'explique: on commence à réaliser à quel point

la situation s'est dégradée pour les pays les plus pauvres du monde.

Depuis le milieu des années 90, un certain nombre de pays en développement ont tout bonnement cessé d'assurer le service d'une grande partie de leurs dettes – c'est-à-dire de verser les intérêts et de rembourser le principal. Pour une raison simple: l'Etat est en faillite. Le Mozambique et le Nicaragua ne sont en mesure de payer qu'un tiers du service de leur dette publique. Pour le Nicaragua, cette fraction représente 221 millions de dollars par an – trois fois ce que son gouvernement consacre aux dépenses de santé.

Au-delà des remèdes classiques

En 1996, il est devenu clair, même pour les grands créanciers, qu'il fallait faire quelque chose. Quand des pays à revenus moyens ou élevés comme le Brésil, la Jordanie ou la Russie ont eu des difficultés à gérer leur dette, on a appliqué le remède classique: la rééchelonner, ou repousser les échéances des remboursements. Ces accords ont en général été conclus grâce aux bons offices d'institutions multilaté-

rales comme le Fonds monétaire international (FMI), ou, dans le cas des prêts commerciaux, le Club de Paris (groupe informel d'Etats créanciers qui dispose d'un secrétariat permanent au Trésor public français). Mais, pour les pays les plus pauvres, le rééchelonnement n'est pas une solution. Leur crise financière est si aiguë qu'ils ne parviennent à assurer, en général, que la moitié du service de leur dette.

La Banque mondiale a lancé en 1996 l'«Initiative PPTE» (Initiative en faveur des pays pauvres très endettés, voir encadré). Son objectif est d'assurer à ces pays une assise financière plus solide. «Bonne nouvelle pour les pauvres», a déclaré le président de la Banque, James Wolfensohn. «L'Initiative est une vraie percée. [...] Elle aborde le problème de la dette globalement, afin de permettre aux Etats de sortir d'une situation d'endettement insoutenable.»

Dans le cadre de l'Initiative PPTE, les créanciers acceptent pour la première fois de réduire des dettes concernant des prêts de la Banque mondiale et du FMI. La Banque mondiale fixe le niveau d'endettement «soutenable» auquel un pays peut faire face, et les créanciers diminuent en ▶

*Coalition Jubilee 2000



Après le passage de l'ouragan Mitch, dans un village du Nicaragua.

© J. Van Hasselt/Syngma, Paris

proportion leurs exigences respectives. Une liste de 41 pays a été dressée, qui prévoit à quelle date on devrait pouvoir alléger la dette de chacun et de combien; 25 autres pays pourraient s'y ajouter.

Ce plan est plus séduisant sur le papier qu'en pratique. C'est trop peu et trop tard, disent ses critiques – notamment les ONG qui font campagne contre la dette du tiers monde. Seuls deux pays, l'Ouganda et la Bolivie, ont vu leurs dettes allégées, et cinq seront aidés en 1999. D'autres, comme la Tanzanie et l'Éthiopie, n'ont rien à attendre avant 2002.

Pour comprendre les insuffisances de l'Initiative PPTE, il faut se rappeler que, depuis longtemps, beaucoup de pays pauvres paient moins de la moitié du service de leur dette officielle. C'est un peu comme si, ayant contracté deux emprunts, vous ne pouviez rembourser que le second. Si votre banque annule le premier, votre situation bancaire sera beaucoup plus présentable – mais, comme vos versements pour le second prêt continueront, vous paierez à peu près autant.

Prenons le cas de l'Ouganda, premier pays à bénéficier de l'Initiative PPTE: sa dette totale n'a été réduite que de 11%. Même constat pour le Mozambique qui doit bénéficier d'un allègement en juin 1999: son endettement global, de 5,8 milliards de dollars en 1996, va diminuer de 1,4 mais une bonne partie de cette somme

constituait une dette «irrecouvrable»: PPTE ou pas, nul ne s'attendait à voir le gouvernement mozambicain la rembourser. Le service de la dette du Mozambique passera seulement de 112 millions de dollars par an à 100 millions, soit une économie de 80 cents par habitant.

Diminuer l'endettement total est important pour que les comptes nationaux aient l'air sain mais, si l'on veut dégager de nouvelles ressources à investir dans l'éducation ou dans les services de santé par exemple, il faut réduire les dettes que les pays remboursent vraiment, et pas les irrécouvrables.

L'Initiative PPTE «ne cherche pas vraiment à annuler des dettes», explique Jean-Louis Sarbib, vice-président de la Banque mondiale pour l'Afrique. «Son seul but est que ces pays puissent rester des débiteurs à faible risque [...] L'idée de l'Initiative PPTE, en fait, c'est de permettre à chacun d'eux de demeurer un bon citoyen financier de la communauté mondiale.»

Pourquoi ne pas tout simplement effacer les dettes? Supprimer tout remboursement et permettre un nouveau départ aux pays pauvres? G. Gondwe, directeur adjoint du département Afrique du FMI, a exprimé dans le *Financial Times*, en août 1998, certaines interrogations essentielles: «Qui consentirait de nouveaux prêts aux bénéficiaires de cette annulation des dettes? Et quelle garantie a-t-on que l'argent ainsi épargné sera utilisé efficacement?» G. Gondwe avance ici l'argument familier du risque moral: si l'on tire un trait sur les dettes et sur les remboursements, les intéressés ne seront pas incités à

par l'ex-Union soviétique. Nul ne se souciait de savoir comment on usait ou abusait de cet argent. «Un cinquième de l'ensemble de la dette des pays en développement concerne des prêts consentis pour soutenir des dictateurs obligeants», souligne énergiquement Joseph Hanlon, responsable de la Coalition Jubilee 2000, qui regroupe des ONG, des associations et des syndicats de 41 pays afin de faire pression pour l'allègement de la dette du tiers monde. «Quand les dictateurs tombent, leurs successeurs démocratiquement élus sont censés rembourser ces dettes! Il faut que les créanciers assument bien plus clairement leurs responsabilités et qu'ils acceptent leurs pertes.»

L'argent épargné doit bénéficier aux pauvres

Autre question: qui va bénéficier des allègements de dette? C'est un vrai problème. En cas de réduction globale de l'endettement, l'argent ne servira pas forcément à faire reculer la pauvreté; il ne sera pas obligatoirement investi dans l'éducation ou la santé. Dans de nombreux pays en développement, la démocratie est encore jeune. Beaucoup n'ont pas d'institutions de contrôle, ni de médias assez indépendants pour demander des comptes aux gouvernements.

La Banque mondiale préconise de lier l'allègement de la dette au strict respect des mesures d'ajustement structurel du FMI. La Tanzanie et l'Éthiopie, par exemple, ont vu l'allègement de leurs dettes retardé parce qu'elles n'ont pas procédé aux adaptations jugées nécessaires. Mais cette option macro-économique garantit-elle que l'ar-

Seuls deux pays, l'Ouganda et la Bolivie, ont vu leurs dettes allégées, et cinq seront aidés en 1999. D'autres, comme la Tanzanie et l'Éthiopie, n'ont rien à attendre avant 2002

mieux gérer leurs finances à l'avenir, et leur cote, déjà mauvaise auprès des prêteurs internationaux, va encore baisser. Si l'argent a été prêté pour des investissements économiques sérieux, ce raisonnement tient. Mais il est hors-propos si le prêteur a agi pour des raisons politiques ou voulu financer ses propres exportations sans investir pour autant.

Les cas de prêts à motivation politique sont légion. Les présidents Marcos aux Philippines, Suharto en Indonésie, Mobutu Sese Seko dans l'ex-Zaïre ont été les bénéficiaires reconnaissants de multiples prêts occidentaux. Le Nicaragua et le Mozambique ont été fort bien soutenus, eux aussi,

gent épargné bénéficiera aux pauvres? L'ONG britannique Oxfam estime qu'il faut poser des conditions supplémentaires – «humaines». Elle propose qu'obligation soit faite au gouvernement concerné de consacrer à la santé, à l'éducation ou à l'assainissement chaque dollar économisé par l'allègement de la dette. Critiquée pour l'ingérence qu'elle induit dans la souveraineté des États, cette approche a l'avantage d'assurer aux créanciers que l'allègement de la dette ne sera pas gaspillé. Pour l'instant, ceux-ci ne veulent rien savoir de ce type de perspective, soucieuse du développement humain. La Banque mondiale a toutefois accepté de revoir son Initiative PPTE cette

année. Et, au lieu d'attendre de grands bouleversements, les gouvernements norvégien, finlandais et japonais ont décidé de commencer, unilatéralement, à annuler des dettes.

Une chaîne humaine de 70 000 personnes

Deux facteurs contribuent à cette dynamique. D'abord, la pression populaire s'accroît. En mai dernier, une chaîne humaine de 70 000 personnes a encerclé les dirigeants qui assistaient au sommet du G8 à Birmingham. Par ailleurs, la perspective d'une récession économique mondiale contraint les créanciers à changer de point de vue. Les derniers krachs financiers en Extrême-Orient et en Russie ont diffusé des ondes de choc dans toute la communauté financière internationale. Et dans les sauvetages de la Corée du Sud, de la Thaïlande, de l'Indonésie et de la Russie, le FMI est arrivé à la rescousse avec plus de 140 milliards de dollars.

Dans l'actuel climat de récession, il faut réclamer énergiquement l'allègement des dettes des pays pauvres. Il est difficile de croire les créanciers lorsqu'ils prétendent qu'ils ne peuvent se permettre de réduire davantage les dettes. L'Initiative PPTE pour les pays les plus pauvres ne coûterait que huit milliards de dollars – une brouille comparée à tous les milliards consacrés aux reports d'échéances des pays à revenu moyen. Le Japon, par exemple, qui est en proie à une récession bien plus grave que les pays d'Europe ou d'Amérique du Nord, a annulé 500 millions de dollars au titre de dettes de pays en développement.

Enfin, l'idée d'annuler les dettes des pays les plus pauvres – impossibles à rembourser dans les faits – devrait séduire tous les créanciers: le retour à des bases saines de gestion financière peut contribuer à stimuler l'économie mondiale et à promouvoir la croissance. ■

Une Initiative qui se hâte lentement

Avant même l'ouragan Mitch, le Nicaragua et le Honduras avaient demandé un allègement de leur dette dans le cadre de l'Initiative PPTE (pays pauvres très endettés). Pour le Nicaragua, la décision devrait intervenir dans les prochains mois, selon Jeff Katz, économiste principal de l'Initiative à la Banque mondiale. «*Le bilan présenté par le Honduras pour en bénéficier était un peu plus ambigu, alors nous verrons*», a-t-il ajouté.

L'allègement de la dette dans le cadre de l'Initiative peut mettre jusqu'à six ans à se concrétiser. Un pays n'en bénéficie qu'après avoir élaboré avec la Banque mondiale et le FMI un plan d'ajustement structurel, puis prouvé qu'il est capable de s'y tenir. A la fin de cette période, sa dette sera réduite si les paiements du principal et des intérêts excèdent les limites jugées supportables. Le service de la dette est ainsi considéré comme excessif s'il dépasse 20% de la valeur annuelle des exportations.

Mais les choses peuvent aller plus vite si un pays démontre à la fois l'urgence de ses besoins et sa bonne conduite. En novembre 1988, l'Ouganda et la Bolivie ont ainsi vu leur dette allégée. Le Burkina Faso, la Côte-d'Ivoire, le Guyana, le Mali et le Mozambique sont les prochains sur la liste. Globalement, les accords conclus prévoient des réductions de dettes de six milliards de dollars environ (en valeur nominale des montants dus aux conditions initiales des prêts).

Il est vrai que beaucoup de ces dettes n'auraient jamais été remboursées. Le

grand intérêt de l'Initiative, dit J. Katz, c'est qu'elle «*nettoie*» les comptes nationaux: les pays concernés pourront continuer à bénéficier d'une aide internationale, au lieu d'être obligés d'emprunter au prix fort sur les marchés. «*L'allègement de la dette n'est qu'un élément du dispositif qui vise à réduire la pauvreté et à promouvoir le développement durable. Il y en aura d'autres, plus importants, pour la plupart des pays: des aides financières nouvelles et de nouveaux flux de ressources diverses à des conditions préférentielles.*»

Les opposants à l'Initiative PPTE maintiennent que l'effort consenti pour aider les pays pauvres à gérer leurs dettes est bien faible comparé aux milliards de dollars mobilisés par la communauté internationale pour sauver les pays à revenus moyens et élevés, lors de la crise asiatique par exemple. «*Ce sont des types de financement très différents*, répond J. Katz. *A la Banque mondiale, nous avons le capital de base qui nous permet d'emprunter assez facilement et rapidement sur le marché des capitaux pour prêter de nouveau à la Corée du Sud. Mais, quand nous mettons de l'argent à la disposition d'un pays pauvre, les conditions ne sont pas celles du marché. Elles sont extrêmement favorables (service réduit au minimum). Cet argent-là vient essentiellement des contribuables – ce qui veut dire qu'il est très difficile à trouver.*» ■



● <http://www.worldbank.org/hipc>

L'excision hors-la-loi

Après d'autres pays africains, c'est au tour de la Côte-d'Ivoire d'interdire l'excision. Un projet de loi à cette fin sera soumis au parlement début 1999.

Ces mutilations traditionnelles consistent à sectionner le clitoris, et quelquefois les petites et/ou les grandes lèvres, des fillettes ou des jeunes adolescentes. Pratiquées avec des lames de rasoir ou des morceaux de verre sales, elles peuvent entraîner la mort.

Si le texte est voté, toute personne pratiquant une excision sera passible d'une peine de cinq ans de prison et d'une amende de 4 000 dollars. Toutefois, cette loi sera difficile à appliquer. Les femmes non excisées sont considérées comme «incomplètes» et susceptibles d'avoir des relations sexuelles avant le mariage, ce qui fait fuir les maris potentiels. «L'excision fait partie de la culture, et les parents ont honte d'avoir des filles non excisées», explique Geneviève Bro-Greve, présidente du Réseau ivoirien des associations de femmes. De plus, l'excision rapporte beaucoup d'argent à celles qui la pratiquent. C'est un événement rituel et social important.»

«Pendant la saison de l'excision, en décembre, je pouvais opérer jusqu'à 20 filles par jour», soupire Gueï Bah Koné, une professionnelle. Les parents me donnaient des moutons, des vaches et de l'argent. Aujourd'hui, je ne gagne plus rien.» L'analphabétisme constitue un autre obstacle à l'application de la loi: 68% des Ivoiriennes ne savent pas lire les journaux qui les informent de leurs nouveaux droits. Cette tâche est laissée aux ONG, comme l'Association ivoirienne pour la défense des femmes (AIDF). Sa présidente, Constance Yai, a sillonné le pays pour parler des dangers de l'excision et des risques d'infection par le virus du sida qu'elle entraîne. Elle explique que nombre de gens croient à tort que cette pratique est exigée par l'islam.

Bien que le Burkina Faso, le Nigeria, la Guinée et le Ghana aient interdit l'excision, elle s'y pratique toujours. En Guinée, comme en Côte-d'Ivoire, la moitié des femmes sont mutilées. Au Ghana, où 20% des femmes sont concernées, plusieurs exciseuses ont récemment été condamnées. ■

La nouvelle palette des musées

René Rivard*

Les objets du passé ont une âme que les conservateurs ont d'abord tenté de préserver. Puis les musées ont changé de visage. Tour d'horizon des grandes évolutions des 20 dernières années.

Les musées ont négocié un grand virage à la fin des années 60. Ils ont alors cherché à se refaire une beauté, à mieux jouer leur rôle pédagogique et à explorer de nouvelles pratiques pour attirer les visiteurs en plus grand nombre. Et ils se sont multipliés: plus de la moitié des quelque 25 000 musées de la planète ont été inaugurés au cours des 50 dernières années. Le concept même de musée a considérablement évolué jusqu'à prendre des formes très variées.

Conçus à la fin du XIX^e siècle pour rassembler, conserver et présenter au public les plus belles œuvres de la création humaine, les premiers établissements ont souvent manqué de moyens pour entretenir correctement ces objets d'art et les exposer de manière

attractive. Résultat: les musées étaient devenus des lieux gris, à la fois surchargés, exigus et de plus en plus poussiéreux...

Aujourd'hui, le gris n'est plus souvent de mise et une nouvelle palette de couleurs muséales pourrait être attribuée à sept grandes catégories non exhaustives: orange pour la tendance dite «*interprétation*», vert pour le mouvement *écomuséal*, jaune pour le parti pris *communautaire*, bleu pour l'optique «*partage du savoir*», or pour la recherche du *spectaculaire*, argent pour le mouvement *affairiste*, et mauve pour le courant *muséo-funéraire*.

Orange: les aspirations de l'interprétation

Amorcé au début des années 50 dans les parcs nationaux américains (Grand Canyon, Yellowstone, Everglades en Floride, notamment), ce mouvement de l'interprétation s'est ensuite étendu à travers le monde anglo-saxon, du Canada à l'Australie, en passant par le Royaume-Uni jusqu'aux pays anglophones d'Afrique.

L'interprétation marque un véritable tournant dans l'histoire des musées: elle privilégie le sujet ou le thème plutôt que l'objet muséalisé. Ce dernier, considéré comme un témoin du passé, n'est plus le centre de l'attention. L'interprétation préconise la provocation ou le choc avec les idées reçues, sans privilégier le discours didactique. Elle veut que le visiteur se réfère à son propre vécu plutôt qu'aux seuls savoirs scientifiques; elle mise sur une relation égalitaire entre le visiteur et le patrimoine qu'il appréhende. Outre les parcs nationaux, des centaines de lieux historiques à travers le monde ont adopté cette approche interprétative. On peut citer l'exemple de la Forteresse de Louisbourg au Canada, et ceux de Salem ou des Champs de bataille de la Guerre d'indépendance aux États-Unis.

Depuis la fin des années 70, ce mouvement propose de nouvelles méthodes de présentation axées sur la notion d'expé-

rience de visite. Les visiteurs explorent l'esprit d'un lieu chargé d'histoire, les connaissances et les savoirs qu'il peut leur procurer, ou la matière à réflexion qui s'en dégage. L'interprétation met alors le public face à des questionnements, des hypothèses et de nouvelles perceptions de l'histoire. La conquête de l'Ouest aux États-Unis, la traite des Noirs ou le colonialisme, par exemple, ont ainsi été remis en perspective. Par leur culture critique, les visiteurs développent alors leur propre interprétation des phénomènes qui leur sont présentés.

Au Québec, des musées conçus comme centres d'interprétation ont beaucoup expérimenté ce rôle d'interprète et de critique, proposant aux visiteurs des lieux et des expériences tout à fait novatrices. Ainsi, le Centre de la Bataille de la Châteauguay (l'invasion américaine repoussée par les Canadiens en 1812) a choisi de remettre en question le rôle du héros dans nos sociétés. Celui de Trois-Pistoles propose une réflexion autour de l'intense chasse à la baleine faite par les Basques dans l'estuaire du fleuve Saint-Laurent au XVI^e siècle.

Vert: le mouvement écomuséal

Dans les années 70, la démocratisation des musées a été poussée plus loin avec la formule des écomusées, lancée par Georges Henri Rivière. Ce novateur français a remis en question les trois composantes primaires du musée: un bâtiment, des collections et un public extérieur. A ses yeux, la notion de bâtiment devait disparaître au profit d'un territoire donné, les collections typologiques devaient céder la place au patrimoine *in situ* (naturel et culturel, étendu ou restreint) et le public devait être constitué par les habitants du territoire, à la fois usagers et conservateurs du patrimoine qui s'y trouvait.

*Conseiller en muséologie et mise en valeur du patrimoine

La revue pionnière

Elle fut, lors de son lancement par l'UNESCO en 1948, la première revue internationale sur les musées. Elle est restée la seule. Tribune d'information et de réflexion, *Museum International*, publiée chaque trimestre en cinq langues, a accompagné pas à pas les transformations radicales du monde muséal. En 50 ans, la revue a largement contribué à ce que la communauté internationale reconnaisse l'importance du patrimoine culturel. Au cours des dernières décennies, l'UNESCO a d'ailleurs aidé à concevoir, construire ou aménager des musées dans plus de 50 pays du monde.

Abonnement pour les éditions en français et en espagnol: Jean De Lannoy à Bruxelles.

Fax: 32 2 538 08 41

Internet: jean.de.lannoy@infoboard.be

Edition en anglais: Blackwell Publishers (Grande-Bretagne). Fax: 44 (0) 1865 381 381

Edition en russe: Tatiana Telegina (Moscou). Fax: 7 095 247 17 94

Edition en arabe: Fawzy Abd El-Zaher (Le Caire). Fax: 20 2 39 22 566



Au musée de la science de Monterrey, au Mexique.

En Europe et en Amérique du Nord, des expériences ont été menées en profondeur pour explorer le décroissement proposé par G. H. Rivière. On peut citer l'exemple du Parc culturel de la commune de Molinos (Aragon) en Espagne, celui de la Maison du Fier-Monde (milieu ouvrier) à Montréal au Québec, et ceux, français, des écomusées de la Margeride (milieu agricole) en Auvergne, ou de l'île d'Ouessant (milieu marin).

Jaune et bleu: le parti pris communautaire et le partage des savoirs

Le mouvement des écomusées est surtout rural. Il a eu son pendant urbain, inspiré par une prise de conscience du quart-monde des grandes villes américaines, au cours des années 70 et 80. Des *neighborhood museums* (musées de voisinage) sont alors apparus dans les quartiers défavorisés de New York, Washington, Chicago ou Tucson, pour ne citer que ces villes. Souvent situés dans d'anciens lieux publics, de simples maisons ou des hangars, ces musées reflètent la culture populaire locale, sur une base ethnique, ouvrière ou artisanale.

Ces nouvelles formes muséales ont souvent incité les institutions existantes à revoir leur place dans la ville et la société. Plusieurs musées conventionnels ont ainsi lancé des activités dites *outreach* (hors-les-murs) pour exposer dans les rues, les ban-

lieux ou les quartiers pauvres. Le Children Museum d'Indianapolis et le New York City Museum relèvent de cette catégorie. Ils abordent des thèmes comme la drogue, la violence ou les maladies transmises sexuellement, par exemple.

Dans la même palette de ces couleurs jaune et bleu étroitement reliées, deux autres tendances ont surgi dans plusieurs parties du monde. La première, apparue au milieu des années 80, est «militante»: le musée devient un outil de développement communautaire par la diffusion et la mise en commun des ressources qu'il détient. Plusieurs musées du Sahel (Niger, Burkina Faso, Mali) ont choisi cette approche, autour des objets de culture animiste qu'ils présentent. Cette tendance rejoint souvent les aspirations et pratiques des écomusées européens, des musées-territoires portugais, des *museos comunitarios* mexicains, des *neighborhood museums* américains ou sud-africains.

La deuxième tendance, celle du partage des savoirs, se retrouve surtout dans les musées de sciences naturelles et les musées de science et technologie. Elle a souvent pour objectif de susciter un intérêt, voire une passion pour les sciences et d'aiguiller les jeunes vers des carrières scientifiques. De nombreux musées de technologie et des centaines de *science centers* ponctuent maintenant le vaste tableau

mondial de la muséologie, dans les pays occidentaux mais aussi en Inde et en Extrême-Orient (Chine, Japon, Indonésie).

Or et argent: le spectaculaire et les affaires

De profonds changements et bouleversements économiques ont marqué les deux dernières décennies. Dans plusieurs pays, les budgets consacrés à la culture et aux musées ont diminué. Pour faire face à cette situation, plusieurs musées ont choisi des stratégies de présentation et de marketing leur permettant d'aller chercher les fonds nécessaires à leur fonctionnement et à leur développement, soit en créant de véritables spectacles, soit en adhérant aux tendances affairistes des années 80 et 90.

Dans les musées d'art surtout, le spectaculaire a pris son essor à travers les grandes expositions de type *unica* et *première*. Celle de Toutankhamon a lancé le mouvement au début des années 70. Ces événements exploitent à grand renfort de publicité la présentation des œuvres inédites de tel ou tel artiste, les collections particulières rarement présentées de tel collectionneur ou de tel musée, les trésors uniques, les objets porteurs d'exotisme ou de sensationnel, etc. Appelés *blockbusters* dans le monde anglophone, ces expositions à grand déploiement coûtent des millions. Elles sont censées rapporter d'importants dividendes aux musées ▶

pour leur permettre de combler leur déficit opérationnel ou de produire de nouvelles expositions. De nos jours, les directeurs des musées sont souvent recrutés pour leur capacité à lever des fonds ou à organiser de tels événements, dont on espère qu'ils ne seront pas déficitaires.

Cette tendance va en s'accroissant. Elle est inversement proportionnelle à la baisse des crédits de fonctionnement des musées et institutions culturelles. Le développement des boutiques de musées, véritables entreprises recherchant des bénéfices élevés, fait aussi partie de cette stratégie affairiste.

Mauve: le courant muséo-funéraire

Le musée peut aussi servir d'instrument de deuil à toute société désireuse à la fois se souvenir d'un âge d'or à jamais disparu et regarder le présent ou le futur en face. A travers les objets collectés et exposés, des événements ou phénomènes du passé peuvent être plus facilement considérés comme révolus, morts et irrévocablement perdus. A leur égard, une nostalgie moins morbide peut alors être entretenue.

Les Scandinaves utilisent depuis très longtemps le musée à cette fin. Il y a un siècle, les Suédois inventaient à Stockholm le premier musée de plein-air ou *skansen* pour faire le deuil de leur société agricole traditionnelle. Suédois et Norvégiens se tournent maintenant vers les musées du travail et les écomusées industriels pour

enterrer en grande pompe leur glorieux passé ouvrier et syndical, pour marquer le déclin ou le décès de leurs grandes industries lourdes et pour apprivoiser le développement de leurs technologies de pointe.

Depuis une quinzaine d'années, de nouveaux musées funéraires sont apparus un peu partout: ils ont été créés spécifiquement pour faire le deuil des atrocités et des grandes catastrophes inscrites dans la mémoire collective, souvent universelle. Ainsi en Amérique du Nord, en Europe et en Israël ont surgi de nombreux établissements dédiés à l'Holocauste, à la guerre du Vietnam et aux autres drames humains relativement récents.

En France, de nombreux musées comme le Mémorial de Caen, celui de Péronne et les musées consacrés à la Résistance ont ouvert leurs portes pour en finir avec les hantises mémorielles reliées aux deux grandes guerres. Il en est de même au Royaume-Uni et dans le reste de l'Europe. D'autres musées ont été créés pour commémorer des cataclysmes naturels: grandes inondations, éruptions volcaniques, séismes, etc. Ces musées font office de monuments funéraires et accompagnent les sociétés qui les créent dans le deuil qui suit forcément la perte d'êtres chers.

A l'approche du prochain siècle, cette peinture incomplète des musées d'aujourd'hui continuera de s'élaborer et de décliner ses couleurs et nuances, à l'infini des besoins humains. ■

Le musée de Chinatown à New York

■ Lieu du souvenir et du dialogue, le Musée d'histoire de Chinatown à New York explore depuis 1990 les rôles joués par les Chinois, les New-Yorkais non Chinois et les touristes dans le développement de ce quartier de Manhattan.

Ce musée est un véritable laboratoire où les activités d'exposition et d'animation sont entièrement vouées au dialogue entre les communautés. Les organisateurs prennent le pouls des problèmes du quartier et explorent avec le public, qu'il soit chinois, new-yorkais ou touristique, les solutions envisageables. Leurs expositions interactives ont pour but d'améliorer la qualité de vie des résidents, permanents ou temporaires. Quantités de questions sont abordées, qu'il s'agisse du logement, des problèmes démographiques, de la notion de respect et de reconnaissance, ou de la culture chinoise.

Eclaté en plusieurs lieux, le Musée d'histoire de Chinatown de New York

emploie des méthodes peu orthodoxes. A la manière d'un forum, il soulève des débats, encourage les visiteurs dans leurs revendications, aborde des faits historiques méconnus ou pourfend, avec la complicité des visiteurs, certains mythes et préjugés coriaces (les Chinois sont des illégaux sans papiers, tout juste bons à travailler dans des restaurants ou des laveries; ils mènent une vie secrète, donc douteuse, etc.). Surtout le musée n'hésite pas à jouer un rôle d'intermédiaire entre les citoyens et les pouvoirs publics, pour la défense des plus démunis...

Le Musée d'histoire du Chinatown entretient avec le passé des liens utiles mais se préoccupe surtout du présent et de l'avenir du quartier. Par le dialogue, il pense avoir trouvé une niche encore inexploitée. Par son ouverture, il invite tous les New-Yorkais et les visiteurs à comprendre et à aimer un quartier vivant, en plein développement. ■

Patrimoine mondial: les nouveaux sites

Le Comité du patrimoine mondial de l'UNESCO, réuni du 30 novembre au 2 décembre à Kyoto (Japon), a inscrit 30 nouveaux sites (trois naturels et 27 culturels) sur la Liste du patrimoine mondial, portant ainsi leur nombre à 582 dans 114 pays, dont deux nouveaux venus: la Belgique et les Iles Salomon.

Le choix du comité confirme son souci de préserver un patrimoine relativement récent. Après les usines de Volklingen (Allemagne) et de Verla (Finlande), trois nouveaux sites industriels ont été retenus cette année: la ligne de chemin de fer de Semmering en Autriche; les quatre ascenseurs hydrauliques pour bateaux sur le Canal du Centre en Belgique; la station de pompage à la vapeur de Wouda dans la province de Frise, aux Pays-Bas.

Voici les autres nouveaux sites, par pays:

Allemagne: Weimar classique. Belgique: les Béguinages flamands; la Grand-Place de Bruxelles. Bolivie: le Fort de Samaipata; Chine: le Palais d'été, jardin impérial de Beijing; le Temple du ciel, autel sacrificiel impérial à Beijing. Chypre: Choroikoitia. Espagne: l'art rupestre du Bassin méditerranéen de la péninsule ibérique; le centre historique de la cité d'Oviedo (extension des Eglises du royaume des Asturies déjà inscrites sur la Liste); l'Université et le quartier historique d'Alcalá de Henares. Fédération de Russie: les Montagnes dorées de l'Altai; France: les Chemins de Saint-Jacques-de-Compostelle; le site historique de Lyon. Iles Salomon: Rennell Est. Italie: le centre historique d'Urbino; le Parc national du Cilento et du Vallo Diano, avec les sites archéologiques de Paestum et Velia et la Chartreuse de Padula; la zone archéologique et la basilique patriarcale d'Aquilée. Japon: les monuments historiques de l'ancienne Nara. Liban: l'Ouadi Qadisha ou Vallée sainte et forêt des cèdres de Dieu (Horsh Arz el-Rab). Mexique: la zone archéologique de Paquimé, Casas Grandes; la zone de monuments historiques de Tlacotalpan. Nouvelle-Zélande: les îles subantarctiques de Nouvelle-Zélande. Portugal: les sites d'art rupestre préhistorique de la vallée de Côa. République tchèque: les jardins et château de Kromeriz; la réserve du village historique d'Holasovice. Suède: le port naval de Karlskrona. Turquie: le site archéologique de Troie. Ukraine: le centre historique de Lviv. ■

La presse à l'épreuve du Net



© O. Steinger/S&S, Paris

Contrainte d'investir le Web, la presse écrite doit innover avec un style et des services inédits. Au risque d'y perdre sa crédibilité et... ses lecteurs traditionnels.

Quel est l'impact d'Internet sur la production, la distribution et la consommation d'informations? Cette question est actuellement très débattue. «*Ce n'est pas la première fois que la presse écrite entre en concurrence avec d'autres médias. Il y eut autrefois la radio puis la télévision. Aujourd'hui, c'est Internet. Des concurrents insoupçonnés comme les moteurs de recherche, les services d'information gratuits, les bases de données et les chaînes de télévision en ligne y luttent au coude à coude pour capter l'attention des usagers et, de ce fait, les revenus de la publicité*», résume la spécialiste néerlandaise des médias, Monique van Dusseldorp, dans un rapport sur l'avenir de la presse écrite.

Les journaux ne peuvent en effet pas ignorer la progression vertigineuse de l'utilisation d'Internet. «*Il y a aujourd'hui 150 millions d'internautes dans le monde, a rappelé Randy Bennet, le directeur de l'Association des éditeurs de journaux des Etats-Unis (NAA), lors d'une conférence sur la presse électronique qui a eu lieu à Lyon (France) en octobre 1998. Ils seront près de 300 millions en 2001.*» Les projections concernant les dépenses de publicité en ligne sont encore plus frappantes. Selon l'institut de recherche américain Forrester Research, elles passeront de deux milliards de dollars aujourd'hui à quelque 15 milliards en 2003. «*Ces chiffres montrent qu'Internet devient un média de masse, que les annonceurs vont y investir de plus en plus et que les médias traditionnels vont devoir se frayer un chemin dans ce nouveau champ de l'information et du commerce*», en déduit R. Bennet. Pour Miguel Angel Bastenier, directeur des relations internationales du quotidien espa-

gnol *El País*, «*tous les journaux doivent aller sur Internet. C'est un service qu'ils doivent à leur public et un moyen de promotion. Ils ne peuvent pas courir le risque de voir les lecteurs se tourner vers la concurrence.*»

De fait, la presse écrite a investi le Web pour ne pas laisser le champ libre aux médias en ligne. La revue américaine *American Journalism* a récemment répertorié 3 622 journaux numériques dans le monde. En dehors des Etats-Unis, il en existe aujourd'hui 1 563, contre 900 il y a un an. Ils ont surtout proliféré au Canada, au Royaume-Uni, en Norvège, au Brésil et en Allemagne. Malgré tous les investissements qu'ils ont réalisés, aucun journal en ligne n'est encore rentable.

Le Wall Street Journal: une étonnante exception

Les professionnels de la presse écrite se trouvent tous confrontés au même dilemme: passer du papier à l'écran et gagner de l'argent sans porter atteinte au média d'origine, c'est-à-dire sans que les lecteurs n'abandonnent le journal traditionnel pour passer définitivement à sa formule électronique.

«*Il ne suffit pas de se faire une place sur le réseau. Il faut s'y maintenir sans faire perdre d'argent au support papier*, souligne André Jaunin, fondateur et éditeur d'Edicom, un site du groupe suisse Edipresse, qui publie des journaux et des magazines comme *Le Matin*, *La Tribune de Genève*, *Bilan* et *Optima*. *Il ne faut donc pas transposer le contenu du média écrit sur le Web. Il serait absurde d'y proposer gratuitement ce que nous vendons dans la rue. Notre publication élec-*

tronique est différente de celle que nous imprimons. Les informations y sont brèves, livrées en continu et remises à jour toutes les 10 minutes. Elles sont conçues pour être développées dans l'édition imprimée du lendemain.»

Mais l'information seule ne suffit pas. Il faut tirer profit des nouvelles technologies pour retenir l'attention des lecteurs sur le réseau. Pour séduire le public et les annonceurs, la presse électronique propose, entre autres, des services personnalisés, un courrier électronique gratuit, des articles interactifs et des forums de discussion. Selon R. Bennet, «*pour réussir, un média, quel qu'il soit, doit se laisser guider par le bon sens. Pour répondre aux besoins des consommateurs et des annonceurs, il faut se servir de la technologie, mais sans en devenir prisonnier.*»

L'éditeur de la version électronique du journal britannique *The Guardian*, Simon Walman, s'est donné beaucoup de peine pour créer de nouveaux produits qui intéressent son public. «*Nous avons par exemple conçu sur notre site un espace où nous retransmettons les matchs de cricket en temps réel. C'est un grand succès*», rapporte-t-il. *El País Digital*, le leader de la presse électronique espagnole avec 50 000 visites quotidiennes en octobre 1998, a remporté le même succès en diffusant en direct des parties d'échecs internationales, dont les Espagnols sont fous.

Pour ce qui est de la rentabilité, il n'existe pas de modèle universel ni de formules magiques. Les entreprises de presse qui se sont lancées sur le réseau tentent de survivre essentiellement grâce aux abonnements, à la publicité et au commerce électronique. Mais la plupart d'entre elles ont constaté que les

internauts, par définition nomades, ne sont pas prêts à payer pour des informations, à moins qu'elle ne soient vitales et uniques – ce qui est rare sur le Web. Le *Wall Street Journal* constitue une étonnante exception. Ce journal financier de référence compte plus de 250 000 abonnés, dont les deux tiers payent pour recevoir uniquement la version Internet de la publication. La rentabilité du *Wall Street Journal* n'est pas garantie pour autant. Du coup, de nombreux journaux et bulletins d'information électroniques américains, qui avaient misé sur Internet pour gagner des abonnés, ont changé leur fusil d'épaule. Ils cherchent désormais en priorité à attirer un maximum de visiteurs pour pouvoir vendre des espaces publicitaires. La version numérique gratuite du journal *El País* tire d'ores et déjà l'essentiel de ses revenus de la publicité. Ses responsables espèrent en retirer quelque 700 000 dollars en 1998. Mariló Ruiz de Elvira expose leur nouvelle stratégie: développer le commerce électronique, la consultation d'archives et d'autres produits et services payants. Pour sa part, André Jaunin précise qu'en dehors de la publicité, les principales sources de revenus générées par le site Internet d'Edipresse sont les ventes électroniques de voyages, de vins, de livres et de musique.

Internet rend possible une distribution universelle et instantanée des journaux mais il les oblige aussi à renouveler constamment leur contenu. Comment, dans ces conditions, trouver le temps de vérifier l'information avant de la diffuser? C'est un autre dilemme: être les premiers ou les plus fiables. Soumis à des pressions financières et à une concurrence féroce, les journaux numériques peuvent céder à la

tentation. Il leur arrive de livrer des articles au contenu imprécis, et de négliger leur devoir de rigueur.

La crédibilité de l'information en ligne

L'offre quasi illimitée d'informations d'origines multiples et variées sur le réseau est également source de confusion. Cette réalité n'en confère que plus de valeur au travail de sélection, à la rigueur et à l'objectivité des journaux traditionnels. R. Bennett estime ainsi que les habitudes des consommateurs vont évoluer à cause des nouvelles technologies. Mais la demande d'information fiable, synthétique et facile d'accès sera toujours là. «*Plus que jamais, le rôle des médias traditionnels est de se concentrer sur ces attentes, en transposant sur le réseau la crédibilité et la confiance qu'ils ont acquises au bout de longues années*», estime-t-il.

Le papier se noiera-t-il dans l'océan numérique? Pour M. A. Bastenier, une grande partie des journaux est condamnée à disparaître. «*Seuls survivront les grands comme Le Monde ou El País, qui ont une vision à long terme, ou les très petits, les journaux régionaux et de proximité qui traitent tout ce qui concerne une communauté donnée. Mais pour moi, regarder un écran ne remplacera jamais le plaisir de lire sur le papier, de tourner les pages à mon gré ou de mettre un article de côté pour plus tard.*» La presse imprimée n'a pas donc pas écrit son dernier mot.

L'irruption d'Internet dans le monde de l'information marque peut-être un tournant aussi important que l'invention de Gutenberg. Une chose est sûre: rien ne sera jamais plus comme avant. ■

Jany Lesseur

De la psychologie du portable

Le tout nouvel utilisateur d'un téléphone portable se reconnaît de loin. Dans la rue, il arbore le sourire triomphant de l'enfant qui vient de recevoir le jouet de ses rêves. Et il parle fort dans l'appareil, dont il a peine à concevoir que la petite taille ne nécessite pas un surcroît de décibels. A cet instant, il jouit d'une grande sensation de liberté: il va pouvoir joindre qui il veut quand il veut et lui-même pourra être contacté partout, sans délai.

Le téléphone fixe avait mis un siècle avant de devenir un objet usuel. En une décennie, le portable s'est répandu dans les pays du Nord mais aussi du Sud: les quelque 275 millions d'abonnés à un quelconque service de radiotéléphonie dans le monde devraient être, d'après les prévisions, 530 millions en 2003. Pour le moment, les pays nordiques tiennent la palme: le taux d'équipement de la population est de 53% en Finlande, 47% en Suède et 44,15% en Norvège. Suivent le Japon (34,5%), l'Italie (30%) et les Etats-Unis (24%).

Le portable «s'est intégré avec une étonnante rapidité dans le petit cercle des objets élus de l'extension du corps», au même titre que la montre ou la paire de lunettes, relève le sociologue Jean-Claude Kaufmann dans le journal *Le Monde*. A la fois révélateur et accélérateur des mutations de notre époque, il permet de mélanger les aspects professionnels, personnels et sociaux de nos vies à tout moment. Il répond à la «montée de l'urgence» dans nos sociétés pressées, il procure un don d'ubiquité, il réduit les angoisses liées à l'absence ou au vide notamment, expliquent sociologues et psychiatres.

Mais le portable bouscule aussi la notion de «savoir vivre»: sa sonnerie est de plus en plus mal vue dans les lieux publics (restaurants, cinémas, musées, voire les trains) perçus comme de rares «bulles de détente» devant justement échapper à l'urgence. Et il pose à son utilisateur de nouveaux dilemmes: quand laisser le portable ouvert ou fermé et à qui donner son numéro? Est-il vraiment souhaitable de pouvoir être joint partout et à tout moment par son patron, sa mère, sa compagne ou son compagnon? La psychologie du portable ne fait que commencer à s'écrire. ■

Le site du mois

<http://www.unu.edu/>

Cette université n'a ni campus, ni salle de cours. La «faculté» de l'Université des Nations unies (UNU) est en fait son réseau mondial universitaire: ses «étudiants» sont surtout de jeunes chercheurs ou des professionnels des pays en voie de développement qui reçoivent une formation de troisième cycle.

En 1969, U Thant, alors secrétaire général de l'ONU, avait souhaité que soit menée, au sein d'une institution universitaire, une réflexion sur les grands problèmes mondiaux, à travers des échanges entre les scientifiques et les spécialistes de différents pays. L'UNU a ouvert ses portes six années plus tard. Basée à Tokyo, elle dispose notamment de cinq centres de formation et de recherches répartis à travers le monde. Ses priorités sont actuellement le développement économique, les nouvelles technologies, la gestion des ressources naturelles, la biotechnologie et l'environnement. L'UNU s'apprête par ailleurs à lancer un programme destiné aux étudiants et aux diplômés du troisième cycle qui cherchent du travail dans le secteur international, public ou privé.

La page d'accueil du site donne un aperçu des activités de l'UNU, de ses thèmes de recherche, de ses séminaires et conférences organisés à travers le monde. L'UNU publie par ailleurs des documents et collabore à cinq journaux professionnels. ■

Le casse-tête des

droits d'auteur en ligne

Les journalistes réclament une rétribution supplémentaire pour la réutilisation de leurs articles dans les médias électroniques. Ils n'obtiennent pas souvent gain de cause.

qué en justice un éditeur qui avait rediffusé sur Internet, sans leur accord, des textes déjà publiés. Cette affaire (Tasini contre *New York Times*) a été suivie avec beaucoup d'attention parce qu'elle constituait une première. Or, la justice américaine, par une décision rendue en 1997, a donné raison à l'éditeur, estimant que le droit d'auteur en vigueur aux États-Unis autorisait celui-ci à réutiliser des contributions «dans toutes ses nouvelles éditions», électroniques ou pas. Les journalistes concernés ont fait appel.

«La législation américaine actuelle sur les droits n'évoque pas le cas des médias électroniques», souligne Dan Carlinsky. Les auteurs font pression pour que ce vide juridique soit rapidement comblé, d'autant que les tribunaux enregistrent de plus en plus de plaintes de leur part.»

Un accord novateur au journal *Le Monde*

Le droit européen n'aborde pas non plus, de manière explicite, la question des droits électroniques. Cependant, certains, comme Renate Shroeder, porte-parole de la Fédération européenne des journalistes basée à Bruxelles, estiment que, dans les principes qu'elle énumère, «la législation européenne actuelle sur le droit d'auteur est suffisante pour régler les conflits entre auteurs et éditeurs sur les nouveaux médias».

Dans les pays scandinaves, de même qu'en France et en Allemagne, le droit est souvent assez favorable aux auteurs. Le principe retenu en général est que les auteurs doivent donner leur accord sur la réutilisation (à quel média et dans quelles conditions) de leurs textes. Et s'ils sont consentants, ils perçoivent une nouvelle rétribution. Dans certains cas, des accords ont été spécifiquement négociés sur les droits électroniques. Ainsi, dès

1996, le grand quotidien français *Le Monde* a mis au point un système novateur. Le journal reverse un certain pourcentage des revenus annuels générés par ses éditions en ligne et sur CD-Rom à tous ses journalistes, sur une base égalitaire, que leurs articles aient ou non été publiés sur ces supports et quelle que soit la fréquence de leurs éventuelles reprises. Selon Michel Colonna d'Istria, responsable des services multimédia du *Monde*, «cette entente est la première du genre, en France tout au moins, et fonctionne à la satisfaction générale».

Au Royaume-Uni et aux Pays-Bas, le droit d'auteur est plus ou moins d'inspiration américaine: les éditeurs considèrent souvent que les journalistes ont cédé leurs droits une fois pour toutes et que leurs articles peuvent être réutilisés sans contrepartie financière. Toutefois, en 1997, trois journalistes hollandais ont, pour la première fois, gagné un procès contre le journal *De Volkskrant* qui avait publié leurs articles sur CD-Rom et sur Internet sans leur permission.

Au Royaume-Uni, le groupe de presse Jane, éditeur de *Jane's Defence Magazines*, exige des auteurs qu'ils lui cèdent tous leurs droits pour ses deux éditions, papier et électronique, et les rémunère en une seule fois. «Jusqu'ici, personne ne s'est plaint», relève le porte-parole de Jane.

Estimant que le système anglo-saxon avantage les éditeurs au détriment des auteurs, le Syndicat national des journalistes (NUJ) basé à Londres mène campagne au Royaume-Uni pour l'ouverture de négociations spécifiques sur les droits électroniques. Son délégué, Mike Holderness, estime qu'il est urgent de légiférer et d'harmoniser les lois au sein de l'Union européenne dans ce domaine. ■

Ethirajan Anbarasan



© K. Vargus/Sis, Paris

Parce que leurs articles sont de plus en plus souvent repris sur Internet, les journalistes réclament, dans de nombreux pays, la protection de leurs droits d'auteur. Ils s'opposent aux éditeurs, dont certains exigent dorénavant qu'un auteur cède tous ses droits, y compris électroniques, lorsqu'il signe un nouveau contrat.

Il y a encore quelques années, les auteurs (journalistes, écrivains et tout producteur de texte) n'examinaient pas à la loupe leurs contrats lorsqu'ils avaient la chance d'en signer un. Aujourd'hui, auteurs et éditeurs font très attention aux mentions portant sur la réutilisation de leurs textes sur Internet et sur tous les supports multimédias.

Les auteurs avancent que le droit d'auteur actuel protège leurs textes imprimés sur papier et publiés en général une seule fois, tandis que le contenu des publications électroniques peut être mis en ligne à plusieurs reprises, générant à chaque fois un nouveau potentiel de revenus publicitaires. «C'est pourquoi nous disons aux auteurs qu'ils ne doivent surtout pas accepter un seul et unique versement d'honoraires pour une cession permanente de leurs droits», dit Dan Carlinsky, vice-président de la Société américaine des journalistes et des auteurs (ASJA).

Quelques éditeurs américains s'ouvrent à cette logique mais la plupart arguent qu'une fois leurs droits cédés, les auteurs ne peuvent plus prétendre à une nouvelle rémunération, quelle que soit l'utilisation ultérieurement faite de leurs écrits. En 1993, un groupe de journalistes indépendants de New York a atta-

Yordan Raditchkov:

A travers ses nouvelles et ses pièces de théâtre, le «Kafka de Sofia» utilise l'arme du grotesque contre l'absurdité du monde. Il puise son art dans la sagesse paysanne bulgare, qui a traversé toutes les épreuves.



© Ivan Bakalov

Vous aimez dire que la vie est une belle phrase pleine de fautes d'orthographe. Les vies humaines sont des phrases écrites avec beaucoup d'amour et d'inspiration, mais pleines de fautes, et la mienne ne fait pas exception. Aussi vieux et sage soit-il, l'homme commet toujours des erreurs.

Vous avez aussi dit que l'homme était le brouillon de Dieu. Compareriez-vous Dieu à un écrivain qui fait beaucoup de ratures? Je me garderais bien de comparer Dieu à quiconque, et surtout à un écrivain. Dieu ne se trompe pas, et je m'imagine mal dans le rôle de l'imbécile qui chercherait ses fautes. Je ne sais pas si Dieu existe. Si oui, tant mieux; sinon, ce n'est pas un malheur.

Quant à l'homme... L'autre jour, je prenaï mon café, j'écoutais la radio et j'observais par ma fenêtre une pie qui s'occupait de ses petits dans son nid. Et je me suis dit: l'homme est comme un insecte, il est capable de regarder dans différentes directions en même temps, un œil vers l'extérieur, l'autre vers l'intérieur.

Quel regard portez-vous sur le monde? Je suis persuadé que le désordre est son état naturel. C'est nous qui commettons l'er-

reur de chercher à l'arranger. L'homme tend à ordonner l'univers alors qu'il est incapable de l'ordre en lui-même.

Prenez-vous le monde au sérieux?

Il le fait déjà avec suffisamment de conviction lui-même pour que j'y rajoute mon grain de sel! Tout y est extrêmement sérieux: les comités, les fondations, les organisations internationales, les régimes politiques... sans parler de ces individus qui se donnent des airs graves et croient ferme à leur grandeur. Mais lorsque ces messieurs se promènent, montés sur leurs grands chevaux, un chapeau melon sur la tête, ils oublient qu'il suffit d'un coup de vent pour l'emporter et toute leur grandeur avec. Je déteste les choses mortellement sérieuses.

Vous avez un goût prononcé pour l'absurde et le paradoxe, qui sont à la base de votre approche littéraire.

Dans ce monde ennuyeux, c'est la seule approche raisonnable. Au risque de vous choquer, je suis convaincu que l'humanité s'ennuie. Elle attend le moindre prétexte pour se divertir. Les mécanismes de divertissement sont très simples: il suffit de se référer à l'affaire Monica Lewinsky aux Etats-Unis! Aux quatre coins du monde, les

gens se sont sentis concernés, s'y sont impliqués et se sont bien amusés. Je me dis que mon lecteur est aussi quelqu'un qui s'ennuie et qui a besoin d'être divertit. J'écris donc à son intention des choses qui m'intéressent et m'amuse moi-même. Rassurez-vous, mes intérêts vont au-delà des affaires Lewinsky et autres. J'ai une fascination pour la sagesse paysanne qui se cache derrière l'apparente naïveté des gens simples. Elle est sous-jacente à tous mes récits.

Quelles réflexions l'actualité vous inspire-t-elle?

L'actualité est comme l'eau douce que les fleuves ne cessent de déverser dans l'océan. Mais elle ne le rend pas plus doux: il conserve son goût salé; sa nature profonde reste inchangée.

Par ailleurs, j'ai le fort sentiment que le monde actuel se précipite vers une provincialisation des mentalités. Ces dernières n'évoluent pas au même rythme que la technologie. Elles le font même, je dirais, à contresens. Prenons encore le cas des Américains. Ils sont allés sur la lune, et cela leur fait honneur. Mais ces mêmes Américains ont fait un tel battage autour des frasques de leur président qu'on ne peut pas s'empêcher de se demander si, en dépit de leur

L'invraisemblable Bulgare

modernité technologique, les Etats-Unis ne deviennent pas quelque part une province reculée du monde.

La province reculée est le cadre privilégié de votre univers littéraire. Comment est née l'idée du cycle de Tcherkaski, ce village mi-réel, mi-imaginaire, situé au fin fond de la Bulgarie?

C'était dans les années 60. La Bulgarie traversait une période pour le moins complexe. J'ai toujours eu un penchant naturel pour le grotesque. Le Tcherkaski de mes récits est le fruit de cette combinaison du complexe et du grotesque. Mais le village existe réellement. Il est voisin de l'endroit où je suis né. Je le connais bien. Beaucoup de mes camarades de classe viennent de là-bas. Ce sont des gens invraisemblables. Ils n'ont pas changé avec le temps: je me suis fait arrêter par les autorités locales lorsque je suis retourné à Tcherkaski, en 1968, pour tourner un film inspiré de ma nouvelle *Le Ballon captif*.

Pourquoi vous a-t-on interpellé?

Parce que ce que je faisais n'était pas conforme aux idéaux du parti communiste. Ma nouvelle, à peine imprimée, a été interdite et le film, fini après moult péripéties, a été retiré après sa première projection. La censure a estimé que mon œuvre représentait une atteinte grave à la dignité du peuple bulgare. A cette époque, la littérature était glorificatrice ou censurée. Pour être reconstruit, mon œuvre devait être «héroïque».

Trouver des «héros irréprochables» au fin fond de la Bulgarie, ou de tout autre pays, n'est pas facile.

En Bulgarie, si on n'est pas un héros, survivre n'est pas facile non plus. Vous ne saviez pas que les Bulgares étaient tous des héros?! Vous ne saviez pas que nous étions les meilleurs?! Nous avons laissé tous les vices à nos voisins et avons gardé toutes les vertus pour nous seuls. Cela nous emplit d'orgueil. Mais à vrai dire, un peu partout dans le monde, j'ai pu constater le même phénomène.

Ne vous a-t-on pas reproché surtout des personnages réfractaires à toutes les idéologies?

Les autorités de l'époque n'étaient pas capables d'analyses aussi subtiles. Une de mes nouvelles, politiquement très engagée, raconte l'histoire de Gotsa Gueraskov qui se rend à Paris en pensée, mais débarque un jour de congé. Déçu de voir une ville complètement endormie, il rebrousse chemin à peine arrivé. La censure n'a remarqué ni la dimension politique, ni la critique du régime, qui se profilaient entre les lignes. J'aurais situé la même histoire à Moscou, la réaction aurait été violente. Heureusement, les commis-censeurs lisaient mon œuvre au premier degré.

Je n'en éprouve pas la moindre gêne. Souvent, lorsque les critiques ne savent plus quoi dire, ils comparent l'écrivain à quelqu'un d'autre.

Mais chez García Márquez, il n'y a pas d'êtres surnaturels comme vos «ténets» ou vos «verbludes». Les avez-vous inventés ou les avez-vous empruntés à la tradition bulgare?

Le «verblude» est sorti directement de mon imagination, alors que le «ténets» est une créature des contes. Son nom vient peut-être du mot russe *tem* qui veut dire ombre. Selon la croyance, si un chat saute par-dessus le corps d'un défunt, ce dernier ne pourra jamais rejoindre l'au-delà. Il restera

L'homme est comme un insecte, il est capable de regarder dans différentes directions en même temps, un œil vers l'extérieur, l'autre vers l'intérieur

Votre univers littéraire est imprégné par le surnaturel. Est-ce dû à la seule nécessité d'utiliser un «langage codé» durant la dictature, ou cela correspond-il à une recherche esthétique? Auriez-vous écrit de la même façon en démocratie?

Je n'aime pas m'exprimer de manière directe. J'ai certes travaillé un peu à la manière d'Esopo ou de La Fontaine, mais j'aurais écrit la même chose et de la même manière sous n'importe quel autre régime politique. Certains critiques ont estimé que je me suis beaucoup inspiré du folklore bulgare. Il est vrai que tous mes écrits portent la marque de ma région natale. Mais il est aussi vrai que, autrefois, ce que j'écrivais n'était pas toujours compris en Bulgarie. Parfois, les critiques étaient durs avec moi. Il a fallu attendre les traductions des livres Gabriel García Márquez pour que mon œuvre soit pleinement acceptée.

Depuis, la comparaison de votre œuvre avec la sienne est devenue permanente. Cela vous flatte-t-il ou vous agace-t-il?

sur Terre et deviendra une sorte de vampire. Mais les vampires sont une spécialité roumaine. Nos «ténets» sont bien plus gentils. Non seulement ils ne boivent pas de sang, mais ils veulent se rendre utiles. On dit qu'un «ténets» a fini de tisser le tapis d'une femme tombée malade. Un autre a tapé une nouvelle sur ma machine à écrire...

Vous n'y croyez peut-être pas, mais les gens de ma région y croient. Un jour, dans le village natal de ma mère, j'ai demandé à une vieille femme si elle n'avait pas vu un «ténets» ces derniers temps. Elle m'a répondu «Ah, non, ça fait longtemps qu'on n'en a pas vu par ici, mais il y a quelques jours, ils en parlaient à la radio». En fait, c'était une de mes nouvelles qui avait été diffusée!

Les habitants de Tcherkaski vivent dans l'isolement le plus total: le comble de l'exotisme est pour eux la Roumanie, sur l'autre rive du Danube, où ils ne sont d'ailleurs jamais allés. Leur vie a-t-elle changé depuis la chute du mur de Berlin? ►

Beaucoup. La télévision est arrivée dans les coins les plus reculés. Elle a élargi les horizons et fait naître de nouveaux intérêts et de nouvelles envies. Il y a quelque temps, je suis allé rendre visite à mes cousins dans une petite ville voisine de Tcherkaski. Leur maison était vide. Comme de coutume, les voisins sont aussitôt apparus pour me dire qu'ils n'étaient pas là. «Où sont-ils tous passés?», ai-je demandé. J'étais étonné parce que mes cousins étaient relativement âgés et que, d'habitude, il restait au moins une vieille mémé à la maison. «Ils sont tous partis à la salle de lecture municipale, m'a-t-on répondu, regarder un spectacle de strip-tease».

On ne peut pas dire que le changement n'a pas été radical! Mais ce n'est pas tout. La modernité a eu un grand impact sur mon village: il a été englouti et rayé de la carte à cause de la construction d'un barrage! Et comme si elle voulait nourrir mes récits, la marche vers l'Occident ne cesse d'avancer dans le sens que vous pouvez deviner: Jivkov à peine tombé, on rebaptisait déjà les villes, car, comme tout le monde le sait, ces changements sont essentiels. Aussi, le chef-lieu de cette même région, Mihailovgrad, est devenu Montana, tout comme l'Etat américain. Il faut dire que cette ville a si souvent changé de nom qu'elle ne sait plus comment elle s'appelle. Dans le temps, elle s'appelait Koutlovitsa. Vous admettez que le nom est «barbare». Un jour, au début de ce siècle, un homme à barbe a traversé la ville en voiture. Aussitôt, la rumeur s'est répandue que c'était le roi Ferdinand de Bulgarie en personne. Les



«En Bulgarie, si on n'est pas un héros, survivre n'est pas facile.»

notables de la ville se sont réunis, ils ont rédigé une pétition qu'ils ont adressée à l'Assemblée nationale de Sofia, pour exiger un changement du nom en «Koutlovitsa de Ferdinand». Cela faisait beaucoup plus chic!

Comment la Bulgarie a-t-elle évolué au fil du temps? Où va-t-elle, selon vous? Pendant très longtemps, j'ai vu la Bulgarie comme un ours blanc flottant sur un iceberg, tout seul au large de l'océan. Ce n'est pas que nous soyons descendus de l'iceberg, ces dernières années, mais au moins, nous croisons d'autres ours, nous nous faisons des signes de la main... Bientôt nous

ne serons plus seuls. Je pense que nous sommes sur la bonne voie pour nous en sortir. Nous ne sommes plus isolés et le monde nous regarde autrement. J'ai bon espoir pour l'avenir.

La Bulgarie a pourtant toujours ses problèmes, notamment économiques. Comment les gens y vivent-ils? Je vais paraphraser une réplique d'une nouvelle de Maupassant, qui dit *grosso modo*: «Quelle chance nous avons de mourir entourés de médecins en blouses blanches!».

Vous avez eu un engagement politique tardif et paradoxal. Invité au «petit

La Bulgarie

Superficie : 111 000 km²

Population : 8 726 000 habitants



Chronologie

XIV^e-XIX^e siècles: occupation ottomane.
1878: suite à la guerre russo-turque, la Bulgarie devient indépendante.
1912: lors de la première guerre balkanique, la Bulgarie combat avec la Grèce,

la Serbie et le Monténégro contre l'Empire ottoman.

1913: mécontente du partage, la Bulgarie se retourne contre ses ex-alliés, mais elle est défaite.

1914-1918: la Bulgarie rejoint les puissances centrales (Allemagne, Autriche-Hongrie) qui seront défaites.

1941-1944: la Bulgarie combat au côté du Reich et occupe une partie de la Grèce et de la Yougoslavie.

Septembre 1944: les communistes prennent le pouvoir.

1954-1989: dictature de Todor Jivkov.

10 novembre 1989: Todor Jivkov est destitué lors d'une révolution de palais soutenue par Moscou.

Novembre 1991: prise du pouvoir par les démocrates.

Janvier 1995: les néo-communistes, sous

le nom de Parti socialiste, reviennent au pouvoir.

Février 1997: les démocrates chassent une deuxième fois les socialistes.

Données économiques

Pays essentiellement rural avant 1944, la Bulgarie s'était spécialisée pour l'ensemble du bloc de l'Est dans les industries mécaniques, électroniques, chimiques et alimentaires. Après la chute du communisme, plus de la moitié de la population est passée en dessous du seuil de pauvreté. Ce n'est qu'à partir de 1997 qu'une certaine amélioration s'est fait sentir.

PNB: 1140 dollars par habitant (1997), soit près de deux fois moins qu'en 1990.

déjeuner des dissidents» avec le président français François Mitterrand en 1989, vous avez cependant été élu député sur une liste socialiste lors des premières élections libres deux ans plus tard...

A cette époque-là, Ceausescu venait d'être assassiné et la Bulgarie prenait la voie de la Roumanie: elle menaçait de se noyer dans un bain de sang. Le groupe d'intellectuels, dont je faisais partie, estimait que si on se réunissait autour du parti socialiste, on pourrait peut-être canaliser la tension qui montait de la rue. Les socialistes français y étaient aussi pour quelque chose. Je ne regrette pas cette expérience, mais je la considère comme une erreur de parcours. Cela dit, je n'ai jamais mis les pieds au Parlement et j'ai démissionné.

Ces bouleversements historiques ont-ils influencé votre œuvre?

Non. Mais ils ont certainement influencé la littérature en général. Ils ont d'abord débarqué notre littérature nationale du fardeau de la «glorification» que j'ai évoqué. Les auteurs s'expriment plus librement. La qualité littéraire s'en est-elle améliorée? Je n'en suis pas certain.

L'ouverture vers l'étranger a-t-elle suscité de nouveaux courants littéraires en Bulgarie?

Oui, et notamment chez les jeunes auteurs. Mais encore une fois, permettez-moi d'exprimer un doute sur la qualité du résultat. Je ne suis pas contre les influences qui peuvent être fructueuses, mais, comme disait Maupassant, c'est en Orient qu'on

«Je suis convaincu que l'humanité s'ennuie.»

danse la meilleure danse du ventre. Je n'aime pas les pseudo-innovations. Je vous paraîtrai peut-être vieux jeu, mais je regrette le temps où Victor Hugo était publié en Bulgarie à 80 000 exemplaires, tous vendus! Pour un pays de quelque huit millions d'habitants, ce n'est pas négligeable. Il y avait une tradition de la lecture qui est en train de disparaître actuellement. Les fameuses salles de lectures, instaurées dans le pays depuis le XIX^e siècle, se transforment, comme je vous le disais, en cabarets.

tout petit oiseau soit plus sage que l'homme?

Pensez-vous qu'au regard des tragédies qui frappent les Balkans, les écrivains de cette région ont un rôle particulier à jouer?

L'écrivain peut décider de défendre une cause à travers son œuvre, comme il peut décider du contraire. C'est un choix personnel. Là-dessus, je n'ai pas de conseil à donner, car, comme on dit chez nous, «*si on veut faire du mal à quelqu'un, on le conseille*». Finalement, tout dépend du

La douleur est la même pour tout le monde. Elle ne fait pas de différence entre les races et les peuples. Elle rend les hommes égaux

En raison de cette grave crise économique et morale, nombre de jeunes Bulgares ont émigré ou songent à le faire. Avez-vous un message à leur intention?

Je serais tenté de leur dire: restez chez vous. On n'est nulle part aussi bien que chez soi. Mais je me garde de persuader ou de dissuader quiconque. Je ne peux parler qu'en mon nom: à mes yeux, l'homme doit puiser l'eau à son puits. Les Français ont leurs puits, les Allemands ont les leurs, même s'ils y puisent de la bière... Et je pense que chacun devrait en faire autant. Regardez les animaux sauvages. Où qu'ils aillent, ils retournent à leur antre. Les saumons s'en vont mourir dans la mer des Sargasses. Les oiseaux reviennent chez eux, aussi loin qu'ils aillent pour migrer. Peut-on imaginer qu'un

contexte spatio-temporel. Il y a peut-être des endroits dans ce monde où l'écrivain peut ne pas éprouver le besoin de s'engager. Je crois que c'est impossible dans les Balkans. En Bulgarie, les écrivains ont toujours été associés à tous les mouvements sociaux, politiques, religieux et, bien sûr, culturels.

Une démarche commune des écrivains des Balkans est-elle envisageable pour rétablir des liens coupés entre leurs pays?

Par tradition, les écrivains dans les Balkans sont désunis, les peuples entretenant des relations plus ou moins conflictuelles. Chaque écrivain reste dans son camp. Cela ne veut pas dire qu'il n'y ait pas une certaine solidarité intellectuelle. Par exemple, une de ▶



© Roumana Ougardchinska-Vinceni, Paris

mes pièces interdites en Bulgarie a été jouée d'abord en République de Macédoine, en 1988. A quelques exceptions près, les écrivains n'ont rien fait pour aggraver les conflits mais rien non plus pour les atténuer. Les intellectuels macédoniens et grecs se sont rapprochés ces dernières années – ce qui me paraît la chose la plus raisonnable à faire – mais je ne connais pas d'autres initiatives de ce genre. J'ai participé en tout et pour tout à deux réunions entre écrivains balkaniques et je n'en garde pas le souvenir d'une grande convivialité.

Cela reflète en quelque sorte la situation en Europe. Je comprends les Américains qui se demandent comment il est possible que, sur un territoire aussi exigu, existe un aussi grand nombre de peuples différents, de langues différentes... Le morcellement de l'Europe est encore plus prononcé dans les Balkans.

En Europe, la tendance est pourtant à l'unification... L'écrivain portugais Miguel Torga avait dit: «L'universel, c'est le local moins les murs»? Qu'en pensez-vous? Je pourrais faire mienne cette affirmation. Vous voyez, Sofia est située sur l'axe Londres-Calcutta. Autrefois, elle se trouvait sur la route de la soie. Cette situation géographique lui a donné un esprit d'ouverture, même si la Bulgarie est souvent restée isolée depuis le xv^e siècle. Une autre route traverse Sofia, à mon sens tout aussi importante que celle des hommes: c'est la

route des oiseaux migrateurs. Elle a pour nom «la grande route d'Aristote». C'est au carrefour de ces deux routes qu'il faut chercher le noyau universel de mon pays.

Si vous deviez ne citer qu'un mot pour définir l'universel, que diriez-vous? Je dirais: douleur. En tant qu'écrivain, je suis très sensible à la douleur humaine. C'est elle qui rend les hommes égaux. Elle est la même

pour tout le monde et ne fait pas de différence entre les races et les peuples. Ce n'est pas parce que l'Anglais a un sens développé de l'humour qu'il a moins mal qu'un autre lorsqu'on lui arrache une dent.

Le spectacle de la douleur fait partie de ce qui est censé rendre les gens plus humains... ■

Propos recueillis par
Jasmina Sopova et Eric Naulleau, éditeur

Un écrivain prolifique

Yordan Raditchkov est né en 1929 à Kalimanitsi, un village du nord-est de la Bulgarie, aujourd'hui englouti sous les eaux d'un barrage.

Correspondant en province de différents journaux et scénariste pour le studio national de la cinématographie, il a également été membre de la rédaction de plusieurs revues littéraires.

Invité en 1989 au «petit déjeuner des dissidents» par François Mitterrand, il n'en est pas moins élu député, deux ans plus tard, sur une liste socialiste. Passablement échaudé par cette expérience politique, il a rapidement démissionné.

Sa carrière littéraire débute en 1959 avec un recueil de nouvelles intitulé *Le Cœur bat pour les hommes*. Plus d'une quarantaine de livres ont suivi avec, en 1971, l'obtention du prix Dimitrov pour la littérature, l'une des plus hautes distinctions bulgares. De nombreuses récompenses lui ont été également décernées en dehors de la Bulgarie dont, en 1984, le prestigieux prix Grinzane Cavour pour le meilleur livre étranger paru en Italie. Particulièrement apprécié dans ce dernier pays et dans les pays scandinaves, il a publié plus d'une centaine de titres en langues étrangères.

En français:

Les Cours obscures, Paris, Gallimard, 1980

L'Herbe folle et autres récits, Paris, Est-Ouest international, 1994

Nous les moineaux, Paris, L'Esprit des péninsules, 1997

Les récits de Tcherkaski, Paris, L'Esprit des péninsules, 1998 ■

OUI, je désire m'abonner au Courrier de l'UNESCO

Langue choisie: anglais espagnol français

Tarifs (frais d'expédition inclus):

Pays industrialisés:

- 1 an: 211 FF au lieu de 264FF* (11 numéros dont un double)
 2 ans: 396 FF au lieu de 528FF* (22 numéros dont deux doubles)
 Reliure: 72 FF (pour 11 numéros dont un double)

Pays en développement, étudiants ou lycéens (joindre la copie de la carte):

- 1 an: 132 FF (11 numéros dont un double)
 2 ans: 211 FF (22 numéros dont deux doubles)

Ci-joint mon règlement par:

chèque bancaire, sauf Eurochèque chèque postal Visa Mastercard Eurocard

N° Expiration:

Date et signature:

Nom Prénom

Adresse

Code postal Ville

Facultatif: âge Profession

(*) Prix total de vente au numéro

Bulletin d'abonnement à retourner avec votre règlement en francs français à l'ordre du
 Courrier de l'UNESCO, Service Abonnements: 31, rue François Bonvin 75732 Paris CEDEX 15
 Pour les paiements effectués en une autre monnaie, veuillez vous adresser directement à l'un de nos agents de vente dont l'adresse figure au dos de cette page

PUBLICITÉ LE MONDE DE L'ÉDUCATION



Éditions UNESCO

Naissance d'une civilisation
Le choc de la mondialisation

par Yves Brunsvick et André Danzin
avec les commentaires de Jacques Delors,
Thierry de Montbrial, Yves Quéré
et Jacques Rigaud
Préface de Jean Favier
Postface de Federico Mayor

Concis, dense et clair, une synthèse sur
le grand débat de la mondialisation par
de grandes signatures.
Une lecture conseillée aux étudiants.

55 FF

ÉDITIONS UNESCO
7, place de Fontenoy
75352 Paris 07 SP
France
Fax : +33 1 45 68 57 37
Internet : www.unesco.org/publications
E-mail : publishing.promotion@unesco.org

LISTE DES AGENTS DE VENTE

Adressez-vous à l'agent de vente de votre choix, qui vous communiquera le montant de l'abonnement en monnaie locale.

- AFRIQUE DU SUD** : International Subscription Services, PO Box 41095, Craighall 2024. Fax: 880 6248. Mast Publications, PO Box 901, Parklands 2121. Fax: 886 4512.
- ALLEMAGNE** : German Commission for UNESCO, Colmantstr. 15, D-53115 Bonn. Fax: 63 69 12. Uno Verlag, Dag Hammarskjöld Haus, Poppelsdorfer Allee 55, D-53115 Bonn. Fax: 21 74 92.
- ARGENTINE** : Edilyr Srl, Librería Correo de la UNESCO, Tucumán 1685, 1050 Buenos Aires. Fax: 371-8194
- AUSTRALIE** : Hunter Publications, 58A Gipps Street, Collingwood VIC 3066. Fax 419 7154. ISA Australia, PO Box 709, Toowong QLD 4066. Fax: 371 5566. United Nations Assoc. of Australia/Victorian Div., 179 St George's Road, N. Fitzroy VIC 3068. Fax: 481 7693.
- AUTRICHE** : Gerold & Co, Import & Export, Zeitschriften/Periodicals, Graben 31, A-1011 Vienne. Fax: 512 47 31 29.
- BELGIQUE** : Monsieur Jean de Lannoy, 202 av du Roi, B-1060 Bruxelles. Fax: 538 08 41.
- BRESIL** : Fundação Getulio Vargas, Editora Divisão de Vendas, Caixa Postal 62.591, 22257-970 Rio de Janeiro RJ. Fax: 551-0948.
- CANADA** : Renouf Publishing Company Ltd, Central Distribution Centre, 1294 Algoma Road, Ottawa, Ont K1B 3W8. Fax: 741 5439. Periódica Inc, 1155 Av Ducharme, Outremont, PQ H2V 1E2. Fax: 274 0201.
- CHILI** : Universitaria Textolibro Ltda., Casilla Postal 10220, Santiago. Fax: 681 9091.
- CHINE** : China National Publications, Import & Export Corp., PO Box 88, 16 Gongti East Rd, Beijing 100020. Fax: 010-65063101.
- COREE** : Korean National Commission for Unesco, CPO Box 64, Séoul 100-600. Fax: 568 7454.
- DANEMARK** : Munksgaard, Norre Sogade 35, PO Box 2148, DK-1016 Copenhagen K. Fax: 12 93 87.
- ESPAGNE** : Mundi Prensa Libros SA, Castelló 37, 28001 Madrid. Fax: 575 39 98. Librería Al Andalus, Roldana 3 y 4, 41004 Séville. Fax: 422 53 38. Los Amigos de la UNESCO, Alda Urquijo 62,2. Izd., 48011 Bilbao. Fax: 427 51 59/69
- ÉTATS-UNIS** : Bernan-Associates, 4611-F Assembly Drive, Lanham MD 20706-4391. Fax: 459 0056.
- FINLANDE** : Stockmann/Akateeminen Kirjakauppa, PO Box 23, SF-00371 Helsinki. Fax: +358 9 121 4450. Suomalainen Kirjakauppa Oy, PO Box 2, SF-01641 Vantaa. Fax: 852 7990.
- GRECE** : Librairie Kauffmann SA, Mauvorkordatou 9, GR-106 78 Athènes. Fax: 38 33 967.
- GUATEMALA** : Comisión Guatemalteca de Cooperación con la UNESCO, 3A Avenida 10 29, Zona 1, Apartado Postal 2630, Ciudad de Guatemala.
- HONG KONG** : Hong Kong Government Information Services Dept., 1 Battery Path Central, Hong Kong.
- HONGRIE** : Librotrade K F T, Periodical Import/K, POB 126, H-1656 Budapest. Fax: 256-87-27.
- INDE** : Orient Longman Ltd (Subscr. Account), Kamani Marg, Ballard Estate, Bombay 400 038. Fax: 26 91 278. Oxford Book & Stationery Co, Code No D 8208052, Scindia House, New Delhi 110 001. Fax: 33 22 639.
- ISRAEL** : Literary Transactions Inc., C/O Steimatsky Ltd., PO Box 1444, Bnei Brak 51114. Fax: 52 81 187.
- ITALIE** : Licos/Libreria Comm. Sansoni SPA, Via Duca di Calabria 1/1, I-50125 Florence. Fax: 64 12 57.
- JAPON** : Eastern Book Service Inc., Periodicals Account, 3 13 Hongo 3 Chome, Bunkyo Ku, Tokyo 113. Fax: 818 0864.
- LUXEMBOURG** : Messageries Paul Kraus, BP 2022, L-1020 Luxembourg. Fax: 99 88 84 44.
- MALTE** : Sapienzas & Sons Ltd., PO Box 36, 26 Republic Street, La Valette Central 01. Fax: 24 61 82.
- MAROC** : UNESCO, 35 avenue du 16 novembre Agdal-Rabat. Fax: 212-767 03 75, Tél.: 212-767 03 74/72.
- MEXIQUE** : Librería El Correo de la UNESCO SA, Col Roma, Guanajuato 72, Deleg Cuauhtémoc, 06700 Mexico DF. Fax: 264 09 19.
- NORVEGE** : Swets Norge AS, Østensjøveien 18-0606 Oslo, PO Box 6512, Etterstad. Fax: 47 22 97 45 45.
- NOUVELLE ZELANDE** : GP Legislation Services, PO Box 12418, Thorndon, Wellington. Fax: 496 56 98.
- PAYS-BAS** : Swets & Zeitlinger BV, PO Box 830, 2160 SZ Lisse. Fax: 2524 15888. Tijdschriftcentrale Wijck B V, Int. Subs. Service, W Grachtstraat 1C, 6221 CT Maastricht. Fax: 32 50 103.
- PORTUGAL** : Livraria Portugal (Dias & Andrade Lda), Rua do Carmo 70 74, 1200 Lisbonne. Fax: 34 70 264.
- REPUBLIQUE TCHEQUE** : Artia, Ve Smeckach 30, 111 27 Prague 1.
- ROYAUME-UNI** : The Stationery Office Publications Ctre., 51 Nine Elms Lane, Londres SW8 5DR. Fax: 873 84 63.
- RUSSIE** : Mezhdunarodnaja Kniga, Ul Dimitrova 39, Moscou 113095.
- SRI LANKA** : Lake House Bookshop, 100 Chittampalam, Gardiner Mawatha, Colombo 2. Fax: 44 78 48.
- SUEDE** : Wennergren Williams AB, PO Box 1305, S-171 25 Solna. Fax: 27 00 71.
- SUISSE** : Dynapresse Marketing SA, (ex-Naville SA), 38 av Vibert, CH-1227 Carouge. Fax: 308 08 59. Edigroup SA, Case Postale 393, CH-1225 Chêne-Bourg. Fax: (022) 348 44 82. Europa Verlag, Ramistrasse 5, CH-8024 Zürich. Fax: 251 60 81. Karger Libri AG, Wissenschaftl. Buchhandlung, Petersgraben 31, CH-4009 Bâle. Fax: 306 12 34. Van Diermen Editions Techniques-ADECO, Chemin du Lacuez, CH-1807 Blonay. Fax: 943 36 05.
- THAÏLANDE** : Suksapan Panit, Mansion 9, Rajadamnern Avenue, Bangkok 2. Fax: 28 11 639.
- TUNISIE** : Commission Nationale Tunisienne auprès de l'UNESCO, 22, rue de l'Angleterre, 1000RP Tunis. Fax: 33 10 14.
- URUGUAY** : Ediciones Trecho SA, Cuento Periódicos, Maldonado 1090, Montevideo. Fax: 90 59 83.
- VENEZUELA** : UNESCO/CRESALC, Edif. Asovincar, Av Los Chorrros, Cruce C/C Acueducto, Altos de Sebuca, Caracas. Fax: 286 03 26.

PUBLICITÉ
CROISSANCE

le Courrier

Dans le prochain numéro:

Le dossier du mois:

L'eau: un bien rare donc cher?

Une ressource limitée et de plus en plus convoitée ■ Privatisation: l'eau n'est-elle qu'une marchandise?

■ La voracité de l'agriculture ■ International: les conflits hydriques sont-ils solubles dans le marché? ■

L'eau et les droits humains

Et dans les rubriques:

Les intouchables du Bihar ■ Une gestion astucieuse des déchets ■ Insertion: apprendre

ou réapprendre à travailler ■ Adoption: entre amour et trafics ■ L'éclosion d'une vraie littérature pour

enfants ■ Les journaux de rue à la une ■ Entretien avec James Tobin

Vous pouvez consulter l'intégralité du Courrier de l'UNESCO sur Internet, à l'adresse:

www.unesco.org/courier